

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 décembre 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 14th, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 13194-57)

Armand Lemay et Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Raymond Lemay, Armand Lemay, tous deux industriels, et Marie Houde Lemay, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Lemay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Armand Lemay et Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

46619-o

Letters Patent

(A.G. 13194-57)

Armand Lemay et Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1957, incorporating: Raymond Lemay, Armand Lemay, both industrialists, and Marie Houde Lemay, housewife, wife common as to property of the said Armand Lemay, and duly authorized by him for the purposes therein, all of St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of transportation; carry on business as general building contractors, under the name of "Armand Lemay et Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

46619

(P.G. 13348-57)

Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Beaulieu, Albert Brissette, Léo Brazeau, tous trois journaliers, L.-Roch Bourgeois, commis, Marcel Bélec, technicien, Bernard Thériault, employé civil, Jean Racine, marchand, Donat Lécuyer, menuisier, et Gérard Sigouin, boucher, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de "Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 394, rue Frontenac, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13397-57)

Auberge de L'Étoile Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Léon Leclerc, médecin, de Granby, Claude Leclerc, gérant, et Roderick Lemieux, comptable, tous deux de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de "Auberge de L'Étoile Incorporé", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1133, rue Main, ouest, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13515-57)

Autobus Inter-Cité Ltée
Inter-City Bus Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, J.-Clovis Dagenais, avocat, et Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers par terre, par eau ou par air, sous le nom de "Autobus Inter-Cité Ltée — Inter-City Bus Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13348-57)

Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Beaulieu, Albert Brissette, Léo Brazeau, all three laborers, L. Roch Bourgeois, clerk, Marcel Bélec, technician, Bernard Thériault, civil employee, Jean Racine, merchant, Donat Lécuyer, joiner, and Gérard Sigouin, butcher, all of Gatineau, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club under the name of "Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 394 Frontenac St., Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13397-57)

Auberge de L'Étoile Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Léon Leclerc, physician, of Granby, Claude Leclerc, manager, and Roderick Lemieux, accountant, both of Magog, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, tavern-keepers, inn-keepers and restaurateurs, under the name of "Auberge de L'Étoile Incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $200 each.

The head office of the company will be at 1133 Main Street, West, Magog, judicial district of Saint François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13515-57)

Autobus Inter-Cité Ltée
Inter-City Bus Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Lucien Roux, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, J.-Clovis Dagenais, advocate, and Lorraine Côté, secretary, of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To operate a transportation company for passengers, by land, water or air, under the name of "Autobus Inter-Cité Ltée — Inter-City Bus Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13536-57)

Aved-Gero Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Albert Aved, homme d'affaires, Nicolas Mateesco, avocat, tous deux de Montréal, et Stephen Gero, homme d'affaires, d'Outremont, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Aved-Gero Realties Inc.", avec un capital total de $5,000 divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13536-57)

Aved-Gero Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, incorporating: Albert Aved, businessman, Nicolas Mateesco, lawyer, both of Montreal, and Stephen Gero, businessman, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Aved-Gero Realties Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12743-57)

Ayer's Cliff Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1957, constituant en corporation: L. Royce Martin, Ross T. Hoffman, tous deux machinistes, et Dorothy W. Hoffman, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Ross T. Hoffman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous trois de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants d'outils et ouvrier d'un atelier de mécanique, sous le nom de "Ayer's Cliff Industries Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Village d'Ayer's Cliff, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(A.G. 12743-57)

Ayer's Cliff Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1957, incorporating: L. Royce Martin, Ross T. Hoffman, both machinists, and Dorothy W. Hoffman, secretary, wife separate as to property of the said Ross T. Hoffman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all three of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To carry on business as general toolmakers and machine shop workers, under the name of "Ayer's Cliff Industries Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at the Village of Ayer's Cliff, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13478-57)

Bacto-Chem Research Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Guy-O. Tétrault, notaire, Louise Girard Tétrault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy-O. Tétrault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Dorval, et Lucien Vallières, chimiste, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes; faire affaires comme chimistes, sous le nom de "Bacto-Chem Research Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13478-57)

Bacto-Chem Research Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1957, incorporating: Guy-O. Tétrault, notary, Louise Girard Tétrault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy-O. Tétrault, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Dorval, and Lucien Vallières, chemist, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale business and trade of medical specialties, pharmaceutical and medical preparations of all kinds; carry on business as chemists, under the name of "Bacto-Chem Research Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste. Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13406-57)

Beaver Quarries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: John Seymour Newman, ingénieur professionnel, de Montréal-Ouest, Harold Ashenmil, commis en Loi, et George Whelan, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières, exercer et entreprendre le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Beaver Quarries Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13406-57)

Beaver Quarries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: John Seymour Newman, professional engineer, of Montreal West, Harold Ashenmil, law clerk, and George Whelan, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To operate quarries and carry on and engage in the business of general contractors, under the name of "Beaver Quarries Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shaares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at the town of Côte St. Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13495-57)

Bel-Air Floor Coverings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, tous trois avocats, et Gerald Schneider, notaire, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, y compris celui qui consiste à parqueter, couvrir et poser des bardeaux, sous le nom de "Bel-Air Floor Coverings Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13495-57)

Bel-Air Floor Coverings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, Arthur Yanofsky, all three advocates, and Gerald Schneider, notary, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders including the business of flooring, roofing and shingling, under the name of "Bel-Air Floor Coverings Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13422-57)

Belmont Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Godinsky, Daniel Kingstone, tous deux avocats et Gloria Bell, sténographe, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Belmont Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13422-57)

Belmont Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Samuel Godinsky, Daniel Kingstone, both advocates, and Gloria Bell, stenographer, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Belmont Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13420-57)

Breuvages Radisson, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Jacques Ferron, agent distributeur, Bernadette Nault Ferron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Ferron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Réal Soucy, comptable, tous trois du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de breuvages tirés des fruits ou des légumes, de liqueurs douces, eaux gazeuses, produits laitiers, denrées et produits alimentaires et des produits de l'érable, sous le nom de "Breuvages Radisson, Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13470-57)

Brothers Grocery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1957, constituant en corporation: Alan B. Gold, Morris M. Weiner, tous deux de Montréal, et Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, sous le nom de "Brothers Grocery Inc.", avec un capital-actions divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas moins de $4,000.

Le siège social de la compagnie sera à 445 boulevard Beaconsfield, Beaurepaire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13405-57)

Canadian Asbestos Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Adrian Knatchbull Hugessen, avocat et conseil en loi de la Reine, Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, Charles Doherty Gonthier, tous trois avocats et Frank Wright, gérant de bureau, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Canadian Asbestos Holdings Ltd.", avec un capital-actions divisé en 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de $25,000

(A.G. 13420-57)

Breuvages Radisson, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Jacques Ferron, distributing agent, Bernadette Nault Ferron, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Ferron, and duly authorized by him for these present purposes, and Réal Soucy, accountant, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in beverages drawn from fruits or vegetables, soft drinks, sparkling waters, dairy products, food products and provisions, and maple products, under the name of "Breuvages Radisson, Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13470-57)

Brothers Grocery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1957, incorporating: Alan B. Gold, Morris M. Weiner, both of Montreal, and Murray Lapin, of the town of Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Brothers Grocery Inc.", with a capital stock divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 200 common shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than $4,000.

The head office of the company will be at 445 Beaconsfield Boulevard, Beaurepaire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13405-57)

Canadian Asbestos Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Adrian Knatchbull Hugessen, advocate and Queen's Counsel, Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, Charles Doherty Gonthier, all three advocates, and Frank Wright, office manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Canadian Asbestos Holdings Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will carry on business will be $25,000

Le siège social de la compagnies sera à 75 Boulevard Stinson, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13385-57)

Car-Park Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, Morris Chaikelson, tous deux avocats, tous trois de Montréal, Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, et Morris Shuter, gérant de bureau, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Acquérir, entretenir et exploiter des terrains de stationnement, garages, maisons d'entreposage et agir comme agents distributeurs d'automobiles, sous le nom de "Car-Park Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13292-57)

Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: J.-Antonin Duchesne, Louis-Georges Tanguay, tous deux commis, et Charles McKenna, garagiste, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social pour la récréation et la détente des actionnaires de la compagnie et de leurs invités, sous le nom de "Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13456-57)

Chandor Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le non de "Chandor Investment Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au

The head office of the company will be at 75 Stinson Boulevard, St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13385-57)

Car-Park Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Phillip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, Morris Chaikelson, both advocates, all three of Montreal, Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, and Morris Shuter, office manager, of St. Laurent, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate parking areas, garages, warehouses, and automobile agencies, under the name of "Car-Park Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13292-57)

Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: J. Antonin Duchesne, Louis-Georges Tanguay, both clerks, and Charles McKenna, garage-keeper, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To establish and direct a social club for the recreation and the relaxation of the shareholders of the company and their guests under the name of "Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, county of Abitibi-East, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13456-57)

Chandor Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Chandor Investment Corporation", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value, 5,000

pair, 5,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,900 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $100 chacune, et la compagnie commencera son commerce avec la somme de $25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13484-57)

Cie de Construction Lamont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Guy-Paul Genest, avocat, de la ville de Hampstead, Annette Lafleur, de Lachine, et Lise Nadeau, de Montréal, toutes deux secrétaires célibataires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Cie de Construction Lamont Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-bas, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13332-57)

City & Suburban Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Godinsky, Daniel Kingstone, tous deux avocats, et Gloria Bell, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie courtiers en immeubles et de placements, sous le nom de "City & Suburban Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13416-57)

C & L Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1957, constituant en corporation: Hector Noble, Édouard Lallement, tous deux garagistes et Géraldine Noble, secrétaire, fille majeure, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme garagistes et marchands d'automobiles, sous le nom de "C & L Garage Limited", avec un capital total de

Class "A" preferred shares of a par value of $1 each and into 1,900 Class "B" preferred shares of a par value of $100 each and the Company shall commence business with the sum of $25,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13484-57)

Cie de Construction Lamont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, incorporating: Guy-Paul Genest, advocate, of the town of Hampstead, Annette Lafleur, of Lachine, and Lise Nadeau, of Montreal, both secretaries, spinsters, of full age, for the following purposes:

To carry on as a construction company under the name of "Cie de Construction Lamont Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13332-57)

City & Suburban Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Samuel Godinsky Daniel Kingstone, both advocates, and Gloria Bell, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and as an investment company, under the name of "City & Suburban Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13416-57)

C & L Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1957, incorporating: Hector Noble, Édouard Lallement, both Garage Keepers, and Géraldine Noble, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and automobile dealers, under the name of "C & L Garage Limited", with a total capital stock of

$49,000, divisé en 490 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de St-Jérusalem, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13323-57)

Colibri Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, Georges-C. Lachance, tous deux avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, célibataire majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, de merceries, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits comestibles, chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Colibri Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13444-57)

Compagnie Générale de Placement, Limitée
General Investment Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Julien Chouinard, avocat, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Compagnie Générale de Placement, Limitée — General Investment Company, Limited", avec un capital total de $500,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13069-57)

Craft Printers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1957, constituant en corporation: Irvine B. Pettes, vendeur, des Trois-Rivières, Jean-Maurice Chartrand, gérant d'imprime-

$49,000, divided into 490 common shares of $100 each.

The head office of the company will be in the parish of St. Jerusalem, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13323-57)

Colibri Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Guy E. Boisvert, Georges C. Lachance, both advocates, and Jeanine Pollet, secretary, unmarried of full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made up, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and the by-products thereof, small wares, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paints, works of art, foodstuffs, chemical products, cosmetics, products of the land, sea and forests, under the name of "Colibri Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13444-57)

Compagnie Générale de Placement, Limitée
General Investment Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, both advocates and Queen's Counsel, and Julien Chouinard, advocate, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Compagnie Générale de Placement, Limitée — General Investment Company, Limited", with a total capital stock of $500,000, divided into 5,000 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 10 Saint James Street, West, Montreal, judicial judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13069-57)

Craft Printers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1957, incorporating: Irvine B. Pettes, salesman, of Trois-Rivières, Jean-Maurice Chartrand, manager of a printing-plant,

rie, et André Cardinal, comptable, tous deux du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Craft Printers Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 165, boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13059-57)

Dale Acceptance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Kenneth Wolofsky, de la ville Côte St-Luc, Sydney Wolofsky, Peter Wolofsky, tous deux d'Outremont, tous trois marchands, et Bernard Diamond, avocat de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de finance, sous le nom de "Dale Acceptance Corp.", avec un capital total de $225,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5497 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13279-57)

Dalou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1957, constituant en corporation: David Fashler, Louis Thomas, tous deux fabricants, George Whelan, avocat et Harold Ashenmil, commis en loi, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Dalou Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13312-57)

Darlington Service Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Bert Sidoti, garagiste, Morris Johnston, gérant de service, et Dominique Magna, gérant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes et celui qui consiste à vendre des automobiles, sous le nom

and André Cardinal, accountant, both of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicists under the name of "Craft-Printers Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 165 Ste-Madeleine Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13059-57)

Dale Acceptance Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Kenneth Wolofsky, of the town of Cote St. Luc, Sydney Wolofsky, Peter Wolofsky, both of Outremont, all three merchants, and Bernard Diamond, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Dale Acceptance Corp.", with a total capital stock of $225,000, divided into 750 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5497, Decarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13279-57)

Dalou Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1957, incorporating: David Fashler, Louis Thomas, both manufacturers, George Whelan, advocate, and Harold Ashenmil, law clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Dalou Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13312-57)

Darlington Service Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Bert Sidoti, garage keeper, Morris Johnston, service manager, and Dominique Magna, manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and generally in automobiles, under the name

de "Darlington Service Garage Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13509-57)

Decarie Blvd. Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Nathan Feifer, Harry Feifer, tous deux manufacturiers, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal et Jack Greenstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et de placements, sous le nom de "Decarie Blvd. Investment Corporation", avec un capital total de $150,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 12512-57)

Déragon Car Rentals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: André Déragon, garagiste, Paul Tremblay, comptable, et Claude Noiseux, avocat, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme locateurs d'automobiles, garatistes et quincailliers exercer l'industrie et le commerce d'automobiles, sous le nom de "Déragon Car Rentals Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégies de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13132-57)

Domaine d'Esterel Proprietors Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel Chait, avocat, Harry L. Colle, conseiller en immeubles, Irénée Monette, industriel, tous trois de Montréal, Ronald Hipps, directeur de compagnie, de ville Mont-Royal, et Charles O. Proulx, entrepreneur général, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

of "Darlington Service Garage Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13509-57)

Decarie Blvd. Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Nathan Feifer, Harry Feifer, both manufacturers, Lillian Lazare, secretary, spinster, all three of Montreal, and Jack Greenstein, advocate, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and investment company, under the name of "Decarie Blvd. Investment Corporation", with a total capital stock of $150,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 1,250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13512-57)

Déragon Car Rentals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November 1957, incorporating: André Déragon, garage-keeper, Paul Tremblay, accountant, and Claude Noiseux, advocate, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on the business of renting out automobiles, garage-keepers and hardwaremen; carry on the business of and deal in automobiles, under the name of "Déragon Car Rentals Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attotrey General.

(A.G. 13132-57)

Domaine d'Esterel Proprietors Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of the Province, bearing date the ninth day of November, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Samuel Chait, advocate, Harry L. Colle, Real Estate Consultant, Irénée Monette, Industrialist, all three of Montreal, Ronald Hipps, company director, of the town of Mount Royal, and Charles-O. Proulx, general contractor, of the town of Hampstead, for the following purposes:

Favoriser le bien-être et protéber les intérêts des propriétaires et domiciliés du Domaine d'Esterel, comté de Terrebonne, province de Québec, et leur procurer ainsi qu'à leurs familles des moyens qui favoriseraient les activités artistiques, sociales, athlétiques et sportives, sous le nom de "Domaine d'Esterel Proprietors Association Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13459-57)

Du Lac Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, tous trois avocats, Harry Closner, gérant de crédit, Sylvia Teitlebaum et Judith Fink, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de développement, sous le nom de "Du Lac Development Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13351-57)

E.F.M. Holding Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1957, constituant en corporation: Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, tous deux de Ville Mont-Royal, Raymond Eric Parsons, de Westmount et Charles Doherty Gonthier, de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "E.F.M. Holding Company", avec un capital total de $500 divisé en 500 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 105 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13521-57)

Enbar Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi

To further the welfare and protect the interests of the home owners and residents of the Domaine d'Esterel, Terrebonne County, Province of Quebec, and to provide for them and their families facilities for artistic, social, athletic and sporting activities, under the name of "Domaine d'Esterel Proprietors Association Inc.".

The amount to which the value of teh immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13459-57)

Du Lac Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1957, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, all three advocates, Harry Closner, credit manager, Sylvia Teitlebaum and Judith Fing, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all six of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and development company, under the name of "Du Lac Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13351-57)

E.F.M. Holding Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1957, incorporating: Ross Trenholme Clarkson, John William Durnford, both of the town of Mount Royal, Raymond Eric Parsons, of Westmount, and Charles Doherty Gonthier, of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "E.F.M. Holding Company", with a total capital stock of $500 divided into 500 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 105 St. James Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13521-57)

Enbar Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of West-

de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Enbar Enterprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13563-57)

Esty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, de Ville Mont-Royal, et Jonathan J. Robinson, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de plastiques, métaux, cuir, marchandises de laine et tissus textiles, sous le nom de "Esty Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13418-57)

Excel Electric Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Roland Robillard, de Rosemère, René Beaudry, de Verdun, et Bernard Reid, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens; exercer le commerce de quincaillerie et d'accessoires électriques, sous le nom de "Excel Electric Co. Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, distfict judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13425-57)

Garson Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, et Theodore H. Shapiro, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

mount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Enbar Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13563-57)

Esty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, of the town of Mount Royal, and Jonathan J. Robinson, of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics, metals, leather and woollen goods and textile fabrics, under the name of "Esty Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bedford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13418-57)

Excel Electric Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Roland Robillard, of Rosemère, René Beaudry, of Verdun, and Bernard Reid, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on as electricians-contractors; to operate a business dealing in hardware and electrical accessories, under the name of "Excel Electric Co. Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13425-57)

Garson Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, and Theodore H. Shapiro, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction, amélioration et placements, sous le nom de "Garson Holdings Inc.", avec un capital total de $500,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13493-57)

Gibson Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Claude Wagner, Robert Stephen O'Brien, tous deux de Montréal, Ernest Erle Saunders, de Pointe Claire, tous trois avocats, et Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Gibson Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13494-57)

Grecel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Suzanne Martel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Martel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Cécile Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Lemieux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Grecel Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 12,500 actions communes de $1 chacune et en 5,500 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13304-57)

Gross Interests Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "Garson Holdings Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 4,800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13493-57)

Gibson Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: John McGlinchey Home, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Claude Wagner, Robert Stephen O'Brien, both of Montreal, Ernest Erle Saunders, of Pointe Claire, all three advocates, and Enid Mary Roberts, secretary, spinster, of the town of Hampstead, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Gibson Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13494-57)

Grecel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Maurice Martel, advocate, Suzanne Martel, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Martel, and duly authorized by him for these present purposes, Cécile Lemieux, housewife, wife separate as to property of Paul Lemieux, and duly authorized by him for these present purposes, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general business contractors under the name of "Grecel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 12,500 common shares of $1 each and into 5,500 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13304-57)

Gross Interests Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1957, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat et conseil en loi de la Reine, Rona Bloom et Mary Watt, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Gross Interests Corp.", avec un capital total de $40,000 divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13541-57)

Harvey Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Lucien Harvey, Gérard Nadon, tous deux commerçants de bois, et Marc Duguay, notaire, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois, sous le nom de "Harvey Lumber Inc.", avec un capital total de $120,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abibiti.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13524-57)

Harwil Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, tous deux avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Harwil Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13390-57)

Hi-Way Service Stations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat, Alice

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1957, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, Rona Bloom and Mary Watt, both Secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Gross Interests Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each and into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13541-57)

Harvey Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November 1957, incorporating: Lucien Harvey, Gérard Nadon, both lumber merchants, and Marc Duguay, notary, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber, under the name of "Harvey Lumber Inc.", with a total capital stock of $120,000, divided into 600 common shares of a par value of $100 each and 6,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13524-57)

Harwil Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, both advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Harwil Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, west, suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13390-57)

Hi-Way Service Stations Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Edward G. Tannage, advocate, Alice Tannage, housewife,

Tannage, ménagère, épouse séparée de biens dudit Edward G. Tannage, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes; fabriquer et faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Hi-Way Service Stations Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13193-57)

Holiday Travel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1957, constituant en corporation: Max Goliger, Frida Ruth Perle Goliger, épouse commune en biens dudit Max Goliger, tous deux agents de voyages, de Montréal, et Micaela Pap Gazdik, secrétaire, épouse séparée de biens en vertu des lois de Hongrie, de Julian G. Gazdik, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et service d'organisation de voyages, sous le nom de "Holiday Travel Service Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13517-57)

International Talent Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, tous deux avocats, et Gerald Cooper, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme gérants et représentants personnels et conseillers envers les personnes exerçant l'une ou l'autre spécialité du domaine récréatif à travers le monde, sous le nom de "International Talent Associates Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13548-57)

Jos. Blackburn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

wife separate as to property of the said Edward G. Tannage, and duly authorized by him for the purpose of these presents and Jeannette Desjardins, stenographer, spinster of the gull age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers; to manufacture and deal in automobiles and other vehicles, under the name of "Hi-Way Service Stations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13193-57)

Holiday Travel Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1957, incorporating: Max Goliger, Frida Ruth Perle Goliger, wife common as to property of the said Max Goliger, both travel agents, of Montreal, and Micaela Pap Gazdik, secretary, wife, separate as to property under the laws of Hungary, of Julian G. Gazdik, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau, under the name of "Holiday Travel Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13517-57)

International Talent Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, both advocates, and Gerald Cooper, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as personal managers, personal representatives, and advisors to people engaged in all branches of the entertainment industry throughout the world, under the name of "International Talent Associates Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13548-57)

Jos. Blackburn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Jean-Paul Gagnon, commerçant, Jean-Paul Daneault, imprimeur, tous deux de Chicoutimi, et Georges Dufour, hôtelier, de Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres et embaumeurs, sous le nom de "Jos. Blackburn Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 294, avenue Bégin, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13496-57)

Jos. Zimmer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Horace Friedman, avocat, Joseph Zimmer, agent, et Claire Zimmer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Zimmer, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Jos. Zimmer Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de $10 chacune, 370 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13519-57)

Katie's Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Harry Blank, Conrad Shatner, tous deux avocats, et Harry Closner, gérant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de teinturiers, nettoyeurs et buandiers, sous le nom de "Katie's Cleaners Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13491-57)

La Cie de Construction Satellite Limitée
Satellite Construction Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Jean Paul Gagnon, merchant, Jean Paul Daneault, printer, both of Chicoutimi, and Georges Dufour, hotelkeeper, of Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To carry on business as undertakes and embalmers, under the name of "Jos. Blackburn Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 294 Bégin Abenue, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November 1957.

P. FRENETTE.
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13496-57)

Jos. Zimmer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Horace Friedman, advocate, Joseph Zimmer, agent, and Claire Zimmer, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Zimmer, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Jos. Zimmer Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 class "A" preferred shares of a par value of $10 each, 370 class "B" preferred shares of a par value of $100 each and into 150 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13519-57)

Katie's Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Harry Blank, Conrad Shatner, both advocates, and Harry Closner, manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dyers, cleaners and laundrymen, under the name of "Katie's Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13491-57)

La Cie de Construction Satellite Limitée
Satellite Construction Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Jules

tion: Jules Dupré, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louis Vaillancourt, avocat, de Ville Emard, et Jacqueline Landry, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "La Cie de Construction Satellite Limitée — Satellite Construction Co. Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13527-57)

La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée
The Trans-Quebec Publications Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: André Savoie, avocat, d'Outremont, Julien Latendresse, gérant, et Mariette-S. deCarufel, secrétaire, tous deux de Montréal, tous trois célibataires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée — The Trans-Quebec Publications Company Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes de $25 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 10334-57)

La Maison Georges Gélineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, Jean Tellier, tous deux avocats, et Roland Savignac, notaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et peintres-décorateurs; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, de quincaillerie, de meubles et de nouveautés, sous le nom de "La Maison Georges Gélineau Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13522-57)

Landriault Furniture (Hull) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Dupré, advocate and Queen's Counsel, of Outremount, Louis Vaillancourt, advocate, of Ville Emard, and Jacqueline Landry, secretary, spinster of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on as general building contractors under the name of "La Cie de Construction Satellite Limitée — Satellite Construction Co. Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13527-57)

La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée
The Trans-Quebec Publications Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: André Savoie, advocate, of Outremount, Julien Latendresse, manager, and Mariette S. deCarufel, secretary, both of Montreal, all three spinsters, for the following purposes:

To carry on as printers and publicists under the name of "La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée — The Trans-Quebec Publications Company Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $25 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10434-57)

La Maison Georges Gélineau Inc.

Notice is hereby given that nuder Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Mario Du Mesnil, Jean Tellier, both advocates, and Roland Savignac, notary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and painters-decorators; to operate an industry and business dealing in electrical accessories, hardware, furniture and novelties, under the name of "La Maison Georges Gélineau Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 900 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of a value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13522-57)

Landriault Furniture (Hull) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Raoul Landriault, marchand, d'Eastview, Ont., Jean-Paul Landriault et Maurice Robillard, tous deux gérants, d'Ottawa, Ont., pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'appareils électriques, sous le nom de "Landriault Furniture (Hull) Limitée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13514-57)

LaRose & Fils Ltée
LaRose & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Adolphe Larose, Jean Larose, tous deux commerçants, et Gertrude de Varennes Larose, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adolphe Larose, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits sanitaires et instruments qui favorisent l'emploi desdits produits, sous le nom de "LaRose & Fils — LaRose & Sons Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 12760-57)

La Société des Concerts de Sept-Iles Inc.
The Sept-Iles Concerts Society Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Simard, agent d'immeubles, Raymond Maynard, journaliste, Raoul d'Amours, gérant de banque, Vianney Guillemette, ajusteur d'assurances, et Paul-Ernest LeBlanc, marchand, tous cinq de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Organiser et présenter des soirées musicales, spectacles et représentations théâtrales, sous le nom de "La Société des Concerts de Sept-Iles Inc.— The Sept-Iles Concerts Society Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

---

ince of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Raoul Landriault merchant, of Eastview, Ont., Jean-Paul Landriault and Maurice Robillard, both managers, of Ottawa, Ont., for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and electrical apparatus, under the name of "Landriault Furniture (Hull) Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13514-57)

LaRose & Fils Ltée
LaRose & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November 1957, incorporating: Adolphe Larose, Jean Larose, both merchants, and Gertrude de Varennes Larose, housewife, wife separate as to property of said Adolphe Larose, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in sanitary products and instruments encouraging the use thereof, under the name of "LaRose & Fils Ltée — LaRose & Sons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12760-57)

La Société des Concerts de Sept-Iles Inc.
The Sept-Iles Concerts Society Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Simard, real estate agent, Raymond Maynard, journalist, Raoul d'Amours, bank manager, Vianney Guillemette, insurance adjuster, and Paul-Ernest LeBlanc, merchant, all five of Sept-Iles, for the following purposes:

To organize and present musical soirées, theatrical spectacles and shows, under the name of "La Société des Concerts de Sept-Iles Inc. — The Sept-Iles Concerts Society Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13502-57)

L'Association Dentaire de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Godin, Guy Boisclair, tous deux des Trois-Rivières, Julien Giroux, Robert LeBlanc, tous deux de Sherbrooke, Vincent Tremblay, Gaston Lajoie, Gérard de Montigny, tous trois de Montréal, Roland Gendron, de Westmount, tous huit dentistes, Louis Bernier, orthodontiste, et Henri Hamel, dentiste, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Favoriser le progrès de la science chez les chirurgiens-dentistes de la province de Québec; promouvoir les bonnes relations entre les membres de ladite profession et les associations de chirurgiens-dentistes et promouvoir le développement technique et les connaissances professionnelles au sein de cette profession, sous le nom de "L'Association Dentaire de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera 3607, rue St-Denis, appartement 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13502-57)

L'Association Dentaire de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Conrad Godin, Guy Boisclair, both of Trois-Rivières, Julien Giroux, Robert LeBlanc, both of Sherbrooke, Vincent Tremblay, Gaston Lajoie, Gérard de Montigny, all three of Montreal, Roland Gendron, of Westmount, all eight dentists, Louis Bernier, orthodontist, and Henri Hamel, dentist, both of Quebec, for the following purposes:

To encourage scientific advancement among dental-surgeons of the Province of Quebec; promote close relationship between the members of said profession and the associations of dental-surgeons and further technical development and professional knowledge within this profession, under the name of "L'Association Dentaire de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at 3607 St. Denis Street, Apartment 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13125-57)

Lavergne Combustibles Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1957, constituant en corporation: Léo-Paul Lavergne, commerçant, Rollande Daneault Lavergne, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo-Paul Lavergne, et Henriette Dostaler, secrétaire, célibataire majeure, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "Lavergne Combustibles Incorporée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1487, 2ième avenue, Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13125-57)

Lavergne Combustibles Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1957, incorporating: Léo-Paul Lavergne, dealer, Rollande Daneault Lavergne, housewife, wife separate as to property of the said Léo-Paul Lavergne, and Henriette Dostaler, secretary, spinster of full age, all three of Grand' Mère, for the following purposes:

To carry on a business dealing in coal, coke, peat, oil, wood, fuel and lubricants, of all kinds, under the name of "Lavergne Combustibles Incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1487 2nd Avenue, Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13413-57)

Le Foyer du Meuble Fleury Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Raymond Laganière, inspecteur, Denis Laganière, propriétaire du vestiaire au Ritz Carlton, et Jean Allaire, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 13413-57)

Le Foyer du Meuble Fleury Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November 1957, incorporating: Raymond Laganière, inspector, Denis Laganière, owner of the cloakroom at the Ritz Carlton, and Jean Allaire, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Le Foyer du Meuble Fleury Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1326, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

To carry on the business of furniture and novelties, under the name of "Le Foyer du Meuble Fleury Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1326 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13469-57)

Leong Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats, et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Leong Investment Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $10 chacune et 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13469-57)

Leong Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, and Rose Markis, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Leong Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of $10 each and into 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13562-57)

Les Immeubles Delrano Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1957, constituant en corporation: Amédée Demers, entrepreneur, Roger Létourneau, avocat, Thomas E. Anderson, trust officier, tous trois de Sillery, François Nolin, entrepreneur, et Paul Racine, industriel, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de "Les Immeubles Delrano Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13562-57)

Les Immeubles Delrano Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1957, incorporating: Amédée Demers, contractor, Roger Létourneau, advocate, Thomas E. Anderson, trust officer, all three of Sillery, François Nolin, contractor, and Paul Racine, industrialist, both of Quebec, for the following purposes:

To operate as a real estate construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Delrano Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $50 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13480-57)

Les Immeubles De Montigny Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Émile Bouchard, restaurateur, Jean Armand comptable agréé, tous deux de Longueuil, Marc-André Blain, de Ville Mont-Royal, et Georges-H. Long, de St-Vincent-de-Paul, tous deux avocats, pour les objets suivants:

(A.G. 13480-57)

Les Immeubles De Montigny Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, incorporating: Émile Bouchard, restaurant-keeper, Jean Armand, chartered accountant, both of Longueuil, Marc-André Blain, of the town of Mount-Royal, and Georges H. Long, of St-Vincent-de-Paul, both advocates, or the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Immeubles De Montigny Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Immeubles De Montigny Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12880-57)

Les Placements Gamma Inc.
Gamma Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Maurice Bergeron, comptable agréé, Guy-O. Tétrault, notaire, et Louise Girard Tétreault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy-O. Tétrault, et dûment autorisée par lui, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de "Les Placements Gamma Inc.— Gamma Investments Inc.", avec un capital total de $51,000, divisé en 1,000 actions communes de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 12880-57)

Les Placements Gamma Inc.
Gamma Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November 1957, incorporating: Maurice Bergeron, chartered accountant, Guy O. Tétrault, notary, and Louise Girard Tétrault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy O. Tétrault, and duly authorized by him, all three of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Gamma Inc.— Gamma Investments Inc.", with a total capital stock of $51,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13506-57)

Levesque & Frère Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1957, constituant en corporation: Gaston Joly, comptable, d'Outremont, Georgette Choquette et Suzanne Lefebvre, toutes deux sténographes, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Levesque & Frère Construction Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13506-57)

Levesque & Frère Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1957, incorporating: Gaston Joly, accountant, of Outremont, Georgette Choquette and Suzanne Lefebvre, both stenographers, unmarried, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Levesque & Frère Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13525-57)

Lort Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, tous deux avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 13525-57)

Lort Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, both advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Lort Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13381-57)

Magno Machinery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats, et Rose Markis, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machines et machinerie, sous le nom de "Magno Machinery Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13417-57)

Mandel Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1957, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Cyril E. Schwisberg, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Mandel Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $20 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6411 McLynn, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13281-57)

Melbor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: George Whelan, avocat, Harold Ashenmil, commis en Loi, et Toshiko Nakatsuka, dactylo. majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Melbor Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Lort Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, West, Suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13381-57)

Magno Machinery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, and Rose Markis, secretary, spinster and using of her rights, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines and machinery, under the name of "Magno Machinery Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13417-57)

Mandel Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1957, incorporating: Irwin S. Brodie, Cyril E. Schwisberg, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Mandel Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $20 each and into 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 6411 McLynn, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13281-57)

Melbor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: George Whelan, advocate, Harold Ashenmil, law clerk, and Toshiko Nakatsuka, typist of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Melbor Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a

valeur au pair de $10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13471-57)

Melbourne Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Raymond Dionne, comptable agréé, de Ville Mont-Royal, Jean Forget, financier, de St-Hilaire, Marcel Lajeunesse, avocat, de Westmount, et Elizabeth Evans, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Melbourne Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13526-57)

Melet Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal, et Hyman Solomon, avocat, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements; et le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Melet Construction Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13276-57)

Miguel Furnituré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Gaston Ouellette, agent manufacturier, Lucienne Bolduc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Ouellette, tous deux de Montréal, et Oscar Bellefeuille, rembourreur, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, sous le nom de "Miguel Furniture Inc.", avec un

par value of $10 each and into 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13471-57)

Melbourne Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, incorporating: Raymond Dionne, chartered accountant, of the town of Mount Royal, Jean Forget, financial, of St. Hilaire, Marcel Lajeunesse, advocate, of Westmount, and Elizabeth Evans, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Melbourne Investments Ltd." with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13526-57)

Melet Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1957, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, and Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company; to carry on business as general contractors, under the name of "Melet Construction Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE.
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13276-57)

Miguel Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, lettres patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November 1957, incorporating: Gaston Ouellette, manufacturing agent, Lucienne Bolduc, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gaston Ouellette, both of Montreal, and Oscar Bellefeuille, upholsterer, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business and deal in furniture, under the name of "Miguel Furniture Inc.", with

capital total de $35,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2565, rue Valois, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13448-57)

Milt Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, tous trois avocats, Basil Danchyshyn, étudiant en droit, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Milt Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3981 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13380-57)

Montreal Display Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ben Schecter, Morton Bell, tous deux avocats, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de mannequins et autres articles de montre et fixtures pour étalage sous le nom de "Montreal Display Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 280 avenue Greene, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13535-57)

Montreal Video Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

a total capital of $35,000, divided into 3,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2565, Valois Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13448-57)

Milt Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, all three advocates, Basil Danchyshyn, law student, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all six of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Milt Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3981 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13380-57)

Montreal Display Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schecter, Morton Bell, both advocates, and Margaret McMartin, Clerk, spinster, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in mannequins, display material and floor displays, under the name of "Montreal Display Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 280 Greene Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13535-57)

Montreal Video Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all three of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils de télévision, radio et dispositifs électroniques, sous le nom de "Montreal Video Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4800 rue Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

To manufacture and deal in television sets, radio sets and electronic apparatus, under the name of "Montreal Video Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4800 Decarie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13398-57)

National Heel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1957, constituant en corporation: Gisèle Desroches, secrétaire, Colette Bernatchez, comptable, toutes deux célibataires majeures, de Montréal, et Alain Voizard, notaire, de St-Adèle-en-haut, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles, produits et marchandises faits, totalement ou partiellement en plastique, en bois, en métal ou en verre, sous le nom de "National Heel Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13398-57)

National Heel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1957, incorprrating: Gisèle Desroches, secretary, Colette Bernarchez, accountant, both spinsters of full age, of Montreal, and Alain Voizard, notary, of Ste-Adèle-en-haut, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in articles, products and merchandise made, totally or partially of plastic, wood, metal or of glass, under the name of "National Heel Limited" with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $5 each and into 450 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13257-57)

National Soccer League of the Province of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions, Conrad Leber, entrepreneur, Nicholas Schridingen, J. Charles Malfara, tous deux administrateurs, tous trois de Montréal, et Oscar Respitz, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et développer dans toutes ses spécialités le jeu de football de ligue (quelquefois nommé "Soccer") dans la province de Québec, sous le nom de "National Soccer League of the Province of Quebec Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13257-57)

National Soccer League of the Province of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Conrad Leber, contractor, Nicholas Schridingen, J.-Charles Malfara, both executives, all three of Montreal, and Oscar Respitz, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To promote, foster and develop in all its branches the game of League Footvall (sometimes called Soccer) in the province of Quebec, under the name of "National Soccer League of the Province of Quebec Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13511-57)

Olympus Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corpora-

(A.G. 13511-57)

Olympus Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Samuel

tion: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de placements et de portefeuille, sous le nom de "Olympus Realty Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13305-57)

Pete Constable Sporting Goods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, tous deux avocats, Beverley Israel, fille majeure, tous trois de Montréal et Abel D. Selick, avocat, de Ville Mont Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'articles de sport; faire le négoce de vêtements pour hommes et femmes, sous le nom de "Pete Constable Sporting Goods Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4745, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13170-57)

Photo-Marker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1957, constituant en corporation: Aaron Barmish, vendeur, Allan Shamitoff, gérant, et Moses Hyman Myerson, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines pour molettes à patron, papier sensibilisé, papier à tracer le dessin original, plumes spéciales au traçage, service de reproductions, accessoires pour salles de coupe, le tout relié à l'industrie du vêtement, sous le nom de "Photo-Marker Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13001-57)

Première Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and holding company, under the name of "Olympus Realty Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13305-57)

Pete Constable Sporting Goods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, both advocates, Beverley Israel, spinster, all three of Montreal, and Abel D. Selick, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods; to deal in men's and women's apparel, under the name of "Pete Constable Sporting Goods Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4745 Van Horne Avenue, Moontreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13170-57)

Photo-Marker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1957, incorporating: Aaron Barmish, Salesman, Allan Shamitoff, manager, and Moses Hyman Myerson, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in pattern marker machines, sensitized paper, original marking paper, special marking pens, reproduction service, cutting room accessories, the whole in connection with the garment industry, under the name of "Photo-Marker Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13001-57)

Première Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of

du treize novembre 1957, constituant en corporation: Aurélien Noël, Rodolphe Maheu, tous deux comptables agréés, d'Outremont, Bernard Robert, comptable agréé, Pauline Bélanger, secrétaire, tous deux de Montréal, et Claire Mercille, dactylo, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteurs d'argent, sous le nom de "Première Acceptance Corporation", avec un capital total de $225,000, divisé en 7,500 actions communes de $10 chacune, 750 actions privilégiées classe "A" de $100 chacune et en 750 actions privilégiées classe "B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13503-57)

R.M. Nickel Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: John Edmund Branigan, prospecteur, Giovanni Teolis, courtier d'assurances, George Takahashi, propriétaire de maison de chambre, Harry Fishman, Anthony Yacovelli, tous deux marchands, Marcelle Queen, manufacturier, épouse séparée de biens de William Douglas Queen, tous les six de Montréal, et Hector Benoit, avocat, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "R.M. Nickel Mines Limited" (No Personal Liability) avec un capital total de $5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au délà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13523-57)

Sauvé Boulevard Realty Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Gisbert von Boch, industriel, Taschereau Fortier, avocat, tous deux de Québec, et Joseph Zimmer, agent, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Sauvé Boulevard Realty Company", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

November 1957, incorporating: Aurélien Noël, Rodolphe Maheu, both chartered accountants, of Outremont, Bernard Robert, chartered accountant, Pauline Bélanger, secretary, both of Montreal, and Claire Mercille, typist, of St. Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of money lenders generally, under the name of "Première Acceptance Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 7,500 common shares of $10 each, 750 preferred shares class "A" of $100 each and 750 preferred shares class "B" of $100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13503-57)

R.M. Nickel Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: John Edmund Branigan, prospector, Giovanni Teolis, insurance broker, George Takahashi, rooming-house owner, Harry Fishman, Anthony Yacovelli, both merchants, Marcelle Queen, manufacturer, wife separate as to property of William Douglas Queen, all six of Montreal, and Hector Benoit, advocate, of Longueuil, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "R.M. Nickel Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its sharres.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13523-57)

Sauvé Boulevard Realty Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Gisbert von Boch, industrialist, Taschereau Fortier, solicitor, both of Quebec, and Joseph Zimmer, agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sauvé Boulevard Realty Company", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13534-57)

Service Valeurs et Publicité Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation: Rosaire Villeneuve, commerçant, Gaston Villeneuve, boucher, tous deux de Chicoutimi, et Adrien Albert, comptable, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de "Service Valeurs et Publicité Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

46619-o

(A.G. 13534-57)

Service Valeurs et Publicité Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, incorporating: Rosaire Villeneuve, merchant, Gaston Villeneuve, butcher, both of Chicoutimi, and Adrien Albert, accountant, of Chicoutimi-Nord, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and advisers, under the name of "Service Valeurs et Publicité Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

46619

(P.G. 13498-57)

Shearling Processors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, tous deux de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de teinturiers, traiteurs, nettoyeurs, apprêteurs et fourreurs, sous le nom de "Shearling Processors Ltd.", avec un capital total de $75,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

46619

(A.G. 13498-57)

Shearling Processors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, both of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as dyers, processors, cleaners, dressers and furriers, under the name of "Shearling Processors Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

46619-o

(P.G. 13457-57)

Southport Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Baruch Pollack, Harry Blank, tous deux avocats, et Milton Friefeld, comptable agréé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction, améliorations et placements, sous le nom de "Southport Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

46619

(A.G. 13457-57)

Southport Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1957, incorporating: Baruch Pollack, Harry Blank, both advocates, and Milton Friefeld, chartered accountant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and investment company, under the name of "Southport Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

46619-o

(P.G. 13325-57)

Sport Yatch Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1957, constituant en corporation sans capital-actions: J.-H.-Guy Perras, comptable agréé, Gaston Gazaille, marchand, J.-Claude Nolin, avocat, tous trois de Montréal, Lucien Gazaille, commis, de St-Vincent-de-Paul, et Laurent Gazaille, gérant de bureau, de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Maintenir et diriger un club nautique promouvoir les sports aquatiques, sous le nom de "Sport Yatch Club Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 1309, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13458-57)

Ste. Thérèse Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1957, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de développement, sous le nom de "Ste. Thérèse Farms Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,800 actions sans valeur nominale ou au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13076-57)

Traders Automotive Verdun Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagniesde Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Raymond Paquet, homme d'affaires, Elzéar Robert, commis, tous deux de Montréal, et Léonard Bertrand, propriétaire de taxis, de St-Henri, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles, avions et autres moyens de transport, sous le nom de "Traders Automotive Verdun Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4123, Avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13325-57)

Sport Yatch Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: J. H. Guy Perras, chartered accountant, Gaston Cazaille, merchant, J.-Claude Nolin, advocate, all three of Montreal, Lucien Gazaille, clerk, of St-Vincent-de-Paul, and Laurent Gazaille, office manager, of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To maintain and manage a nautical club promote aquatic sports, under the name of "Sport Yatch Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 1309 Beaubien Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13458-57)

Ste. Thérèse Farms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1957, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and development company, under the name of "Ste. Thérèse Farms Inc.", with a capital stock divided into 1,800 shares having no nominal or par value and into 3,000 preferred shares of $10 each, and the amount, with which the company will commence its operations will be $20,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13076-57)

Traders Automotive Verdun Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Raymond Paquet, businessman, Elzéar Robert, clerk, both of Montreal, and Léonard Bertrand, taxi owner, of St-Henri, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in automobiles, planes and other means of transportation, under the name of "Traders Automotive Verdun Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4123 Verdun Avenue, Verdun judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13608-57)

Tremblay Entreprises Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Ernest Parent, industriel, de Sillery, Jean Warren Tremblay, comptable, et Lucien Ferland Roy, rentier, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Tremblay Entreprises Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compganie sera 800, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(P.G. 13520-57)

Two Roses Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, avocat, et Dorothy Martel, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, portefeuille et placements, sous le nom de "Two Roses Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13544-57)

United Business Security Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1957, constituant en corporation: J.-Armand Gauthier, J.-Alexandre Tremblay, tous deux comptables, et Armand Adam, propriétaire de taxi, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service de relations industrielles techniques, comprenant recherches, conseil et représentation; faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "United Business Security Incorporated", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

46619-o P. FRENETTE.

(A.G. 13608-57)

Tremblay Entreprises Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November 1957, incorporating: Ernest Parent, industrial, of Sillery, Jean Warren Tremblay, accountant, and Lucien Ferland Roy, annuitant, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Tremblay Entreprises Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 800 Dorchester Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13520-57)

Two Roses Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, advocate, and Dorothy Martel, stenographer, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Two Roses Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13544-57)

United Business Security Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearinf date the seventh day of November, 1957, incorporating: J.-Armand Gauthier, J.-Alexandre Tremblay, both accountants, and Armand Adam, taxi owner, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an industrial technical relations service comprising research, counsel and representation; to carry on business as printers and publicists, under the name of "United Business Security Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,

46619 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13518-57)

Unique Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats et Annette Katz, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Unique Development Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13518-57)

Unique Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, and Annette Katz, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Unique Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13081-57)

Valmont Mining Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1957, constituant en corporation: Charles A. Magnan, administrateur de compagnie, de Victoriaville, Paul Ranger, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont et Roland Thouin, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les nogicier, sous le nom de "Valmont Mining Exploration Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(A.G. 13081-57)

Valmont Mining Exploration Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1957, incorporating: Charles A. Magnan, Companies' Executive, of Victoriaville, Paul Ranger, Attorney at law and Queen's Counsel, of Outremont, and Roland Thouin, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Valmont Mining Exploration Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company ofr its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13507-57)

Vector Labs. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1957, constituant en corporation: Daniel Percy Gillmor, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Elizabeth Agnes Greenslade, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et M. Elizabeth Tees, secrétaire, épouse judiciairement séparée de biens de Edward John Tees, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'instruments scientifiques, dispositifs et systèmes de contrôle, instruments servant aux matières à l'état solide et à l'électronique, sous le nom de "Vector Labs. Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13507-57)

Vector Labs. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1957, incorporating: Daniel Percy Gillmor, advocate and Queen's Counsel, Elizabeth Agnes Greenslade, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and M. Elizabeth Tees, secretary, wife judicially separate as to property of Edward John Tees, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in scientific instruments, devices and control systems, solid state and electronic devices, under the name of "Vector Labs. Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13331-57)

Vista Sales Promotions Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1957, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal et Louis Feigenbaum, de St-Laurent, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer toutes les opérations se rapportant à la promotion des ventes, sous le nom de "Vista Sales Promotions Co. Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13393-57)

Westchester Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1957, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, tous deux de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous trois avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir certaines propriétés immobilières situées en la ville de Beaconsfield, et entreprendre la construction, développement, gestion, location et exploitation de ces propriétés immobilières, sous le nom de "Westchester Estates Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
46619 P. FRENETTE.

(P.G. 13427-57)

Williams Plastering Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1957, constituant en corporation: Albert Williams, entrepreneur, Allen Williams, gérant, et William Williams, contremaître, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de plâtre, ciment, béton, produits du stucco et autres matériaux de construction, sous le nom de "Williams Plastering Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13331-57)

Vista Sales Promotions Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1957, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, Hyman Solomon, of the town of Mount Royal, and Louis Feigenbaum, of St. Laurent, both advocates, for the following purposes:

To carry on all operations pertaining to sales promotions, under the name of "Vista Sales Promotions Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13393-57)

Westchester Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1957, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, both of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe Claire, all three advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To acquire certain immoveable properties situated in the town of Beaconsfield, and to undertake construction development, management, leasing, and operation of those immoveable properties, under the name of "Westchester Estate Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1957.

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13427-57)

Williams Plastering Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companie's Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1957, incorporating: Albert Williams, contractor, Allen Williams, manager, and William Williams, foreman, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plaster, cement, concrete, stucco products and other building materials, under the name of "Williams Plastering Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant.
46619 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1957..

P. FRENETTE,
46619-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la ville de Montmorency, dans le comté de Québec, s'adresseront à la présente Session de la Législature de Québec pour obtenir le pouvoir de payer au président et aux commissaires d'écoles une rémunération; pour obtenir le pouvoir d'obliger les maîtres d'écoles à enseigner dans une classe indifféremment à un autre; pour obtenir certains pouvoirs d'emprunt et pour d'autres fins.

Ville Montmorency, ce 14 novembre 1957.

Le Président des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Montmorency,
46449-47-4-o RENÉ BOILY.

Avis est par les présentes donné que le Collège Sophie-Barat s'adressera à la présente Sessoin de la Législature de Québec pour obtenir son incorporation sous le nom de Collège Sophie-Barat et pour obtenir les pouvoirs appropriés pour détenir, diriger, administrer ledit collège.

Il demandera aussi certains pouvoirs d'acquisition et d'aliénation.

Montréal, le 11 novembre 1957.

Pour le Collège Sophie-Barat,
La Révérende Mère BERTHA PADBERG,
Mère Provinciale des Religieusesdu Sacré-
46450-47-4-o Coeur de Jésus en Canada.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi aux fins d'adopter une taxe de vente dite taxe d'éducation, ne dépassant pas un pour cent.

Ville St-Georges, Beauce, le 30 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
46591-49-4-o RODOLPHE LAFLAMME.

Avis est par les présentes donné que "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi remplaçant la loi Georges VI, chapitre 125, changeant le nom de la compagnie à Sociéré Provinciale d'Assurance Générale, autorisant un capital actions de un million de dollars ($1,000,000.00) pour la compagnie définissant les pouvoirs de la compagnie, permettant à la compagnie d'émettre des contrats d'assurance participant ou non-participant, au comptant ou moyennant billets de dépôts, et pour autres fins.

Montréal, le 3 décembre 1957.

La Société Provincial d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society,
Par le Président,
D. M. CHARBONNEAU.
Par le Secrétaire,
46606-49-4-o J. J. MILORD.

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the town of Montmorency, in the county of Quebec, will apply to the present Session of the Legislature of Quebec to obtain the power to pay to the President and to the Commissioners a salary; to obtain the oower to bind the teachers of the schools to teach in any class and in any district without discrimination; to obtain certain borrowing powers and for other matters.

Town of Montmorency, November 14, 1957.

RENÉ BOILY,
President of the School Commissioners for the Municipality of the town of
46449-47-4-o Montmorency.

Notice is hereby given that College Sophie-Barat will make application to the Legislature of Quebec, at its present session, to incorporate it under the name of College Sophie-Barat and to obtain the necessary powers to possess, manage and administer the said College.

It will also request certain powers of acquisition and alienation.

Montreal, November 11th, 1957.

College Sophie-Barat.
Per: Reverend Mother BERTHA PADBERG,
Provincial Mother of the Religious af the
46450-47-4-o of the Sacred Heart in Canada,

Public notice is hereby given that "Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, dans le comté de Beauce", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act authorizing them to impose a sale's tax not excedding one per cent.

Ville St-Georges, Beauce, November 30th, 1957.

RODOLPHE LAFLAMME,
46591-49-4-o Attorney for the petitioners.

Public notice is hereby given that "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an Act replacing the Act 13 Georges VI, Chapter 125, changing the name of the company to "Provincial General Insurance Society" authorizing a capital stock of one million dollars ($1,000,000.00) for the company, defining the powers of the company, authorizing the company to issue insurance contracts, participing or non-participing for cash or for deposit notes, and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1957.

La Société Provincial d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society,
Per D. M. CHARBONNEAU,
President.
Per J. J. MILORD,
46606-49-4-o Secretary.

Avis public est par les présentes donné que Manuel Abramovich, Murray Abramovich, et David Seymour Abramovich, de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour obtenir une loi aux fins d'ajouter à leur nom, celui de Abrams.

Montréal, ce 12 novembre 1957.

Les Procureurs des pétitionnaires,
46451-47-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

Public notice is hereby given that Messrs. Manuel Abramovich, Murray Abramovich, and David Seymour Abramovich, of Montreal, will present a Petition of the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to enact a private bill in order to add to their name, the name of Abrams.

Montreal, the 12th day of November 1957.

LANGLOIS & RITCHIE,
46451-47-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: fixer l'indemnité du maire et des échevins; établir un bureau de revision, afin d'entendre les plaintes quant au rôle d'évaluation; fixer le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes; accorder une pension à monsieur Alphonse Émond; amender le règlement de zonage, par règlement, sans referendum, afin de permettre l'exploitation de commerces de première et de deuxième classes sur partie du lot numéro 262 et partie du lot numéro 254, situées dans la zone 7; déclarer valide l'acte de vente de partie du lot numéro 199 du lot originaire numéro 915; annexer les lots numéros 895 et 896 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine et les lots numéros 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, et 559 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, étant la partie sud-est du territoire de la municipalité de la Côte de Liesse, bornées à l'ouest par la 55ème Avenue, au nord par le boulevard de la Côte de Liesse et à l'est par la cité de Saint-Laurent et la ville de Côte St-Luc; fixer les conditions de ces annexions; et pour autres fins.

Montréal, le 15 novembre 1957.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
46463-47-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to fix the indemnity for the mayor and aldermen; to establish a board of revision for the hearing of complaints against the valuation roll; to fix the rate of interest on arrears of taxes; to grant a pension to Mr. Alphonse Émond; to amend zoning by-law, by by-law, without referendum, in order to allow trades of first and second classes on part of lot number 262 and part of lot number 254, situated within zone 7; to delcare valid the deed of sale of part of lot number 199 of original lot number 915; to annex lots numbers 895 and 896 of official plan and book of reference of the parish of Lachine and lots numbers 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558 and 559 of official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being south-east part of the territory of the municipality of Côte-de-Liesse, bounded on west wide by the 55th Avenue; on north side by Côte-de-Liesse Boulevard and on east side by the city of St. Laurent and the town of Côte St. Luc; to fix the conditions of such annexations; and for other purposes.

Montreal, November 15, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
46463-47-4-o Attorneys for the city of Lachine.

COMMISSION SCOLAIRE DE LOW SUD
(Catholique)

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'école pour la commission scolaire catholique de Low sud, dans le comté de Gatineau, s'adresseront à la Législature de la province de Québec durant la présente Session, pour obtenir une loi spéciale aux fins suivantes;

1° Pour agrandir le territoire commun aux commissaires scolaires catholiques et protestants à la grandeur actuelle de tout le territoire de la commission scolaire catholique de Low Sud.

Donné à Low, ce 6 novembre 1957.

EMMETT MAHONEY,
BASIL-G. McGOEY,
Le Procureur de la Commission Scolaire
de Low Sud (Catholique),
46464-47-4-o (Contresig.) LIONEL MOUGEOT.

SCHOOL CORPORATION OF LOW SOUTH
(Catholic)

Notice is hereby given that the school commissioners for the Catholic School Corporation of Low South, in the County of Gatineau, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at his present Session to obtain a special law for the following purposes:

1. To inlarge the territory common to both Catholic and Protestant School Corporation to the actual limits of the whole territory covered by the School Corporation of Law South (Catholic).

Given in Low, this 6th of November 1957.

EMMETT MAHONEY,
BASIL-G. McGOEY,
(Countersigned) LIONEL MOUGEOT,
Attorney for the School Corporation of Low
46464-47-4-o South (Catholic).

Avis public est par les présentes donné que Gabriel Renaud, agronome et industriel, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de valider un contrat de vente en date du 12 novembre 1957, entre Dame Gisèle Julien *et al* et ledit Gabriel Renaud.

Montréal, ce 15 novembre 1957.

Les Procureurs du pétitionnaire,
46466-47-4-o LAMARRE & LAMARRE.

Public notice is hereby given that Gabriel Renaud, agriculturist and manufacturer, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to validate a deed of sale, dated November 12, 1957, between Dame Gisèle Julien *et al* and the said Gabriel Renaud.

Montreal, November 15, 1957.

LAMARRE & LAMARRE,
46466-47-4-o Attorneys for petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1° Pour louer des locaux dans tous les édifices municipaux et les parcs;

2° Pour limiter le nombre maximum de postes de vente de gazoline dans les limites de la cité et fixer leur augmentation à certaines conditions par un mille additionnel de population et autres considérations;

3° Pour interdire ou suspendre tout permis pour une bâtisse lors de la présentation d'un avis de motion pour amender le règlement de construction ou de zonage;

4° Pour permettre au chef de police de faire procéder à la vente des objets ou articles non réclamés en sa possession depuis un an ou plus;

5° Approuver les règlements numéros 493, 505, 510, 511, 514 amendant le règlement numéro 468 dans les zones B-5; B-6; B-7; F-3; B-8 et B-9 de la cité;

6° Pour interdire la circulation à l'occasion de réparations dans les rues, et enlever ou remorquer tous véhicules stationnés illégalement;

7° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 19 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46507-47-4-o Me MAURICE PERRON, C.R.

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield a municipal body politic, incorporated according to law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, or at the next session, to obtain the passing of an Act on the following matters:

1. To rent premises in all municipal buildings and parks;

2. To limit the maximum number of stations selling gasoline within the limits of the city and to fix the increase of same upon certain conditions by an additional mile of population and on other considerations;

3. To interdict or suspend any permit for a building upon presentation of a notice for a motion to amend the construction by-law or of zoning;

4. To allow the Chief of Police to proceed with the sale of unreclaimed objects or articles in his possession for a year or more;

5. To approve by-laws 493, 505, 510, 511, 514 amending the by-law number 468 in the zones B-5; B-6; B-7; F-3; B-8 and B-9 of the city;

6. To interdict traffic when repairs are being made in the streets, and to remove or haul away any vehicle illegally parked.

7. And for all other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, November 19, 1957.

Me MAURICE PERRON, Q.C.,
46507-47-4 Attorney for the petitioner.

Prenez avis que l'"Alliance des Coopératives de Consommation" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom, faire des emprunts, émettre des obligations, hypothéquer ses immeubles et pour toutes autres fins.

Québec, 18 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
FERLAND, PERRON & PERRON.
46465-47-4-o

Public notice is hereby given that l'"Alliance des Coopératives de Consommation" will apply to the Legislatire of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, giving it the power to change its name, to borrow money on the credit of the cooperative, to issue obligations, to mortgage its immovables and for all other purposes.

Quebec, November 18th, 1957.

FERLAND, PERRON & PERRON,
Attorneys for the petitioner.
46465-47-4-o

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Laurent s'adressera à la Législature Provinciale, à sz présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa Charte pour les fins suivantes: règlementer le stationnement des automobiles dans des zones commerciales et industrielles; prohiber les résidences dans des zones industrielles annexer les lots 505, 507, 508, 509, 555, 556, 557, 558 et 559 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent; faire signer les effets de commerce par les officiers de la cité; prohiber l'usage et la vente de pétards et de fusées; règlementer l'évaluation des terres en culture; règlementer la garde des animaux domestiques; règlementer la procédure pour l'adoption des règlement d'emprunts; autoriser la signification des procédures de la cour municipale par malle recommandée; former un bureau de revision des évaluateurs; pourvoir à la répartition du coût des travaux d'éclairage et d'aqueduc; autoriser la cité à contracter avec des compagnies de transport pour établir un service d'autobus de son territoire; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 27 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46605-49-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Notice is hereby given that the city of St. Laurent will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act amending its charter for the following purposes: Regulate the parking of automobiles in commercial and industrial zones; prohibit residences in industrial zones; annex lots 505, 507, 508, 509, 555, 556, 557, 558 and 559 of the official cadastre of the parish of St. Laurent, have negotiable instruments signed by officers of the city; prohibit the use and sale of crakers and rockets; regulate the valuation of farms under cultivation; regulate the keeping of domestic animals; regulate the procedure for the adopting of loan by-laws; authorize the serving of Municipal Court proceedings by registered mail; create a board of revision for appraisers; provided for proportional distribution of the cost of lighting and waterworks operations; authorize the city to enter into contract with transportation companies in order to establish a bus service in its territory; and for any other purposes.

Montreal, this November 27, 1957.

ROBERT HODGE, Q.C.,
46605-49-4 Attorney for petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Saint-Martin s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 114, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; fixer l'indemnité du maire et des échevins; fixer la date des élections au premier lundi juridique de novembre; déclarer la cité propriétaire des rues, places publiques et trottoirs, dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; règlementer le nombre des taxis et les endroits de stationnements; décréter une taxe d'affaires basée sur la valeur d'occupation; autoriser la signification de tout document de la Cour municipale par lettre recommandée; imposer et prélever une taxe de vente; annexer au territoire de la cité les lots numéros 200, 206, 207A, 209, 210, 243, 248, 249, 252, 253, 254, 306A, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, et une partie des lots numéros 208, 211, 241, 244, 245, 246, 247, 256, 329 et 676 (C. P. R.) faisant actuellement partie de la paroisse de Saint-Martin; fixer les conditions de cette annexion; et pour autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

46511-47-4-o

Public notice is hereby given that the town of St. Martin will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 114, for the following purposes: to constitute the town into a city; to fix an indemnity for the mayor and aldermen; to fix the date of elections on the first juridical Monday of November; to declare the city owner of streets, public places and side-walks, of which the land has not been taxed for a certain time; to regulate the number of taxis and the places of parking; to decree a business tax on the value of occupancy; to authorize the service of any document of Municipal Court by registered mail; to impose and levy a sale tax; to annex to the territory of the city the lots numbers 200, 206, 207A, 209, 210, 243, 248, 249, 252, 253, 254, 306A, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, and a part of lots numbers 208, 211, 241, 244, 245, 246, 247, 256, 329 and 676 (C. P. R.) doing part presently of the parish of St. Martin; to fix the conditions of said annexation; and for other purposes.

Montreal, November 20, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the Petitioner.

46511-47-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Pointe Claire", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 71, et les lois qui l'amendent, sur les matières suivantes: ériger la ville en cité; création d'une commission d'urbanisme par règlement; amender l'article 6 de la loi 8 George V, chapitre 92, pour répartir le coût des conduites d'aqueduc soit sur l'étendue en front ou sur la superficie; déclarer la cité propriétaire des rues et trottoirs, dont le fond n'a pas été taxé depuis un certain temps; établir un bureau de revision pour l'audition des plaintes sur le rôle d'évaluation; confection d'un rôle de perception supplémentaire, quand nécessaire; et pour autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1957.

Les Procureurs de la ville
de Pointe-Claire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

46510-47-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Pointe Claire", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 1 George V, (second session), chapter 71, for the following purposes: to constitute the town into a city; to create a town planning commission by by-law; to amend section 6 of the act 8 George V, chapter 92, to divide the cost of water pipes either on the frontage or on the area; to declare the city owner of streets and sidewalks of which the land has not been taxed for a certain time; to establish a board of revision for the hearing of complaints against the valuation roll; to prepare a supplementary collection roll when it is necessary; and for other purposes.

Montreal, November 20, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the town
of Pointe Claire.

46510-47-4-o

Avis public est par les présentes donné que Eddy Archambault, gérant de Montréal, et Maurice Charron, gérant de St-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer une compagnie d'assurance connue sous le nom de "La Persévérance Compagnie d'Assurance", de définir ses pouvoirs, de déterminer la distribution du capital actions parmi les ayants droit, soit les contributeurs au fonds de réserve de La Zénith Companie d'assurance Mutuelle, et d'ordonner le paiement d'une somme de $73,000.00 par la Zénith Compagnie d'assurance mutuelle.

Montréal, ce 15 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
GASTON POULIOT.

46467-47-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Eddy Archambault, manager of Montreal, and Maurice Charron, manager of St-Hyacinthe, Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act to incorporate "La Persévérance Compagnie d'Assurance", to determine its powers, to determine the manner in which its shares shall be distributed to the persons who are entitled to them, viz the contributors to the reserve fund of Zenith Mutual Insurance Company, and to order the payment of a sum of $73,000.00 by Zenith Mutual Insurance Company.

Montreal, November 15th, 1957.

GASTON POULIOT,
Attorney for the petitioners.

46467-47-4-o

Avis public est présentement donné que la ville Montréal-Nord, dans la circonscription électorale de Laval, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec à leur présente session, en adoption d'une loi la dégageant de l'application des articles la soumettant à l'autorité de la Commission métropolitaine de Montréal dans les lois organiques de celle-ci; interprétant l'art. 72 du règlement N° 291; exigeant que les locataires aient acquitté leurs taxes pour leur cens électoral; reportant en novembre l'élection générale; et ajoutant certains officiers à ceux prévus à la Loi de la destitution de certains officiers municipaux; avec les autres fins accessoires ou relatives.

Montréal, 22 novembre 1957.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
46519-48-4-o

Public notice is hereby given that the town of Montreal-North, in the electoral division of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec at their present session for the passing of an Act relieving it of the clauses submitting it to the authority of the Montreal Metropolitan Commission in the latter's organic statutes; requiring that lessees and occupants have paid their taxes as a condition to the inscription on voters' lists; postponing to November the general election; and adding certain officers to those mentioned in the Municipal Officers Dismissal Act; and all other accessory or relative subjects.

Montreal, November 22nd, 1957.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
Attorney for petitioner.
46519-48-4-o

Avis est par la présente donné que "Larissa Development Corporation" fera une demande à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins de faire adopter une loi pour établir clairement le titre à la propriété ci-après décrite:

Un certain terrain également situé dans la cité de Montréal et connu et désigné comme étant le lot N° trois cent vingt-cinq (N° 325) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, ledit lot étant borné au nord-ouest par partie du lot numéro trois cent vingt-trois (N° 323) du même cadastre, ou subdivision desdits lots, au nord-est par le lot N° trois cent vingt-quatre (N° 324) du même cadastre, étant le parc Marcelin Wilson, au sud-est par les terrains de la paroisse de Saint-Laurent, étant les lots numéros deux cent soixante-deux, (N° 262) deux cent soixante-un (N° 261) et deux cent soixante (N° 260) du cadastre de ladite paroisse de Saint-Laurent, et au sud-ouest par le lot numéro trois cent vingt-six dudit cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ou subdivisions desdits lots; Les parties dudit lot N° 325 expropriées par la cité de Montréal pour l'ouverture de la rue Pasteur, de l'avenue Étienne Parent, de la rue Laure Conan, de la rue Benjamin Sulte, de la rue Victor Doré, de la rue Mesplet, de la rue Charles Gill, de la rue Capitaine Bernier, de la rue Nicolas Perrot, de l'avenue Élie Blanchard, de la rue Dudemaine, doivent être enlevées.

Montréal, le 20ième jour de novembre 1957.

Les Procureurs de la requérante,
46521-48-4-o TORMEY & GUÉRIN.

Notice is hereby given that "Larissa Development Corporation" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an Act to clarify its title to an immoveable property known as:

That certain piece of land also situated in the city of Montreal and known and described as lot number three hundred and twenty-five (No. 325) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, being the whole of the said lot, bounded to the north-west by part of lot number three hundred and twenty-three (No. 323) of the same cadastre or the subdivided lots thereof, to the north-east by lot No. three hundred and twenty-four (No. 324) of the same cadastre being Marcelin Wilson Park, to the south east by the lands of the parish of Saint-Laurent, being lots numbers two hundred and sixty-two (No. 262) two hundred and sixty-one (No. 261) and two hundred and sixty (No. 260) of the cadastre of the said parish of Saint-Laurent, and to the south-west by lot No. three hundred and twenty-six (No. 326) of the said cadastre of the parish of Sault-au-Récollet or the subdivided lots thereof; to be deducted however from the said lot 325 the portions thereof expropriated by the city of Montreal for the opening of Pasteur Street, Etienne Parent Avenue, Laure Conan Street, Benjamin Sulte Street, Victor Dore Street, Mesplet Street, Charles Gill Street, Capitaine Bernier Street, Nicolas Perrot Street, Elie Blanchard Avenue, Dudemaine Street;

Montreal, this twentieth day of November 1957.

TORMEY & GUÉRIN,
46521-48-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Robert Brettschneider, manufacturier, Phil Fainer, manufacturier, Ben Rockman, transporteur, Sam Eisman, marchand, David Phillips, opérateur, Louis Eisman, marchand, Moses Lewis, manufacturier, Larry Silverman, comptable, Moses Labensohn, contremaître, Louis Bistrisky, manufacturier, Ben Feldman, épicier, Hyman Fleisher, boucher, Samuel Labensohn, secrétaire, Joseph A. Mendelsohn, avocat, Abe Zinman, fourreur, Solomon Gitlitz, marchand, Lazarus Robin, marchand, Solomon Kaufman, marchand, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, la passation d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subsé-

Public notice is hereby given that Messrs. Robert Brettschneider, manufacturer, Phil Fainer, manufacturer, Ben Rockman, transporter, Sam Eisman, merchant, David Phillips, operator, Louis Eisman, merchant, Moses Lewis, manufacturer, Larry Silverman, accountant, Moses Labensohn, foreman, Louis Bistrisky, manufacturer, Ben Feldman, grocer, Hyman Fleisher, butcher, Samuel Labensohn, secretary, Joseph A. Mendelsohn, lawer, Abe Zinman, furrier, Solomon Gitlitz, merchant, Lazarus Robin, merchant, Solomon Kaufman, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members into a religious con-

quemment membres d'une congrégation religieuse connue sous le nom de "Congregation Shomrim Laboker — Beth Yehudah", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothèquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets provisoires et autres instruments négociables sous la signature de ses officiers ou autres qui peuvent être déterminés par son bureau de direction; conserver des régistres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des régistres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à iceux, tous autres pouvoirs civils propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations des corporations "Congregation Shemrim Laboker", "Congregation New Beth Yehudah" et "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", toutes déjà dûment constituées en corporation par Loi privée, le tout avec le consentement desdites corporations.

Montréal, 19 novembre 1957.

Le Procureur des pétitionnaires,
ISIDORE POPLIGER, C.R.

46520-48-4

gregation under the name of "Congregation Shomrim Laboker — Beth Yehudah" with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetary or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and others negociable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status, to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers of the Congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, chapter 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation of the "Congregation Shemrim Laboker", "Congregation New Beth Yehudah" and "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", all already duly incorporated by private act, the whole with consent of the said corporations.

Montreal, November 19th, 1957.

ISIDORE POPLIGER, Q.C.,
Attorney for petitioners.

46520-48-4-o

Avis est par les présentes, donné, que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi aux fins suivantes:

1° Fixer pour une période de cinq (5) ans, du 1er juillet 1957 au 30 juin 1962, l'évaluation pour fins scolaires des biens imposables de "Manicouagan Power Company", situés dans son territoire, à la somme de trois millions cinq cent mille dollars ($3,500,000.00);

2° Fixer pour une période de cinq (5) ans, du 1er juillet 1957 au 30 juin 1962, l'évaluation pour fins scolaires des biens imposables de "Quebec North Shore Paper Company", situés dans son territoire, à la somme de neuf cent soixante-quinze mille dollars ($975,000.00);

3° Et pour tout autre fin.

Baie Comeau, le 21 novembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.

46525-48-4-o

Notice is hereby given that The school commissioners for the municipality of the town of Hauterive in the county of Saguenay, will apply to the Legislature of Quebec at its present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

1. To fix for a period of five (5) years, from July 1st, 1957 to June 30, 1962, the valuation of immoveable property of the "Manicouagan Power Company", for school purposes, situated in its territory, to the amount of three million five hundred thousand dollars ($3,500,000.00);

2. To fix for a period of five (5) years, from July 1st, 1957, to June 30, 1962, the valuation for school purposes, the valuation of immoveable property of the "Quebec North Shore Paper Company", situated within its territory, to the amount of nine hundred and seventy-five thousand dollars ($975,000.00);

3. And for all other purpose.

Baie Comeau, November 21, 1957.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,
Attorneys for the petitioner.

46525-48-4

Avis public est par les présentes donné que la "Pointe du Moulin Inc.", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption de Loi sur les matières suivantes:

Public notice is hereby given that "Windmill Point Inc." a corporation duly incorporated, having its Head-Office in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act on the following matters:

Ériger en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Pointe du Moulin", ce territoire décrit comme étant les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 22, 23, 24, 25 et partie du lot 15, vorné au nord par le lot subdivisé 10 dudit lot originaire, partie du lot 17, borné au nord par le lot subdivisé 10 dudit lot originaire, partie du lot 20, borné au nord par le lot subdivisé 104 dudit lot originaire, et aussi partie du lot 21, borné au nord par les lots 21-12-1, 21-12-2, 21-11-2, vers le sud-ouest par les lignes centrales du chemin public, comprenant aussi les rues, ruelles, chemins publics et autres places publiques existant sur ledit territoire. Tous ces lots, faisant partie du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Jeanne de l'Ile Perrôt, sont détachés de la municipalité de la paroisse Notre-Dame de l'Ile Perrôt, dans le comté de Vaudreuil, déterminer le nombre des membres du conseil municipal; nommer les personnes qui agiront comme maire et échevins pour une période déterminée; déterminer l'éligibilité et la nomination ou le remplacement des membres du conseil pour jusqu'à l'élection générale de février 1962; avoir le droit d'accorder des franchises pour les services publics, de gré à gré; règlementer les taxis et les endroits de stationnement; règlementer les subdivisions et les plans de subdivisions; règlementer la coupe de la glace dans les eaux limitrophes; règlementer l'usage des plages et des embarcations; règlementer la répartition du coût des rues et des places publiques; règlementer les restaurants ambulants, et pour autres fins.

Montréal, le 22 novembre 1957.

Les Procureurs de
"Pointe du Moulin Inc.",
46526-48-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

To erect into a town, under the name of "Town of Windmill Point" the territory being lots nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 22, 23, 24, 25 and part of lot 15, limited to the north by subdivided lot 10 of the said original lot, part of lot 17, limited to the north by subdivided lot 10 of the said original lot, part of lot 20, limited to the north by the subdivided lot 104 of the said original lot, and also part of lot 21, limited to the north by the lots 21-12-1, 21-12-2, 21-11-2, at the south-west by the central lines of the public road, including also the streets, lanes, public roads and public places now existing on said territory. All these lots being part of the official cadastre of the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrôt, are detached of the municipality of the parish of Notre-Dame de l'Ile Perrôt, in the county of Vaudreuil, to fix the number of the members of the municipal council, to appoint the persons who shall act as mayor and aldermen for a determined period; to determine the qualifications required for nomination or the replacement of the members of the Council up to the general election in the month of February, 1962; to have the right to grant franchises for public services, by mutual agreement; to regulate the taxis and the places where they can station; to regulate the subdivisions and subdivisions plans; to regulate the cutting of ice within the territorial waters; to regulate the beaches and the water boats; to determine the repartition of the cost of streets and public places; to regulate itinerant restaurants, and for all other purposes.

Montreal, November 22, 1957.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys of
46526-48-4-o "Windmill Point Inc."

Avis public est par les présentes, donné que la Commission scolaire de la cité de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Autoriser les commissaires en tout temps, durant l'année scolaire, à changer de fonction pédagogique, de classe ou d'écoles, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit;

2° Accorder des frais de représentation au président et aux commissaires;

3° Augmenter le taux d'intérêt à six pour cent sur les arrérages de taxes;

4° Annexer une partie du territoire de la Commission scolaire de Saint-Clément;

5° Et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 26 novembre 1957.

Le Procureur de la pétitionnaire,
46538-48-4-o FRANÇOIS DORVAL.

Public notice is hereby given that the School Commission of the city of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To authorize the Commissioners, at any time during the school year, to change the pedagogical duties, class or school, of any teachers providing that his or her salary is not decreased;

2. Grant entertainment fees to the president and commissioners;

3. Increase to six per cent the rate of interest on taxation arrears;

4. Annex a portion of the territory of the School Commission of Saint Clément;

5. And for any other purposes.

Beauharnois, this November 26th, 1957.

FRANÇOIS DORVAL,
46538-48-4 Attorney for petitioner.

Avis public, est par les présentes, donné que la Corporation municipale de St-Émilien, Desbiens, comté Lac St-Jean, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, en vue d'annexer à son territoire actuel, une partie de la municipalité de Chambord, pour fin municipale scolaire et d'enregistrement, ou pour toutes autres fins.

Le Procureur et agent autorisé,
46539-48-4-o GASTON HARVEY.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of St. Émilien, Desbiens, county of Lake St. John, will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act in order that there be annexed to its present territory, a part of the municipality of Chambord, for municipal school and registration purposes, or for any other objects.

GASTON HARVEY,
46539-48-4 Attorney and authorized agent.

Avis public est présentement donné que La Municipalité Scolaire de la Cité de Dorval, dans la circonscription électorale de Jacques Cartier, pétitionnera les Corps législatifs de la Province de Québec à leur présente session, en adoption d'une loi changeant son nom en celui de La Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Dorval; remaniant entre les diverses commissions d'écoles du territoire imposé le produit de la taxe de vente et des cotisations foncières; autorisant la création d'un bureau des estimateurs; déférant au secrétaire-trésorier de la pétitionnaire la perception des cotisations scolaires; interprétant la désignation des terres annexées par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 120; et annexant une partie du territoire des Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-de-Chantal; avec les autres fins accessoires ou relatives.

Montréal, 3 décembre 1957.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.

46607-49-4-o

Public notice is hereby given that the School Municipality of the City of Dorval in the electoral division of Jacques Cartier, will petition the Legislature of the Province of Quebec at their present session to enact a stature changing its name to The Commission of Catholic Schools of the City of Dorval; revising as between the several school commissions of the taxed territory the product of the sales tax and of the real estate assessments; authorizing a valuation board; referring to the secretary-treasurer the collection tion of school assessments; construing the description of the lands annexed by the Statute 1-2 Elizabeth II, chapter 120; and annexing part of the territory of the school Commissioners for the school Municipality of Ste-Jeanne-de-Chantal; and all other accessory or relative objects.

Montreal, December 3rd, 1957.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
Attorney for petitioner.

46607-49-4-o

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Municipal de la Corporation de la Paroisse de Ste-Dorothée s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente Session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de "Ville de Ste-Dorothée" et pour l'obtention de certains pouvoirs dont:

Fixer la date et les modalités des élections; règlementer les constructions; taxation pour l'enlèvement des vidantes; règlementer les permis de construction; règlementer les attroupements; règlementer les plages et la location des embarcations; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien des rues; règlementer la subdivision des lots; règlementer l'heure à laquelle les enfants âgés de moins de 12 ans doivent réintégrer leur domicile; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; règlementer les restaurants ambulants; règlementer les taxis; faire des dons aux oeuvres de charités; définir les terres en culture; pouvoir continuer à faire partie de la corporation du comté de Laval; pouvoir continuer à faire partie de la corporation du comté de Laval; garder jusqu'à la confection du prochain rôle d'évaluation, la qualification foncière actuellement en vigueur et pour autres fins.

Montréal, le 11 décembre 1957.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROBERT HODGE, C.R.
et ADOLPHE PRÉVOST.

46655-50-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Corporation of the parish of Ste. Dorothée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act in order to erect its territory into a town under the name of "Town of Ste. Dorothée" and for certain powers, namely:

Fix the date and form of elections; regulate constructions; taxation for the removal of garbage; regulate building permits; regulate the assembling of crowds; regulate beaches and the renting of boats; provide for the cost of the opening, building and maintenance of streets; regulate the subdividing of lots; regulate the hour at which children under 12 years old should return to their abode; provide for the building or purchasing of any waterworks and the levying of a tax for the payment thereof; regulate mobile restaurants; regulate taxis; donate to works of charity; define farms under cultivation; to continue to form part of the Corporation of the county of Laval; retain, until the compiling of the next valuation roll, the land designation in force at the present time, and for other purposes.

Montreal, December 11, 1957.

ROBERT HODGE, Q.C.,
and ADOLPHE PRÉVOST,
Attorneys for petitioner.

46655-50-4

Arrêté en Conseil

Avis est donné que, le 5 décembre 1957, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter le décret suivant:

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1153

Québec, le 5 décembre 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'accessibilité de tribunaux et l'expédition des affaires judiciaires dans la province.

Order in Council

Notice is given that, on December 5, 1957, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to adopt the following decree:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1153

Quebec, December 5, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the accessibility of the Courts and the dispatch of judicial business in the Province.

ATTENDU QUE, depuis 1945, de nombreuses améliorations législatives ont été réalisées pour rendre plus facile l'accès aux tribunaux et pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires dans la province et, cela, en ce qui concerne la Cour de Magistrat, la Cour des Sessions, la Cour Supérieure et la Cour d'Appel de la province;

ATTENDU QUE quant à la Cour supérieure seulement le nombre des juges, depuis cette date, a d'abord été augmenté de six et que par la suite, en vertu du chapitre 19, 4-5 Elizabeth II, il peut être augmenté d'un nombre additionnel de quatre;

ATTENDU QUE conformément au chapitre 19, 4-5 Elizabeth II, il convient d'augmenter de quatre le nombre des juges puinés de la Cour Supérieure, dont deux juges pour le district judiciaire de Montréal et deux juges pour le district judiciaire de Québec.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier ministre et Procureur général;

a) Qu'il soit décrété que le nombre des juges puinés de la Cour Supérieure de la province de Québec est augmenté de quatre, dont deux pour le district judiciaire de Montréal et deux pour le district judiciaire de Québec;

b) Qu'avis du présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec;*

c) QUE l'arrêté en conseil numéro 813, du mois d'août 1957, soit modifié en conséquence.

Québec, le 10 décembre 1957.

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,
C. LARICHELIÈRE.

Le Sous-secrétaire de la province,
46619-o JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS that, since 1945, numerous legislative improvements have been realized in order to render access to the courts easier and to facilitate the dispatch of judicial business in the Province and in matters which concern the Magistrate's Court, the Court of Sessions, the Superior Court and the Court of Appeals of the Province;

WHEREAS that concerning the Superior Court only, the number of judges, since the above date has firstly, been increased by six and that thereafter, by virtue of chapter 19, 4-5 Elizabeth II, it may be increased by an additional number of four;

WHEREAS that in conformity with chapter 19, 4-5 Elizabeth II, it is advisable to increase by four the number of puisne judges of the Superior Court, of whom judges for the judicial district of Montreal and two judges for the judicial district of Quebec;

IT IS THEREFORE ORDAINED that, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister and the Attorney General:

a) THAT it be enacted that the number of puisne judges of the Superior Court of the Province of Quebec is increased by four, of whom two shall be for the judicial district of Montreal and two for the judicial district of Quebec;

b) THAT the notice of the Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette;*

c) THAT Order in Council number 813, of the month of August, 1957, be amended accordingly.

Quebec, December 10, 1957.

C. LARICHELIÈRE,
Clerk of the Executive Council.

JEAN BRUCHÉSI,
46619 Under Secretary of the Province.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'incorporation de "L'Église Baptiste de la Bonne Nouvelle de la Sarre" dans le district d'Abitibi, sous le titre de Loi de la constitution de certaines Églises — S.R.Q. 1941, chapitre 311.

Montréal, le 29 Novembre 1957.

La Requérante,
L'Église Baptiste de la
Bonne Nouvelle de la Sarre.
Par le Procureur de la requérante,
ROYAL E. C. WERRY, C.R.
Édifice des Tramways, 159 rue Craig Ouest,
Montréal 1, Qué. 46583-49-5-o

(P.G. 11182-55)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 28 novembre 1957, approuvé le règlement N° 1 de "Danford Lake District Property Owners Association", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour de novembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46622 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11163-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secré-

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given of the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of "L'Église Baptiste de la Bonne Nouvelle de la Sarre", in the district of Abitibi, under the provisions of the Church Incorporation Act, chapter 311, R.S.Q., 1941.

Montreal, November 29th, 1957.

L'Église Baptiste de la
Bonne Nouvelle de la Sarre,
Petitioner.
Per ROYAL E. C. WERRY, Q.C.,
Attorney for petitioner.
Tramways Building, 159 Craig Ouest, Street
Montreal 1, Que. 46583-49-5-o

(A.G. 11182-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-law No. 1 of "Danford Lake District Property Owners Association", has been approved on November 28th, 1957, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46622-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 11163-57)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honoura-

taire de la province a, le vingt-neuf novembre 1957, approuvé le règlement N° 1 (règlements généraux) de "L'Association des Internes de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le deux décembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46624-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11216-56)

DÉMÉNAGEMENT MODERNE MOVING LTD.

Extrait des règlements généraux de la compagnie ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les actionnaires le 30 octobre 1956, comprenant, à l'article 3, les dispositions suivantes concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de 4 directeurs".

Certifié conforme.

Le Secrétaire,
46623-o Mme ROGER MAURICE.

GIBSON CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "E"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété, sujet à l'approbation des actionnaires, comme un règlement spécial de "Gibson Chibougamau Mines Ltd." (No Personal Liability), ce qui suit:

Attendu que les dettes et obligations de la compagnie ont été pourvues —

En conséquence:

1° Que la compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à effectuer la vente de tout son actif à une compagnie devant être constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec (Ladite compagnie aura un capital autorisé de $5,000,000.00, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune) pour les actions de cette compagnie et subséquemment cesser d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires, disposer de ses biens et distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires.

2° Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns au bon exercice du précédent.

Le règlement spécial "E" précédent a été décrété par le bureau de direction le 20 septembre 1957, et a été approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à l'Hôtel Windsor, Montréal, mercredi le 27e jour de novembre 1957, à 12.00 heures midi.

4 décembre 1957.

Vraie copie certifiée,

(Sceau).

GIBSON CHIBOUGAMAU MINES LTD.,
(No Personal Liability).
Le Secrétaire,
46625 J. O. SABOURIN.

(P.G. 11501-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le deux décembre 1957, approuvé le règlement N° 1 de l'"Hôpital

ble the Provincial Secretary has, on November twenty-ninth 1957, approved By-law No. 1 (General By-laws) of "L'Association des Internes de Montréal", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the second day of December, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46624 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11216-56)

DÉMÉNAGEMENT MODERNE MOVING LTD.

Excerpt from the General By-laws of the Company mentioned above, as adopted by the shareholders on October 30, 1956, including the following privisions, in article 3, concerning an increase in the number of directors from three to four:

"The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of 4 directors".

Certified true copy.

Mrs. ROGER MAURICE,
46623 Secretary.

GIBSON CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Special By-law "E"

Be it enacted and it is hereby enacted subject to the approval of the Shareholders as a Special By-law of "Gibson Chicougamau Minres Ltd." (No Personal Liability), as follows:

Whereas the debts and obligations of the Company have been provided for —

Therefore:

1. The Company be and is hereby authorized to implement the sale of all it assets to a company to be formed under the provisions of the Quebec Mining Dompanies' Act (the said company to have an authorized capital of $5,000,000.00, divided into 5,000,000 common shares of the par value of $1.00 each) for shares in that company and thereafter to cease doing business except for the purpose of winding up its affairs, to dispose of its property and to distribute its assets rateably among its shareholders.

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

The foregoing special By-law "E" was enacted by the Board of Directors on September 20th, 1957, and was approved by the Shareholders at a special general meeting held at the Windsor Hotel, Montreal, on Wednesday, the 27th day of November, 1957, at 12.00 o'clock noon.

December 4th, 1957.

Certified true copy,

(Seal).

GIBSON CHIBOUGAMAU MINES LTD.,
(No Personal Liability).
J. O. SABOURIN,
46625-o Secretary.

(A.G. 11501-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on December second, 1957, approved by-law No. 1

des Laurentides", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trois décembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46641-o JEAN BRUCHÉSI.

SWANSON MINES LTD.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "E"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété, sujet à l'approbation des actionnaires, comme un règlement spécial de Swanson Mines Ltd. (No Personal Liability), ce qui suit:

Attendu que les dettes et obligations de la compagnie ont été pourvues

En conséquence:

1. Que la compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à effectuer la vente de tout son actif à une compagnie devant être constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec (Ladite compagnie aura un capital autorisé de $5,000,000.00 divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1.00 chacune.) pour les actions de cette compagnie et subséquemment cesser d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires, disposer de ses biens et distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires.

2. Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns au bon exercice du précédent.

Le règlement spécial "E" précédent a été decrété par le bureau de direction le 20 septembre 1957, et a été approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à l'Hôtel Windsor, Montréal, mercredi le 27e jour de novembre 1957, à 11.00 heures du matin.

Vraie copie certifiée.
4 décembre 1957.
(Sceau) SWANSON MINES LTD.
(No Personal Liability)
Le Secrétaire,
46626 J. O. SABOURIN.

(P.G. 2783-44)

H. REICH & SONS INC.

Règlement "A"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre à trois.

Vraie copie certifiée du règlement "A", tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 2 octobre 1957.

Le Secrétaire,
46638 HENRY REICH.

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE STE-ROSE DU DÉGELÉ

Règlement N° 12

Attendu que la compagnie a discontinué ses opérations sauf, celles dans le but d'obtenir l'abandon de sa charte.

Attendu que la compagnie n'a pas de dette et d'obligation;

of the "Hôpital des Laurentides", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December third, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46641 Under Secretary of the Province.

SWANSON MINES LTD.
(No Personal Libaility)

Special By-Law "E"

Be it enacted and it is hereby enacted subject to the approval of the Shareholders as a Special By-law of Swanson Mines Ltd. (No Personal Liability), as follows:

Whereas the debts and obligations of the company have been provided for

Therefore:

1. The company be and is hereby authorized to implement the sale of all its assets to a company to be formed under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act (the said company to have an authorized capital of $5,000,000.00 divided into 5,000,000 common shares of the par value of $1.00 each) for shares in that company and thereafter to cease doing business except for the purpose of winding-up its affairs, to dispose of its property and to distribute its assets rateably among its shareholders.

2. The Directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary of desirable for the due carrying out of the foregoing.

The foregoing Special By-law "E" was enacted by the Board of Directors on September 20th, 1957, and was approved by the shareholders at a special general meeting held at the Windsor Hotel, Montreal, on Wednesday, the 27th. day of November, 1957, at 11.00 o'clock in the forenoon.

Certified true copy.
December 4th. 1957.
(Seal) SWANSON MINES LTD.
(No Personal Liability)
J. O. SABOURIN,
46626-o Secretary.

(A.G. 2783-44)

H. REICH & SONS INC.

By-law "A"

"That the number of Directors of the Company be and it is hereby reduced from four to three".

Certified a true copy of By-law "A", as adopted by the Directors and approved by the shareholders on October 2nd, 1957.

HENRY REICH,
46638-o Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE STE-ROSE DU DÉGELÉ

By-law No. 12

Whereas the Company has discontinued its operations save those required for leave to surrender its charter.

WHEREAS the Company has no debts or obligations;

Il est résolu unanimement, sur motion dûment présentée et secondée:

a) Que la compagnie soit et elle est par les présentes autorisée à disposer de ses propriétés et à distribuer ses biens entre ses actionnaires, proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie et par la suite procéder à l'abandon de sa charte en vertu de la section 26 de la Loi des Compagnies de Québec, chapitre 276.

b) Que les directeurs et les officiers de la Compagnie sont autorisés à signer tout document et à faire ce qui est nécessaire pour l'abandon de sa charte.

Ste-Rose-du-Dégelé, ce 7 décembre 1957.

Le Secrétaire,
46639-o BENOIT MICHAUD.

(P.G. 13168-55)

VIROC CONCRETE PRODUCTS LTD.— VIROC CONCRETE PRODUCTS LTÉE

Règlement N° 29

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Viroc Concrete Products Ltd.— Viroc Concrete Products Ltée", est chargé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4), et le règlement N° 3, paragraphe (*a*) est modifié en conséquence."

Copie certifiée du règlement N° 29 de la compagnie ci-dessus mentionnée, adopté le 16 novembre 1957 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le 16 novembre 1957.

Signé à St-Placide, le 30ième jour de novembre 1957.

Le Vice-président,
46656-o C. DURIVAGE.

It is unanimously resolved that upon motion duly proposed and seconded:

a) That the company be and is hereby authorized to dispose of its property and distribute its assets rateably amongst its shareholders according to the number of shares that they hold in the Company, and proceed with the surrendering of its charter pursuant to section 26 of the Quebec Companies' Act, chapter 276.

b) That the directors and officers of the Company are authorized to sign any document and to do what is necessary for the surrendering of its charter.

Ste-Rose-du-Dégelé, this December 7th, 1957.

BENOIT MICHAUD,
46639 Secretary.

(A.G. 13168-55)

VIROC CONCRETE PRODUCTS LTD.— VIROC CONCRETE PRODUCTS LTÉE

By-law No. 29

"The number of the Directors of the company "Viroc Concrete Products Ltd.— Viroc Concrete Products Ltée", is changed from three (3) that it was heretofore, to that of four (4), and by-law No. 3, paragraph (*a*) is modified accordingly.

Certified copy of by-law No. 29 of the above mentioned company, adopted on November 16, 1957 and unamously approved by the shareholders at a special general meeting held on November 16, 1957.

Signed at St. Placide, the 30th day of November, 1957.

C. DURIVAGE,
46656 Vice-President.

Chartes — Abandon de

A. Z. CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Avis est, par les préesntes, donné que A. Z. Construction Company Limited, une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, P.Q., s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de décembre 1957.

Le Secrétaire,
46627 MARGUERITE FEENY-ZAPPA.

AVIS

SIXTEEN ISLAND LAKE SKI CLUB INC.

Avis est donné par les présentes, que "Sixteen Island Lake Ski Club Inc." corporation constituée suivant la Loi des Compagnies de Québec, ayant sa principale place d'affaires au Lac des Seize Iles, comté d'Argenteuil, demandera au Procureur-Général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 6ème jour de décembre 1957.

Les Procureurs de la Compagnie,
LAFONTAINE, LAJEUNESSE,
46634-o PRÉVOST & BLAIS.

Charters — Surrender of

A. Z. CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that A. Z. Construction Company Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City and district of Montreal, P.Q. will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 4th day of December, 1957.

MARGUERITE FEENY-ZAPPA,
46627-o Secretary.

NOTICE

SIXTEEN ISLAND LAKE SKI CLUB INC.

Notice is hereby given that the "Sixteen Island Lake Ski Club Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, having its head office at Sixteen Island Lake, county of Argenteuil, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated in Montreal, December 6th, 1957.

LAFONTAINE, LAJEUNESSE,
PRÉVOST & BLAIS,
46634-o Attorneys for the Company.

Prenez avis que la compagnie "Guil Limitée" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le trois decembre, mil neuf cent cinquante-sept.

Le Procureur de la compagnie,
46628-o ALPHONSE SENAY.

Take notice that the company "Guil Limitée" will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Montreal, December third, one thousand nine hundred and fifty-seven.

ALPHONSE SENAY,
46628 Attorney for the Company.

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "J.-A. Pelletier Limitée — J.-A. Pelletier Limitee" demandera incessamment la permission d'abandonner sa charte.

La Présidente,
(Signé) Mme AURORE
46629-o DUBOIS-PELLETIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the company "J.-A. Pelletier Limitée — J.-A. Pelletier Limited", shall immediately request permission to surrender its charter.

(Signed) Mrs. AURORE
DUBOIS-PELLETIER,
46629 President.

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE STE-ROSE DU DÉGELÉ

AVIS

Prenez avis que "La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Ste-Rose-du-Dégelé, comté de Kamouraska demandera au Procureur-Général d'abandonner sa charte.

Ste-Rose-du-Dégelé, le 7 décembre 1957.

Le Secrétaire,
46639-o BENOIT MICHAUD.

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE STE-ROSE DU DÉGELÉ

NOTICE

Take notice that "La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office at Ste-Rose-du-Dégelé, county of Kamouraska, will apply to the Attorney General for the surrender of its charter.

Ste-Rose-du-Dégelé, December 7, 1957.

BENOIT MICHAUD,
46639 Secretary.

Prenez avis que la compagnie "Cado Inc.", demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte. Les biens de la Compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la Compagnie.

Le Secrétaire-trésorier,
46642-o JEAN-PAUL LORTIE.

Take notice that the company "Cado Inc.", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter. The assets of the Company shall be distributed among its shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

JEAN-PAUL LORTIE,
46642 Secretary-Treasurer.

Avis est par la présente donné que "Valleyfield Tourists Club Incorporated", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, fera application à l'Honorable Procureur Général de la province de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 9 décembre 1957.

Les Procureurs de la Compagnie,
46652-o MELOCHE & PERRON.

Notice is hereby given that "Valleyfield Tourists Club Incorporated", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, will apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec in order that he accept its surrender of charter and orders cancellation of same, and to fix a date from and after which it shall be dissolved.

Salaberry-de-Valleyfield, December 9, 1957.

MELOCHE & PERRON,
46652 Attorneys for the Company.

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 825-57)

Avis est, par les présentes, donné que "The Denver Chemical Manufacturing Company", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu du certificat de constitution en corporation en vertu de "Stock Corporation Law" de l'État de Colorado, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 825-57)

Notice is hereby given that "The Denver Chemical Manufacturing Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of certificate of incorporation under the stock corporation law of the State of Colorado, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 8465 chemin Devonshire, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle est M. Edgar Brodhead de 429 avenue Argyle, en la cité de Westmount.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour de décembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46619 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 467-57)

Avis est, par les présentes, donné que "Ellenberger & Poensgen, Gesellschaft mit Beschränkter Haftung", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des Lois de l'État de l'Allemagne de l'Ouest, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, sera à 265 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures exercées contre elle, est M. Boris Solzman, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46619 JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 795-57)

Avis est, par les présentes, donné que "Sheraton Securities Corporation", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de "General Corporation Law" de l'État de Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 1,455 rue Peel, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Arthur Leonard Stares, de la cité de Westmount, Qué.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 11e jour de décembre 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
46619 JEAN BRUCHÉSI.

The principal office of the said company in the Province is to be at 8465 Devonshire Road in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Edgar Brodhead of 429 Argyle Avenue, in the city of Westmount.

Given at the office of the Provincial Secretary this 6th day of December, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46619-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 467-57)

Notice is hereby given that "Ellenberger & Poensgen, Gesellschaft mit Beschränkter Haftung", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of West Germany, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 265 Craig Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chef agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Boris Solzman, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 9th day of December, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46619-o Assistant Provincial Secretary.

(P. Sec. 795-57)

Notice is hereby given that "Sheraton Securities Corporation", an extra-provincial company incorporated in virtue of the "General Corporation Law" of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 1,455 Peel Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Arthur Leonard Stares, of the city of Westmount, Que.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
46619-o Assistant Proviacial Secretary.

Département de l'Instruction Publique

N° 917-57.

Québec, le 5 décembre 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Hélène, dans le comté de Bagot, à celui de la municipalité scolaire du village de Ste-Hélène, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46608-49-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1182-56.

Québec, le 5 décembre 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Armand-Ouest, dans le comté

Department of Education

No. 917-57.

Quebec, December 5, 1957.

Application is made to annex the territory of the school municipality of the parish of Ste-Hélène, in the county of Bagot, to that of the school municipality of the village of Ste-Hélène, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46608-49-2 Superintendent of Education.

No. 1182-56.

Quebec, December 5, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of St-Armand-West, in the county

de Missisquoi, les lots 74 et 75 du cadastre officiel de Philipsburg, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46635-50-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1109-57.

Québec, le 5 décembre 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Côte des Lacasse, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire de Ville de Ste-Rose, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46636-50-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 805-56.

Québec, le 6 décembre 1957.

Avis est par la présentes donné, que je me propose d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Sanmaur, dans le comté de Laviolette" le territoire des cantons Dessane et Lavallée, comté de Laviolette, moins toutefois la réserve indienne de Weymo tachingue, située dans ce territoire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
46644-50-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

of Missisquoi, lots 74 and 75 of the official cadaster of Philipsburg, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46635-50-2 Superintendent of Education.

No. 1109-57.

Quebec, December 5, 1957.

Notice is made to annex the present territory of the School Municipality of Côte des Lacasse, in the county of Laval, to the School Municipality of the town of Ste. Rose, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
46636-50-2 Superintendent of Education.

No. 805-56.

Quebec, December 6, 1957.

Notice is hereby given that I propose to erect into a separate school municipality, under the name of "The school municipality of Sanmaur, in the county of Laviolette", the territory of the townships of Dessane and Lavallée, county of Laviolette, less however, the Indian Reserve of Weymontachingue, situate in this territory.

O. J. DÉSAULNIERS,
46644-50-2 Superintendent of Education.

Départements des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Hull, (municipalité de cité de Hull) division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 7-A, 7-C et une partie des lots 7-B et 7-E sont annulés et que le lot 7-K du rang V est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 novembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine (municipalité de ville de Laprairie) division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 320-1 à 320-41 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 novembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel d'une partie du canton de Laure (municipalité de Lac Édouard) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 24-18, 24-19, 24-33 (rue), 24-20, 24-21 et le lot 31 (C.N.R.) sont corrigés et le lot 25-20 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 novembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Hull (municipality of town of Hull) registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 7-A, 7-C and part of lots 7-B and 7-E are cancelled and lot 7-K, range V has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 20, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy-Minister.

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine (municipality of town of Laprairie) registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 320-1 to 320-41 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 22, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Official cadastre of part of township of Laure (municipality of Lac Édouard) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 24-18, 24-19, 24-33 (Street), 24-20, 24-21 and lot 31 (C.N.R.) are corrected and lot 25-20 has been annuled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 27, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Cadastre officiel du canton de Robertson (municipalité de cantons-Unis de Robertson & Pope) division d'enregistrement de Labelle.

—

Avis est par la présente donné que les lots 13-B et 14-B sont annulés et que le lot A du rang XIV est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 novembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of township of Robertson (municipality of United townships of Robertson & Pope) registration division of Labelle.

—

Notice is hereby given that lots 13-B and 14-B are cancelled and lot A, range XIV has been added in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, November 22, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la paroisse de St-Bruno-de-Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

—

Avis est par la présente donné que les lots 131-28 à 131-32, 133-27 à 133-31 sont annulés et les lots 131-33, 131-34 et 131-36 sont corrigés en vertu des articles 2174A du Code civil.

Québec, le 4 décembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St. Bruno, municipality of the parish of St. Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

—

Notice is hereby given that lots 131-28 to 131-32, 133-27 to 133-31 are cancelled and lots 131-33, 131-34 and 131-36 are corrected in virtue of Articles 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 4th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay.

—

Avis est par la présente donné que les lots 49-32, 49-33, 49-35, 49-36, 49-41 et 49-42 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 décembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St-Joachim de Châteauguay, registration of Châteauguay.

—

Notice is hereby given that lots 49-32, 49-33, 49-35, 49-36, 49-41 and 49-42 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 3, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, (municipalité de cité de Québec, quartier Limoilou) division d'enregistrement de Québec.

—

Avis est par la présente donné que les lots 581-5-169 à 581-5-174 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 novembre 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
46620-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St-Roch Nord, (municipality of city of Quebec, Limoilou Ward) registration division of Quebec.

—

Notice is hereby given that lots 581-5-169 to 581-5-174 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 29, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
46620-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 24 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, les modifications suivantes audit décret, dans sa tenur modifiée;

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 973 of June 24th, 1948, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Le paragraphe "*b*" de l'article II sera radié et remplacé, comme suit:

"*b*) *Juridiction industrielle:* La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de pièces mécaniques, structurales, métalliques, engins, machines ou parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique, produits métalliques, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement métallurgique, de même que la fabrication et la transformation de bouilloires et réservoirs à l'intérieur d'un établissement métallurgique et la réparation de bouilloires et réservoirs à l'extérieur d'un établissement métallurgique, que ce travail constitue l'industrie principale ou secondaire de l'établissement pourvu que ce soit pour des fins commerciales."

2° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe *a*) de l'article IV:

"Le chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs recevra $1.82 de l'heure et l'aide-chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur travaillant à l'extérieur d'un établissement métallurgique sur la réparation de bouilloires et réservoirs recevra $1.37 de l'heure."

3° Un sous-paragraphe sera ajouté au paragraphe *d*) de l'article VII se lisant, comme suit:

"Toutefois, le salarié ayant complété, dans le métier de la soudure, deux années d'apprentissage, conformément aux dispositions du présent paragraphe, pourra demander de subir un examen devant le bureau des examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti sera classifié compagnon ou poursuivra son apprentissage normal. Cet examen pourra être répété à toute période additionnelle de six mois d'apprentissage."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 décembre 1957. 46651-o

1. Paragraph *b*) of article II will be deleted and the following substituted therefor:

"*b*) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the decree comprises the fabrication, installation, transformation and repair of mechanical, structural and metallic articles, engines, machines or parts thereof of all kinds or other mechanical equipment, metallic products, whether the work be carried out in or outside a machine shop including the fabrication and transformation of boilers and tanks inside a machine shop as well as the repair of boilers and tanks outside a machine shop, whether such work constitutes the principal or secondary industry of the concern, providing the work be done for commercial purposes."

2. The following subparagraph will be added to paragraph *a*) of article IV:

"Construction boiler-makers, erectors, steam generator mechanics and welders working outside a machine shop at the repair of boilers and tanks shall receive $1.82 per hour; their helpers also working outside a machine shop at the repair of boilers and tanks shall receive $1.37 per hour."

3. The following sub-paragraph will be added to paragraph *d*) of article VII:

"However, employees who have completed, in the welding trade, two years of apprenticeship in pursuance of the provisions of the present paragraph may request to sit for an examination before the Board of Examiners. The examination shall determine whether the apprentice shall be classified as journeyman or shall continue his apprenticeship. There may be another such examination every six months."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 14, 1957. 46651-o

AVIS

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 789 du 23 juillet 1952 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Ile de Montréal, savoir:

Que l'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec Inc. soit radiée de la liste des parties contractantes de deuxième part.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues.

NOTICE

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 789 of July 23, 1952, as amended, relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal, namely:

"L'Association Professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec Inc.", is stricken off the list of contracting parties of the second part.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained there-

Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront délirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 décembre 1957. 46651-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de proposer l'approbation des deux corrections suivantes au décret numéro 419 du 18 avril 1957, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, savoir:

Les mots "de déménagement d'immeubles" seront ajoutés après les mots "Toutefois, les travaux" apparaissant au début du paragraphe *e*) de l'article V.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 décembre 1957. 46651-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des requêtes lui ont été présentées à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes à la section "B" du décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Trois-Rivières:

1° Le paragraphe "*a*" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"*a*) Les coiffeurs pour dames des zones I et II, doivent recevoir trente-cinq ($35.00) dollars par semaine, plus 25% de toutes recettes au-dessus de soixante-dix ($70.00) dollars par eux au cours de la semaine.

Les téléphonistes, réceptionistes, commis ou employés des zones I et II, doivent recevoir vingt-cinq ($25.00) dollars par semaine. Toutefois, ces téléphonistes, réceptionistes, commis ou employés ne peuvent exécuter aucune opération de coiffure à moins d'avoir satisfait aux exigences de l'apprentissage."

2° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

in. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its pbulication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 14, 1957 46651-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following two corrections to the decree No. 419 of April 18, 1957, relating to the construction industry and trades in the region of Quebec:

The words "the moving of buildings" will be added after the word "However" mentioned at the beginning of paragraph *e*) of article V.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 14, 1957. 46651-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that petitions were filed with his office begging him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Part "B" of the decree number 1040 of August 4, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières:

1. Subsection "*a*" of section III will be replaced by the following:

"*a*) Ladies' hairdressers of zones I and II, shall receive thirty-five dollars ($35.00) per week plus 25% of all receipts exceeding seventy dollars ($70.00) made by them in the course of the week.

Telephone operators receptionists, clerks or employees of zones I and II, shall receive twenty-five dollars ($25.00) per week. However, such telephone operators receptionists, clerks or employees shall do no hairdressing work unless they have completed with apprenticeship requirements."

2. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by the following:

"IV. *Prix minima des services:* a) Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coiffeurs pour Dames

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux:		
Enfants	$0.50	$0.50
Adultes	1.00	0.75
Shampooing	0.50	0.50
Ondulation permanente avec ou sans machine, sachets chimiques	5.00	5.00
Ondulation permanente "à froid"	7.00	6.00
Mise en plis	1.00	0.75
Massage facial	1.00	1.00
Épilation des sourcils	0.75	0.50
Manucure	1.00	0.50
Traitement à l'huile (sans mise en plis)	1.50	1.50
Rinçage	0.50	0.50
Teinture des cheveux (sans mise en plis)	5.00	4.00
Décoloration (sans mise en plis)	5.00	4.00
Shampooing "cocktail" (sans mise en plis)	3.50	3.00

Note: Les taux minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés en monnaie légale."

3° Le paragraphe "*j*" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"*j*) *Salaire des apprentis:* Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	Zones I et II
1ère année	$15.00
2ème année	18.00
3ème année	21.00

Au cas où un patron veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au Comité paritaire au moins une semaine à l'avance."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 décembre 1957. 46651-o

"IV. *Minimum prices of services:* a) Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Ladies' hairdressers

	Zones I	Zones II
Haircut:		
Children	$0.50	$0.50
Adults	1.00	0.75
Shampoo	0.50	0.50
Permanent wage with or without machine, chemical pads	5.00	5.00
Cold wave	7.00	6.00
Water wave	1.00	0.75
Facial (massage)	1.00	1.00
Depilation of eyebrows	0.75	0.50
Manicure	1.00	0.50
Oil treatment (without water wave)	1.50	1.50
Rinse	0.50	0.50
Dyeing of the hair (without water wave)	5.00	4.00
Bleaching (without water wave)	5.00	4.00
Cocktail shampoo (without water wave)	3.50	3.00

Note: The minimum rates to be charged for the above mentioned services shall be paid in currency."

3. Paragraph "*j*" of article VI will be replaced by the following:

"*j*) *Wages of apprentices:* The weekly wages for apprentices shall be the following:

	Zones I and II
1st year	$15.00
2nd year	18.00
3rd year	21.00

Should the employer desire to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, the apprentice must give notice thereof to the Parity Committee at least one week in advance."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 14, 1957. 46651-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une partie contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 256, du 5 mars 1953, lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante audit décret, dans sa teneur modifiée:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that a contracting party to the collective labour agreement relaging to the construction industry in the region of Trois-Rivières rendered obligatory by the decree No. 256 of March 5, 1953, has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree, as amended:

L'item suivant sera ajouté après l'item "préposé aux pilotis" apparaissant à la fin du paragraphe *a*) de l'article IV:

	Zones I	Zones II
"Gardien de pompes (salaire et demi après 72 heures par semaine)	$1.40	....

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 décembre 1957. 46651-o

The following item will be added after the one reading "Pile driver operator" appearing at the end of paragraph *a*) of article IV:

	Zones I	Zones II
"Pump watchman (time and one half for hours worked in excess of 72 hours per week	$1.40	....

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 14, 1957 46651-o

Examen du Barreau — Bar Examination

EXAMENS DU BARREAU — BAR EXAMINATIONS
BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Langis	Gabriel	20	Ste-Martine, Co. Chateauguay

Sorel, ce 9 décembre 1957 — Sorel, December 9, 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL-A. BÉLANGER,
Secretary of the Bar of Richelieu.

46650-o

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS DE RECTIFICATION

Plan conjoint des Producteurs de Lait Fournisseurs au poste de réception et de transformation d'Henryville de la Cie Elmhurst Dairy Ltée.

Pour fins d'administration du plan conjoint ci-dessus sanctionné officiellement dans la *Gazette officielle de Québec*, aux pages 3931-3934, édition du 2 novembre 1957, les prélevés autorisés au sous paragraphe (i) du paragraphe "Et particulièrement" sont ainsi qu'il suit: "deux cents ($0.02) au maximum, par cent livres de lait vendues aux acheteurs" au lieu de "un cent ($0.01)".

Montréal, 6 décembre 1957.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

46621

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE OF RECTIFICATION

The Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers Plan.

For the purposes of administering the joint marketing plan hereinabove designated, officially sanctioned in the *Quebec Official Gazette*, pages 3931-3934, November 2nd, 1957, Edition, the levies authorized in sub paragraph (i) of paragraph "And particularly", are as follows: "two cents ($0.02) maximum per hundred pounds of milk sold to the buyers" instead of "one cent ($0.01)".

Montreal, December 6th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

46621-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, le 13 novembre 1957.

M. Paul-Étienne Bernier, avocat, membre du Barreau de la province, résidant dans la cité de Ste-Foy et pratiquant en la cité de Québec: conseil en loi de la Reine.

46619-o

Appointment

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the following person, to wit:

Quebec, November 13, 1957.

Mr. Paul-Étienne Bernier, advocate, member of the Bar of the Province of Quebec, residing in the city of Ste-Foy, and practicing in the city of Quebec: Queen's Counsel.

46619

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de La-Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancour, dans le comté municipal de Nicolet, et de l'annexer à la municipalité du village de Bécancourt, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant partie de la municipalité de la paroisse de La-Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancour, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame-de-la-Nativité-de-Bécancour, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les lignes suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle sud-est du lot 193; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-ouest du lot 160 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 161-14; cette dernière ligne; la ligne sud-est des lots de subdivision 161-15,

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the parish of La-Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancour in the Municipal county of Nicolet, and to annex it to the Municipality of the village of Bécancourt in the same Municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21, 1957, bearing number 1140, and in accordance with the provision of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by the presents;

THAT the following territory, to wit:

A territory forming part of the municipality of the parish of La-Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancour, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Notre-Dame-de-la-Nativité-de-Bécancour, all lots or part of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, streams or part thereof, enclosed within the following lines, to wit:

Starting from the summit of the southeast corner of lot 193; thence, successively, the following lines and demarcations: the southwest line from lot 160 going towards the southeast as far as the east line of subdivision lot 161-14; this latter line; the southeast line of subdivision

161-16, 161-17, 161-18, 161-19, 161-20, 161-21, 161-22 et 161-23; le côté nord de la Route de l'Église en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 161 et 162; une ligne brisée séparant le lot 161 des lots 162 et 194, et enfin, une ligne droite traversant le lot 161 jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de La Nativité de Notre-Dame-de-Bécancour, dans le comté municipal de Nicolet, et sera annexé à la municipalité du village de Bécancourt, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46619-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealty, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Sainte-Irène, dans le comté municipal de Matapédia, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions

lots 161-15, 161-16, 161-17, 161-18, 161-19, 161-20, 161-21, 161-22 and 161-23; the north side of the Church Road going towards the west as far as the dividing line of lots 161 and 162; a broken line separating lot 161 from lots 162 and 194, and finally a straight line crossing lot 161 as far as the starting point;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of La-Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancour, in the municipal county of Nicolet, and shall be annexed to the village of Bécancourt, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven, and the sixth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

46619 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General,

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the parish of Sainte-Irène in the municipal county of Matapédia, and to annex it to the municipality of the parish of St-Pierre-du-Lac, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THERETOFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21 1957, bearing number 1140, and in accordance with the provisions of the

du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Nemtayé, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant la seigneurie du Lac-Matapédia du canton de Nemtayé avec la ligne séparative des rangs II et III dudit canton; de là, successivement, les lignes suivantes: ladite ligne séparative des rangs II et III du canton de Nemtayé jusqu'à la ligne séparative des lots 2 et 3 du rang II; cette dernière ligne; puis, suivant les limites actuelles de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, en passant par la ligne séparative des rangs I et II du canton de Nemtayé, en allant vers le nord-est et enfin, la ligne séparant la seigneurie du Lac-Matapédia du canton de Nemtayé en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Irène, dans le comté municipal de Matapédia, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46619-o JEAN BRUCHÉSI.

Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the township of Nemtayé, comprising, with reference to the official cadaster of the said township, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streams or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from a point of intersection of the line separating the Seigniory of Lake Matapédia of the township of Nemtayé with the dividing line of ranges II and III of the said township; thence, successively, the following lines: the said dividing line of ranges II and III of the township of Nemtayé as far as the dividing line of lots 2 and 3 of range II; this latter line; then, following the present limits of the municipality of the parish of Saint-Pierre-du-Lac, passing by the dividing line of ranges I and II of the township of Nemtayé going towards the northeast and finally, the dividing line of the Seigniory of Lake Matapedia of the township of Nemtayé, going towards the southeast as far as the starting point;

which territory shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Sainte-Irène, in the municipal county of Matapédia, and shall be annexed to the municipality of the parish of Saint-Pierre-du-Lac, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

46619 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité du canton de Hatley, dans le

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdoom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the township of Hatley, in the Municipal coun-

comté municipal de Stanstead, et de l'annexer à la municipalité du village de North Hatley, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Hatley, comprenant, en référence au cadastre officiel du dit canton, les lots ou partie de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, reulles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 509; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le ligne sud du lot 509 sur une longueur de 10.36 chaînes; une ligne traversant les lots 509 et 513 jusqu'au coin sud-est du lot 523; la ligne séparant le lot 523 des lots 524 et 526 jusqu'au côté sud d'un chemin public; ledit côté sud dudit chemin public en allant vers l'est sur une longueur de 2.10 chaînes; une ligne déviant à gauche de 101° 28′ sur une longueur de 14.84 chaînes jusqu'à la ligne séparative des lots 552 et 553; puis, dans le lot 553, une ligne déviant à gauche de 9° 17′ sur une longueur de 13.81 chaînes; une ligne déviant à gauche de 33° 04′ et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Massawippi; ledit axe de la rivière Massawippi en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 509 et 513 d'un côté, des lots 508, 515 et 516 de l'autre côté, et, enfin, ledit prolongement et ladite ligne en dernier lieu nommés jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du canton de Hatley, dans le comté municipal de Stanstead, et sera annexé à la municipalité du village de North Hatley, dans le même comté municipal;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
46619-o JEAN BRUCHÉSI.

ty of Stanstead, in order that it be annexed to the village municipality of North Hatley, in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advoice of Our Executive Council, expressed in a decree, dated November 21, 1957 bearing number 1140, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact:

THAT the following territory to wit:

A territory situated in the township of Hatley, comprising, with reference to the official cadaster of the said township, the lots or part of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, streams or part thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the summit of the southwest corner of lot 509; thence, successively, the following lines and demarcations: the south line of lot 509 upon a length of 10.36 links; a line crossing lots 509 and 513 as far as the southeast corner of lot 523; the line separating lot 523 from lots 524 and 526 as far as the south side of the public road; the said south side of the said public road going towards the east upno a length of 2.10 links; a line deviation to the left of 101° 28′ upon a length of 14.84 links as far as the dividing line of lots 552 and 553; then, in lot 553, a line deviating to the left from 9° 17′ upon a length of 13.81 links; a line deviating to the left from 33° 04′ and its prolongation as far as the axis of the Massawippi River; the said axis of the Massawippi River in ascending its course as far as the prolongation of the line separating lots 509 and 513 on one side, from lots 508, 515 and 516 on the toher side, and finally, the said prolongation and the said line in the latter named case, as far as the starting point;

which territory shall be, as from the first of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the township of Hatley, in the municipal county of Stanstead, and shall be annexed to the municipality of the village of North Hatley in the same municipal county;

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven, and the sixth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
46619 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la proisse de Saint-Jérôme, dans le comté municipal de Terrebonne, et de l'ériger en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Lafontaine", dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, comprenant les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord du lot 491 du cadastre officiel du village incorporé de St-Jérôme avec la rive droite ou rive sud-ouest de la Rivière-du-Nord; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes, à savoir: Ladite rive droite ou rive sud-ouest de la Rivière-du-Nord en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 298 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme; puis, en référence audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, ledit prolongement et ladite ligne nord du lot 298; une ligne brisée séparant les lots 299, 301, 302, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313 et 314 d'un côté des lots 300, 271, 273, 274, 275, 276, 279, 280, 283, 284, 285, 286, 287 et 288 de l'autre côté; la ligne nord du lot 288; le côté ouest d'un chemin public limitant à l'est les lots 316 et 317; la ligne limitant au nord-est la concession du cordon et la concession Saint-André jusqu'au coin nord-est du lot 163; la ligne nord des lots 163 et 164; la ligne séparative des lots 164 et 208; une ligne brisée séparant les lots 165, 166, 167, 169, 170, 171, 172 et 177 d'un côté des lots 208, 207, 206, 205 et 204 de l'autre côté; puis, suivant les limites actuelles de la cité de Saint-Jérôme, une ligne brisée séparant d'un côté les lots 204 et 205 des lots 11, 10, 9, 4 et 1 du cadastre officiel du village incorporé de Saint-Jérôme; la ligne nord du susdit lot 1 coïncidant en partie avec le côté sud de la montée Saint-André et se prolongeant jusqu'à l'axe de la

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the Parish of Saint Jérôme, in the Municipal county of Terrebonne, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Lafontaine", in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated, November 21, 1957, bearing number 1140, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact;

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the Municipality of the Parish of Saint Jérôme, comprising lots and subdivisions both present and future, as well as roads, streets, lanes, rivers, streams or parts thereof, situated within the following boundaries to wit: ocmmencing at the point of intersection of the northerly line of lot 491 of the official cadastre of the incorporated Village of St. Jérôme and the right bank or southwesterly bank of Rivière-du-Nord; thence, successively, the following lines and demarcations, to wit: the right bank or southwesterly bank of Rivière-du-Nord upstream as far as the prolongation of the northerly line of lot 298 of the official cadastre of the parish of Saint Jérôme; thence, with reference to said official cadastre of the Parish of Saint-Jérôme, the said prolongation of the said northerly line of lot 298; a broken line dividing lots 299, 301, 302, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313 and 314 on one side, from lots 300, 271, 273, 274, 275, 276, 279, 280, 283, 284, 285, 286, 287 and 288 on the other side; the northerly line of lot 288; the westerly side of a public road bounding easterly lots 316 and 317; the line bounding northeasterly the string concession and that of Saint André as far as the northeasterly corner of lot 163; the northerly line of lots 163 and 164; the dividing line of lots 164 and 208; a broken line dividing lots 165, 166, 167, 169, 170, 171, 172 and 177 on one side from lots 208, 207, 206, 205 and 204 on the other side; thence, along the present limits of the city of Saint Jérôme, a broken line dividing on one side lots 204 and 205 from lots 11, 10, 9, 4 and 1 of the official cadastre of the incorporated Village of Saint-Jérôme; the northerly line of the abovementioned lot 1

Rivière-du-Nord; ledit axe de la Rivière-du-Nord en remontant son cours jusqu'au prolongement du lot 491 du cadastre officiel du village incorporé de Saint-Jérôme et enfin, ce dernier prolongement jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté municipal de Terrebonne, et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Lafontaine", dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46619-o JEAN BRUCHÉSI

coinciding in part with the southerly side of the Saint André slope and extending as far as the centre point of Rivière-du-Nord; the said centre point of Rivière-du-Nord upstream as far as the prolongation of lot 491 of the official cadastre of the incorporated Village of Saint Jérôme and finally, this latter prolongation as far as the point of commencement;

which territory shall, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the municipality of the parish of Saint Jérôme, in the municipal county of Terrebonne, and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the Village of Lafontaine", in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI.

46619 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité du canton de Wentworth, dans le comté municipal d'Argenteuil, et de l'ériger en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Wentworth-Nord", dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of the township of Wentworth, in the municipal county of Argenteuil, and erect it into a separate municipality under the name of "Municipality of Wentworth-North", in the same municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the municipal code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Wentworth, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-est du canton de Wentworth; de là, passant successivement par les lignes suivantes: la ligne extérieure est du canton de Wentworth sur la profondeur des rangs XI, X, IX et VIII dudit canton; dans ledit canton, la ligne séparative des rangs VII et VIII faisant une équerre sur la ligne est du lot 15a rang VIII et continuant jusqu'à la ligne séparative des lots 15 et 16 rang VII; cette dernière ligne; la ligne séparative des lots 15 et 16 rangs VI et V; la ligne séparative des lots 15 et 16a rang IV; la ligne séparative des lots 15*b* et 16 rang III; la ligne séparative des lots 15 et 16 des rangs II et I; la ligne extérieure sud du canton de Wentworth en allant vers l'ouest; la ligne extérieure ouest du canton de Wentworth; la ligne extérieure nord du même canton sur la largeur des lots 28 et 27 rang XI; la ligne séparative des lots 26 et 27 rang XI; la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'à la ligne séparative des lots 24 et 25 rang X; cette dernière ligne; la ligne séparative des lots 24 et 25*a* rang IX; la ligne séparative des rangs VIII et IX sur la largeur des lots 24 et 23 rang IX; la ligne séparative des lots 22*b* et 23 rang IX; la ligne séparative des rangs IX et X sur la largeur du lot 22 rang X; la ligne séparative des lots 21 et 22 des rangs X et XI et enfin, la ligne extérieure nord du canton de Wentworth en allant vers l'est jusqu'au point de départ;

lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du canton de Wentworth, dans le comté municipal d'Argenteuil, et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Wentworth-Nord", dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
46619-o JEAN BRUCHÉSI.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21, 1957, bearing number 1140, and in accordance with the provisions of the municipal code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by the presents:

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the township of Wentworth, including, with reference to the official cadastre of said township, those lots and their present and future subdivisions, as well as roads rivers, lakes, streams or parts thereof, situated within the following boundaries, to wit: commencing at the apex of the northeasterly angle of the township of Wentworth; thence, passing successively by the following lines: the east outter line of the township of Wentworth along the depth of Ranges XI, X, IX and VIII of said township; in the said township the dividing line of Ranges VII and VIII forming a square allong the easterly line of lot 15*a*, range VIII and continuing as far as the dividing line of lots 15 and 16, range VII; this latter line; the dividing line of lots 15 and 16, range VI and V; the dividing line of lots 15 and 16*a* range IV; the dividing line of lots 15*b* and 16, range III; the dividing line of lots 15 and 16 of ranges II and I; the south outter line of the township of Wentworth in a westerly direction; the west outter line of the township of Wentworth; the north outter line of the same township along the width of lots 28 and 27, range XI the dividing line of lots 26 and 27 range XI; the dividing line of ranges X and XI as far as the dividing line of lots 24 and 25 range X; this latter line; the dividing line of lots 24 and 25*a*, range IX; the dividing line of ranges VIII and IX along the width of lots 24 and 23, range IX; the dividing line of lots 22b and 23, range IX; the dividing line of ranges IX and X along the width of lot 22, range X; the dividing line of lots 21 and 22, ranges X and XI and finally, the north outter line of the township of Wentworth in an easterly direction as far as the point of commencement;

which territory shall, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, be detached from the Municipality of the township of Wentworth, in the municipal county of Argenteuil, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Wentworth-North", in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in our province of Quebec this fourth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fiftyseven, and in the sixth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
46619 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet d'ériger en municipalité, sous le nom de "municipalité de Saint-Guy", le territoire ci-après décrit, situé dans le comté municipal de Rimouski;

ATTENDU que ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 21 novembre 1957, portant le numéro 1140, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Bédard, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Bédard avec la ligne extérieure nord-est dudit canton; de là, passant successivement par les lignes suivantes: ladite ligne extérieure nord-est du canton de Bédard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III du canton de Bédard; cette dernière ligne en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 35 rang II; ladite ligne nord-est du lot 35 rang II et la ligne nord-est du lot 35 rang I; la ligne extérieure sud-est du canton de Bédard jusqu'au sommet de l'angle sud dudit canton; la ligne extérieure sud-ouest du canton de Bédard en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII canton de Bédard; cette dernière ligne en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 35 et 36 rang VII; ladite ligne séparative des lots 35 et 36 rang VII; la ligne séparative des rangs VII et VIII en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 27 et 28 rang VIII; cette dernière ligne et enfin, la ligne séparative des rangs VIII et IX en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

lequel territoire, ne provenant d'aucune municipalité locale, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec,* érigé en municipalité, sous le nom de "munici-

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS We have been requested to erect into a municipality, under the name of "Municipality of Saint Guy", the territory hereinafter described, situated in Municipal county of Rimouski;

WHEREAS this territory is not presently organized as a municipality;

WHEREAS all formalities prescribed by-law in this respect have been fulfiled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 21, 1957, bearing number 1140, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by the presents;

THAT the following territory, to wit:

A territory situated in the township of Bédard, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all lots and present and future subdivisions, as well as roads, rivers, lakes, streams or parts thereof, located within the following boundaries, to wit: commencing at the point of intersection of the dividing line of ranges VIII and IX of the township of Bédard and the northeast outter line of said township; thence, passing successively by the following lines: the said northeast outter line of the township of Bédard in a southeasterly direction as far as the dividing line of ranges II and III of the township of Bédard; this latter line in a southwesterly direction as far as the northeast line of lot 35 range II; the said northeast line of lot 35 range II and the northeast line of lot 35 range I; the southeast outter line of the township of Bédard as far as the apex of the southerly angle of said township; the southwest outter line of the township of Bédard in a northwesterly line as far as the dividing line of ranges VI and VII, township of Bédard; this latter line in a northeasterly direction as far as the dividing line of lots 35 and 36, range VII; the said dividing line of lots 35 and 36 range VII; the dividing line of ranges VII and VIII in a northeasterly direction as far as the dividing line of lots 27 and 28, range VIII; this latter line, and finally the dividing line of ranges VIII and IX in a northeasterly direction as far as the point of commencement;

which territory, not issuing from any local municipality shall, as from January first following the date of publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette,* be erected into a municipality, under the name of "Munici-

palité de Saint-Guy", dans le comté municipal de Rimouski;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

46619-o JEAN BRUCHÉSI.

pality of Saint Guy", in the Municipal county of Rimouski;

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of December in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven, and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

46619 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Chs. E. Berthiaume Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13ième jour de juin 1955, et ayant son bureau principal dans Québec, a établi son bureau au numéro 801, de la rue Murray, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 6ième jour d'août 1957.

Le Président,

46631-o CHS. E. BERTHIAUME.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Ernest Quintal Limitée", constituée en corporation par lettres patentes le 22 juin 1956, a établi son bureau et siège social à 139 rue Notre-Dame, Charlemagne, district de Joliette, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Charlemagne, ce 27 novembre 1956.

ERNEST QUINTAL LIMITÉE,
Par le Président,

46640 ROLAND QUINTAL.

BOND CHALKBOARD COMPANY

Avis est donné que la Compagnie "Bond Chalkboard Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de juin, 1955, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2454 de la rue Des Carrières.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2ème jour de décembre, 1957.

Le Secrétaire,

46630-o ROBERT MARTINEAU.

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Chs. E. Berthiaume Ltée", constituted as a corporation by letters patent dated the 13th day of June, 1955, and having its head office in Quebec, has established its office at number 801 Murray Street, in the city of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 6th day of August, 1957.

CHS. E. BERTHIAUME,

46631 President.

Notice is hereby given that "Ernest Quintal Limitée", company incorporated by letters patent bearing the date of June 22nd, 1956, has established its office at 139 Notre-Dame Street, Charlemagne, district of Joliette, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Charlemagne, this 27th day of November, 1956.

ERNEST QUINTAL LIMITÉE,
Per ROLAND QUINTAL,

46640-o President.

BOND CHALKBOARD COMPANY

Notice is hereby given that the "Bond Chalkboard Company", incorporated by letters patent on the 8th, day of June, 1955, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 2454 Des Carrières Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd, day of December, 1957.

ROBERT MARTINEAU,

46630-o Secretary.

(P.G. 11182-56)

DESOURDY CONSTRUCTION LTÉE
DESOURDY CONSTRUCTION LTD.

Règlement N° 9 concernant le changement du bureau principal.

"Le bureau principal de la compagnie Desourdy Construction Ltée, — Desourdy Construction Ltd. est transporté de Cowansville, où il était auparavant à ville Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, au numéro 3350 du Boulevard Laurier et le règlement N° 1 de la Compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée du règlement N° 9 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 8 octobre 1957, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 8 octobre 1957 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
46632-o CAMILLE RATHÉ.

(A.G. 11182-56)

DESOURDY CONSTRUCTION LTÉE
DESOURDY CONSTRUCTION LTD.

By-law No. 9 concerning the change of Head Office of the company.

"The head office of the company Desourdy Construction Ltd., — Desourdy Construction Ltée, is transferred from Cowansville, where it was heretofore at Ville Jacques Cartier, in the county of Chambly, at No. 3350 of Laurier Boulevard, and By-law No. 1 of the company is consequently amended".

Certified copy of By-law No. 9 duly adopted at a meeting of the director sheld on October 8, 1957, and approved at a special general meeting of the company held on October 8, 1957, by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

CAMILLE RATHÉ,
46632-o Secretary.

AVIS OFFICIEL

Le "Resurrection of Our Lord Council No. 4368 of the Knights of Columbus", 2304 avenue Old Orchard, Appt. 2, de la cité de Montréal, Province de Québec, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 20 mars 1957.

Le Grand Chevalier,
W. J. BATHURST.
Le Secrétaire Archiviste,
46633-o EDGAR BENSON.

OFFICIAL NOTICE

The "Resurrection of Our Lord Council No. 4368 of the Knights of Columbus", 2304 Old Orchard Avenue, Apt. 2, city of Montreal, Province of Quebec, hereby gives notice that its corporate seat is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Ch. 134, sec. 2a) as from March 20, 1957.

W. J. BATHURST,
Grand Knight.
EDGAR BENSON,
46633-o Recording-Secretary.

CAMPBELL CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que "Campbell Chibougamau Mines Ltd." (No Personal Liability), constituées en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 10e jour de mars 1950, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, à 660 ouest, rue Ste-Catherine, l'a tranrorté à chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 28e jour de novembre 1957.

Le Vice-président et secrétaire,
46646 JOHN G. FORD.

CAMBELL CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Campbell Chicougamau Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent issued under the Quebec Mining Companies' Act, on the 10th day of March, 1950, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, at 660 St. Catherine Street, West, has moved it to Room 1700, 360 St. James Street, West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 28th day of November, 1957.

JOHN G. FORD,
46646-o Vice-President and Secretary.

(P.G. 12485-57)

MORGAN & CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Morgan & Co. Ltd.", constituée en corporation suivant lettres patentes provinciales, en date du 1er jour d'août 1957, a établi son bureau principal au 507 Place d'Armes, en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de novembre 1957.

Le Président,
46657-o W. E. MORGAN.

(A.G. 12485-57)

MORGAN & CO. LTD.

Notice is hereby given that the company "Morgan & Co. Ltd.", incorporated according to Provincial Letters Patent dated August 1st, 1957, has established its head office at 507 Places d'Armes, in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 7th day of November, 1957.

W. E. MORGAN,
46657 President.

CHIBOUGAMAU MINING & SMELTING CO. INC.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que "Chibougamau Mining & Smelting Co. Inc." (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 7e jour de décembre 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, 660 ouest, rue Ste-Catherine, l'a transporté à chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 28e jour de novembre 1957.

Le Vice-président et secrétaire,
46647 JOHN G. FORD.

CHIBOUGAMAU MINING & SMELTING CO. INC.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Chibougamau Mining & Smelting Co. Inc." (No Personal Liability), incorporated by letters patent issued under the Quebec Mining Companies' Act, on the 7th day of December, 1953, and having its head office at the city of Montreal, Province of Quebec, at 660 St. Catherine Street, West, has moved it to Room 1700, 360 St. James Street, West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 28th day of November, 1957.

JOHN G. FORD,
46647-o Vice-President and Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE WATERLOO
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Renaud, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 580 rue Principale, Waterloo, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 30 décembre 1957, pour l'achat de $60,000.00 d'obligations de la ville de Waterloo, comté de Shefford, datées du 1er décembre 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1958 au 1er décembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 233 — travaux d'aqueduc et d'égouts, reconstruction d'un puits, travaux de pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $60,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1958	$1,500.00
1er décembre 1959	2,000.00
1er décembre 1960	2,000.00
1er décembre 1961	2,000.00
1er décembre 1962	2,000.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,500.00
1er décembre 1965	2,500.00
1er décembre 1966	2,500.00
1er décembre 1967	3,000.00
1er décembre 1968	3,000.00
1er décembre 1969	3,000.00
1er décembre 1970	3,500.00
1er décembre 1971	3,500.00
1er décembre 1972	3,500.00
1er décembre 1973	4,000.00
1er décembre 1974	4,000.00
1er décembre 1975	4,500.00
1er décembre 1976	4,500.00
1er décembre 1977	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF WATERLOO
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Renaud, Secretary-Treasurer, City Hall, 580 Main Street, Waterloo, County of Shefford, until 8.00 o'clock p.m., Monday, December 30, 1957 for the purchase of an issue of $60,000.00 of bonds of the town of Waterloo, county of Shefford, dated December 1st, 1957 and redeemable serially from December 1st, 1958 to December 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st an December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary accordig to maturities.

Loan By-law No. 233 — waterwords and sewage operations, rebuilding of a well, paving etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $60,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1958	$1,500.00
December 1st, 1959	2,000.00
December 1st, 1960	2,000.00
December 1st, 1961	2,000.00
December 1st, 1962	2,000.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,500.00
December 1st, 1965	2,500.00
December 1st, 1966	2,500.00
December 1st, 1967	3,000.00
December 1st, 1968	3,000.00
December 1st, 1969	3,000.00
December 1st, 1970	3,500.00
December 1st, 1971	3,500.00
December 1st, 1972	3,500.00
December 1st, 1973	4,000.00
December 1st, 1974	4,000.00
December 1st, 1975	4,500.00
December 1st, 1976	4,500.00
December 1st, 1977	4,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-

courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 580 rue Principale, Waterloo, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo, (Comté de Shefford), ce 12 décembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. RENAUD.

Adresse postale: C.P. 50,
Tél.: 332, Hôtel de Ville,
580, rue Principale, Waterloo,
(Comté de Shefford), P.Q. 46658-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE THETFORD MINES
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Me Antonio Beaudoin, C.R., secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Thetford Mines, comté de Mégantic, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 30 décembre 1957, pour l'achat de $405,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, datées du 1er novembre 1957 et remboursables par séries du 1er novembre 1958 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 septembre 1957, telle que modifiée — construction de l'école d'Youville et de l'école St-Patrick.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Waterloo, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued at ten-year short-term before December 1st, 1965 inclusively, if issued as fifteen year short-term, and before December 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term: after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 30, 1957 at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 580 Main Street, Waterloo, county of Shefford.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo, (County of Shefford), this December 12, 1957.

J.-A. RENAUD,
Secretary-Treasurer.

Adresse Postale: C.P. 50,
Tél.: 332, City Hall,
580, Main Street, Waterloo,
(County of Shefford), P.Q. 46658

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF THETFORD MINES
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Antonio Beaudoin, Q.C., Secretary-Treasurer, city Hall, Thetford Mines, county of Megantic, until 8.00 o'clock p.m., Monday, December 30, 1957, for the purchase of an issue of $405,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the city of Thetford Mines, county of Megantic, dated November 1st, 1957, and redeemable serially from November 1st, 1958 to November 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 11, 1957, as modified — erection of the Youville and St. Patrick's Schools.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $405,500.00 — 20 ans.

Année		Capital
1er novembre 1958	x	$41,500.00
1er novembre 1959	x	43,500.00
1er novembre 1960	x	46,000.00
1er novembre 1961	x	48,500.00
1er novembre 1962	x	51,500.00
1er novembre 1963		8,000.00
1er novembre 1964		8,500.00
1er novembre 1965		8,500.00
1er novembre 1966		9,000.00
1er novembre 1967		9,500.00
1er novembre 1968		10,000.00
1er novembre 1969		10,500.00
1er novembre 1970		11,500.00
1er novembre 1971		12,000.00
1er novembre 1972		12,500.00
1er novembre 1973		13,500.00
1er novembre 1974		14,000.00
1er novembre 1975		15,000.00
1er novembre 1976		15,500.00
1er novembre 1977		16,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $231,759.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $46,351.80 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations, pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 30 décembre 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Thetford Mines, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Thetford Mines, comté de Mégantic, ce 9 décembre 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
Me ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

Adresse postale:
C.P. 295, Thetford Mines, Tél.: FE 5-5321,
(Comté de Mégantic) P.Q. 46643-o

Table of redemption — $405,500.00 — 20 years.

Year		Capital
November 1st, 1958	x	$41,500.00
November 1st, 1959	x	43,500.00
November 1st, 1960	x	46,000.00
November 1st, 1961	x	48,500.00
November 1st, 1962	x	51,500.00
November 1st, 1963		8,000.00
November 1st, 1964		8,500.00
November 1st, 1965		8,500.00
November 1st, 1966		9,000.00
November 1st, 1967		9,500.00
November 1st, 1968		10,000.00
November 1st, 1969		10,500.00
November 1st, 1970		11,500.00
November 1st, 1971		12,000.00
November 1st, 1972		12,500.00
November 1st, 1973		13,500.00
November 1st, 1974		14,000.00
November 1st, 1975		15,000.00
November 1st, 1976		15,500.00
November 1st, 1977		16,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $231,759.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $46,351.80 each, from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds prior to November 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 30, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Thetford Mines, county of Megantic.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines, county of Megantic, this December 9, 1957.

Me ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
Secretary-Treasurer.

Post Office address:
P.B. 295, Thetford Mines, Tel: FE 5-5321.
(County of Megantic) P.Q. 46643

Ventes — Loi de faillites

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieur "En faillite" N° 679-B (1957). Dans l'affaire de la faillite de: Arthur Girard, Ste-Jeanne d'Arc, cédant-autorisé & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, à savoir:

Désignation:— Un lopin de terre ou emplacement, mesurant cent pieds de chaque côté mesure anglaise, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-sept (Ptie 27) dans le sixième rang (Rg. VI) aux plan et livre du renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, borné en front au sud-est au chemin public, au sud-ouest à la route qui conduit au rang sept, au nord-ouest à la balance du lot, et au nord-est au terrain de Lucien Bilodeau ou ses représentants:

Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Dolbeau, VENDREDI le DIX JANVIER 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Chicoutimi, le 29 octobre 1957, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 2 décembre 1957.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndic,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q.
et
Coin St-Jacques et St-Clément,
Jonquière, P.Q. 46586-49-2-o

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de Fernand Bouchard, ingénieur stationnaire et colporteur, 455, Avenue Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le TROIS JANVIER 1958, à DEUX heures p.m. sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A): Un terrain formant partie de la subdivision deux du lot originaire N° cent vingt-huit (Pt. de 128-2) du cadastre officiel pour la

Sales — Bankrupcy Act

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy" No. 679-B (1957). In the matter of the bankruptcy of: Arthur Girard, Ste. Jeanne d'Arc, authorized assignor & Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description:— A plot of land or emplacement, measuring one hundred feet on each side, English measure, forming part of lot known and designated under number twenty-seven (P. 27), in Range six (Rg. VI) on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Dolbeau, bounded in front southeasterly by the public highway, southwesterly by the road leading to Range seven, northwesterly by the balance of the lot, and northeasterly by the land of Lucien Bilodeau or his representatives:

Together with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Shall be sold at the door of the Parochial Church of Dolbeau, FRIDAY the TENTH day of JANUARY 1958 at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made in accordance with a judgment rendered by the Superior Court, at Chicoutimi, the 29th day of October, 1957, and pursuant to the provisions of sections 55 and the following of the Bankrupty Act 1949, in order that this sale shall have the effect of a sale by sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay the Government tax of 2½% according to law.

For further information and the list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this December 2, 1957.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, trustee,
4, Notre-Dame Street, east,
Montreal, P.Q.
and
Corner of St. James and St. Clément,
Jonquière, P.Q. 46586-49-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of bankruptcy of Fernand Bouchard, stationary engineer and pedlar, 455 Royal Avenue, Château-Richer, county of Montmorency, debtor;

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that FRIDAY the THIRD day of JANUARY, 1958, at TWO o'clock p.m., the immoveable described hereinafter shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of Château-Richer, county of Montmorency, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A): A lot of land forming part of subdivision two of the original lot No. one hundred and twenty-eight (Pt. of 128-2) of the official

paroisse de Château-Richer; mesurant soixante-cinq pieds de largeur; borné au sud au chemin royal, vers l'est au lot 130 de Armand Laberge représentant Vve Joseph Gravel (Zéphirin) puis à une autre partie du lot 128-2 appartenant à Éric Simard de même qu'à l'ouest, cet emplacement est borné à une autre partie du lot 128-2 appartenant à Éric Simard; avec maison dessus construite et dépendances, portant le N° civique 455 de l'Avenue Royale, Château-Richer.

L'item (A) sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 22 novembre 1957.

Le Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE,
& RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne,
Québec. 46522-48-2-o

Canada, province de Québec, district de Roberval, dans la Cour Supérieure (En matière de faillite) N° A-451. Dans l'affaire de la faillite de: Isidore Genest, Normandin; Jean Juteau, Roberval; et Marc-André Doré, St-Félicien, qui ont fait affaires en société sous les raison sociales de: "Nettoyeur de Luxe, Enrg." et de "Nettoyeur Reo", et "Doré & Juteau", à Dolbeau, dans le district de Roberval, tous trois commerçants, (faillis).

AVIS DE VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MERCREDI le VINGT-DEUX JANVIER 1958, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de Ste-Thérèse de Dolbeau, en la ville de Dolbeau, comté de Roberval, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Un emplacement à Dolbeau, faisant partie du lot numéro quarante-quatre huit cent quarante-deux (Ptie 44-842) aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision de parties du lot numéro quarante-quatre, du dix-septième rang, du cadastre du canton Parent; lequel terrain mesure soixante-trois pieds de largeur sur la huitième avenue par la profondeur qui existe entre la huitième avenue et le terrain du chemin de fer Canadien National; borné au sud à la huitième avenue, à l'ouest à la ruelle portant le numéro quarante-quatre huit cent trente-deux-A; au nord au terrain du Canadien National et à l'est au résidu du lot ou terrain de Eugène Richard ou ayant droits; avec bâtisses dessus construites et dépendances".

Cet item sera offert en vente au plus haut, et dernier enchérisseur, à charge des servitudes qui peuvent exister, sans obligation de fournir tous les titres antérieures à ceux que le failli détient.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A, du Code de procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Ladite vente est aussi autorisée par un jugement du Registraire des faillites en date du 9 décembre 1957.

cadaster for the parish of Château-Richer; measuring sixty-five feet in width; bounded on the south by the Royal highway, on the east, by lot 130 of Armand Laberge, representative of widow Joseph Gravel (Zéphirin) then by another part of lot 128-2 belonging to Éric Simard as well as on the west, this emplacement is bounded by another part of lot 128-2, belonging to Éric Simard; with house thereon erected and dependencies, bearing civic No. 455 Royale Avenue, Château-Richer.

Item (A) shall be sold to the highest and last bidder subject to rents which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and article 55 of the bankruptcy Act 1949. This sale shall have the effect of a sale by sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, this 22nd day of November, 1957.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill,
Quebec. 46522-48-2

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. A-451. In the matter of: Isidore Genest, Normandin; Jean Juteau, Roberval; and Marc-André Doré, St. Félicien, who have carried on business in partnership under the firm names of: "Nettoyeur de Luxe, Enrg.", "Nettoyeur Reo", and "Doré & Juteau", at Dolbeau, in the district of Roberval, all three merchants, (bankrupt).

NOTICE OF SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1958, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the door of the Church of Ste. Thérèse de Dolbeau, in the town of Dolbeau, county of Roberval, the immoveable hereinafter described, to wit:

"An emplacement at Dolbeau, forming part of lot number forty-four eight hundred and forty-two (P. 44-842) of the official plan and book of reference of a subdivision of portions of lot number forty-four, seventeenth Range, of the cadastre of the township of Parent, which territory measures sixty-three feet in width on eighth Avenue by the depth that exists between Eighth Avenue and the land of the Canadian National Railway; bounded southerly by Eighth Avenue, westerly by the lane bearing number forty-four eight hundred and thirty-two-A; northerly by the land of the Canadian National and easterly by the residue of the lot or land belonging to Eugène Richard or his successors; with buildings erected thereon and dependencies".

This item shall be put up for sale to the last and highest bidder, with servitudes which may be attached thereto, without being bound to provide prior to those which the bankrupt holds.

This sale is carried out in accordance with articles 716, 717 and 719-A, of the Code of Civil Procedure and article 55 of the Bankruptcy Act 1949. The said sale is also authorized by a Judgment of the Bankruptcy Registrar dated December 9, 1957.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement provincial de 2½% suivant la loi.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif et doit avoir l'effet du décret.

Conditions de paiement: argent comptant.

Roberval, le 10ième jour de décembre 1957.

Le Syndic,
JULES-H. LECLERC.

Adresse:
15, rue Arthur,
Roberval, Qué. 46645-50-2-o

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Provincial Government tax if 2½% according to law.

This sale is equivalent to a sale made by sheriff and shall have a legal effect.

Conditions of payment: cash.

Roberval, December 10th, 1957.

JULES-H. LECLERC,
Trustee.

Address:
15 Arthur Street,
Roberval, Que. 46645-50-2

AVIS

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 2197 (En matière de faillite). J. Nestor Hamel de Montréal, syndic-requérant, André Guigue, électricien, de Montréal (failli).

Avis est par les présentes donné que LUNDI le VINGT JANVIER 1958, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif de Montréal, seront vendus par encan public au plus haut et dernier enchérisseur les immeubles suivants, cédés par le débiteur en cette faillite, savoir:

a) Un certain emplacement ayant front sur l'Avenue Laval, en la ville de Laval des Rapides, comté de Laval, connu et désigné sous les numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq (255-151 et 152) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, mesurant chacun desdits lots vingt-quatre pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec les bâtisses y élevées, ainsi que tout le lot de bois actuellement sur lesdits lieux;

b) Un certain emplacement ayant front sur la rue Legrand en la ville de Laval des Rapides, comté de Laval, connu et désigné sous les numéros cent vingt-quatre, cent vingt-cinq et cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq (255-124, 125 et 126) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, mesurant chacun desdits lots vingt-quatre pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec la bâtisse y élevée;

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes constituées sur lesdits immeubles.

Conditions de la vente: Les immeubles ci-haut seront vendus en bloc pour comptant au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite d'après les articles 45 et suivants de la loi des Faillites de cette province, et équivaut à une vente faite par le shérif.

Le 14 décembre 1957.

Le Syndic autorisé,
J. NESTOR HAMEL.

10, St-Jacques Est,
Montréal. 46653-50-2-o

NOTICE

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 2197 (Bankruptcy Act). J. Nestor Hamel of Montreal, petitioner and trustee, André Guigue, electrician, of Montreal (bankrupt).

Notice is by these presents given that MONDAY the TWENTIETH day of JANUARY, 1958 at ELEVEN o'clock a.m. at the office of the Sheriff of Montreal, will be sold by public auction to the highest and last bidder the following immoveable properties, transferred by the debtor in this bankruptcy, namely:

a) A certain emplacement fronting on Laval Avenue, in the city of Laval des Rapides, county of Laval, known and designated under the numbers one hundred and fifty-one and one hundred and fifty-two of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-five (255-151 and 152) of the plan and book of reference of the parish of St. Martin, county of Laval, measuring each of the said lots twenty-four feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less; with building thereon erected, and the whole lot of wood actually on the said place;

b) A certain emplacement fronting on Legrand Street in the city of Laval des Rapides, county of Laval, known and designated as lots numbers one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five and one hundred and twenty-six of original lot number two hundred and fifty-five (Nos 255-124, 125, 126) of the said plan and book of reference of the parish of St. Martin, county of Laval, measuring each of the said lots twenty-four feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less; with building thereon erected;

As the whole now is with all active and passive servitudes thereto attached to the said immoveables.

Conditions of the sale: The immoveables above mentioned will be sold in block for cash to the last highest bidder.

This sale is made following articles 45 and following of the bankruptcy act of this province, and has the same effect as a sale through the Sheriff.

December, 14th 1957.

J. NESTOR HAMEL,
Authorized Trustee.

10 St. James East,
Montréal. 46653-50-2-o

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Le 5 février 1958, à 3 heures de l'après-midi, devant Me Albert Ménard, notaire de St-Jérôme,

Sale by Licitation

NOTICE OF LICITATION

On February 5, 1958, at 3 o'clock in the afternoon, before Me Albert Ménard, notary of St-

au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Terrebonne, au Palais de Justice de la cité de St-Jérôme, en exécution d'un jugement rendu par ce Tribunal le 2 décembre 1957 dans l'instance engagée entre Dame Dorina Lauzon, ménagère de la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, veuve en seconde noces et non remariée, de J. Adélard Labelle, en son vivant bourgeois du même lieu, demanderesse et Henri Themens *et al* défendeurs et portant le numéro 27,002 des dossiers de la Cour Supérieure, district de Terrebonne il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques et à la vente en bloc des immeubles ci-après:

a) "Un emplacement situé sur le côté ouest de la rue Labelle en la cité de St-Jérôme, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-trois (N° 33) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de St-Jérôme.

Avec une maison en bois lambrissée en briques à deux étages portant les numéros civiques 644, 646 et 648 de la rue Labelle en la cité de St-Jérôme.

Moins et à distraire cependant dudit lot N° 33 une lisière de terrain de vingt-cinq pieds (25) de front sur la rue Labelle sur vingt-cinq pieds (25) de profondeur, puis en arrière de ces vingt-cinq pieds, une autre lisière de terrain mesurant dix-huit pieds (18) de largeur à partir de la ligne sud dudit lot N° 33 pour se continuer sur une longueur de trente-six pieds (36) toujours en suivant la ligne sud dudit lot N° 33, puis là, cette lisière de terrain mesurant vingt-et-un pieds (21) de largeur pour se continuer sur toute la profondeur dudit terrain avec la même largeur de vingt-et-un pieds, toujours en touchant et en partant de la ligne sud dudit lot N° 33; de telle sorte que tout ce qui est ci-dessus réservé se trouve à être borné au sud par la ligne de division dudit lot N° 33 avec le terrain lot N° 34 appartenant à Jules Plouffe ou ses représentants.

b) "Un emplacement vacant situé sur le côté ouest de la rue Labelle en la cité de St-Jérôme, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-cinq (P. N° 25) des plan et livre de renvoi officiels de la cité de St-Jérôme.

Mesurant vingt-cinq pieds (25) de largeur dans ses lignes est et ouest, sur deux cent-soixante-seize pieds (276) de profondeur dans sa ligne nord et deux cent soixante-trois pieds (263) de profondeur dans sa ligne sud, mesure anglaise et plus ou moins.

"Cedit emplacement étant borné comme suit: en front vers l'est par la rue Labelle et en arrière vers l'ouest par la rivière du Nord; d'un côté vers le sud, par cette partie du lot N° 33 dudit cadastre ci-dessus en premier lieu décrite; de l'autre côté vers le nord partie par l'emplacement faisant partie du lot N° 25 appartenant à Supertest Petroleum Corporation Ltd. et partie par une autre lisière de terrain faisant encore partie dudit lot N° 25 et appartenant à Dominion Rubber Co. Ltd.

Cette partie dudit lot N° 25 est sujette à une servitude de non construction sur la totalité dudit terrain et elle est sujette également à une servitude de passage et d'égout en faveur de la cité de St-Jérôme, et ce aux termes d'un acte enregistré au Bureau d'enregistrement de Terrebonne sous le N° 143645, sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre, d'une consignation de $1,510.00;

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu devront être formées, au plus tard le 12e jour

Jérôme, at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Terrebonne, at the Court House of the city of St. Jérôme, by execution of a judgment rendered by this Tribunal on December 2, 1957 in the instance engaged between Dame Dorina Lauzon, housewife of the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, widow of a second marriage and unremarried, of J. Adélard Labelle, in his lifetime gentleman of the same place, plaintiff, and Henri Themens *et al*, defendants and bearing number 27,002 in the files of the Superior Court, district of Terrebonne, shall proceed to the adjudication by licitation at public auction and by the sale in block of the immoveables herebelow:

a) "An emplacement situated on the west side of Labelle Street in the city of St. Jérôme, known and designated as being lot number thirty-tree (No. 33) on the official plan and in the book of reference of the city of St. Jérôme.

With a two-storey wooden-house, cased in brick, bearing civic numbers 644, 646 and 648 on Labelle Street in the city of St-Jérôme.

Less and to withdraw, however, from the said lot No. 33 a strip of land of twenty-five feet (25) in front on Labelle Street by twenty-five feet (25) in depth, then in rear of these twenty-five feet, another strip of land measuring eighteen feet (18) in width starting from the south line of the said lot No. 33 to continue along a length of thirty-six feet (36) always following the south line of the said lot No. 33, and then, this strip of land measuring twenty-one feet (21) in width to continue along the whole depth of the said land with the same width of twenty-one feet, always by touching and in starting from the south line of the said lot No. 33; in such a way that all that is above reserved be found to be bounded on the south by the dividing line of said lot No. 33 with the lot of land No. 34 belonging to Jules Plouffe or his representatives.

b) "A vacant emplacement situated on the west side of Labelle Street in the city of St-Jérôme, forming part of lot known and designated under number twenty-five (Pt. No. 25) on the official plan and in the book of reference of the city of St. Jérôme.

Measuring twenty-five feet (25) in width in its east and west lines, on two hundred and seventy-six feet (276) in depth in its northern line and two hundred and sixty-three feet (263) in depth in its southern line, English measure, more or less.

"This said emplacement being bounded as follows: in front on the east by Labelle Street and in rear on the west by North River; on one side, on the south, by that part of lot No. 33 of the said cadaster hereinabove described in the first place; on the other side on the north, partly by the emplacement forming part of lot No. 25 belonging to Supertest Petroleum Corporation Ltd. and partly by another strip of land again forming part of the said lot No. 25 and belonging to Dominion Rubber Co. Ltd.

This part of the said lot No. 25 is subject to a servitude of non-construction on the totality of the said land and it is also subject to a servitude of a right-of-way and sewer in favor of the city of St. Jérôme, and this in terms of a deed registered at the Registry Office of Terrebonne under No. 143645, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Court.

Any bidder must accompany his offer by a deposit of $1,510.00;

All oppositions to the sale, should there be any, should be formulated at the latest on the 12th

avant la date de la licitation et les oppositions, à fin de conserver, dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de forclusion.

St-Jérôme, ce 9 décembre 1957.

Le Procureur de la demanderesse,
46637-50-2-o JEAN GUÉRIN.

day before the date of the licitation and oppositions, and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication, on penalty of foreclosure.

St-Jérôme, December 9, 1957.

JEAN GUÉRIN,
46637-50-2 Attorney for the Plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE BEACONSFIELD

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Sarto Blais, greffier de la ville de Beaconsfield, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), le JEUDI, NEUF JANVIER, mil neuf cent cinquante-huit (9 janvier 1958), en la salle de l'Hôtel de Ville, Beaconsfield, Qué., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente à l'Hôtel de Ville, 450, Chemin Bord du Lac, Beaconsfield, Qué.

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF BEACONSFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Sarto Blais, clerk of the town of Beaconsfield, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, town of Beaconsfield, on THURSDAY, JANUARY NINTH, nineteen hundred and fifty-eight (9th January, 1958) at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the Town Hall, 450 Lakeshore Road, Beaconsfield, Que.

Cadastre de la paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

Nos de rôle Roll Nos	Noms des propriétaires Names of proprietors	Nos de cadastre Cadastre Nos	Taxes totales et intérêts Total taxes and interests
525	R. Faucher	4-55, 56	$253.13
553	J. P. Lalonde	4-99, 100	258.88
665	J. P. Lalonde	4-296, 297 S½	10.22
573	Geo. Q. Wilson	4-132, 133	109.30
574	Mrs. G. Q. Wilson	4-134	54.36
2317	K. B. Condon	21 Part	222.12

Donné sous mon seing et le sceau de la ville de Beaconfield, à l'Hôtel de Ville de Beaconfield, Qué., ce 26ième jour de novembre 1957.

(Sceau) Le Greffier de la Ville,
46584-49-2-o SARTO BLAIS.

Given under my hand and the seal of the town, at the Town Hall of Beaconsfield, Que., this twenty-sixth day of November, 1957.

(Seal) SARTO BLAIS,
46584-49-2-o Town Clerk.

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné, Albert Philbert, greffier de la susdite municipalité, que l'immeuble ci-dessous désigné, sera vendu à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale) le MERCREDI, QUINZE JANVIER, mil neuf cent cinquante-huit (15 janvier, 1958), en la Salle de l'Hôtel de ville, Val d'Or, P.Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente à l'Hôtel de Ville, 825 — 2ième Avenue, Val d'Or, Québec.

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given that the immovable property hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, town of Val d'Or, on WEDNESDAY, JANUARY FIFTEENTH, Nineteen hundred and fifty-eight (15th January, 1958) at TEN o'clock in the morning (standard time) for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the town hall, 825 — 2nd Avenue, Val d'Or, P.Q.

Cadastre de la ville de Val d'Or — Cadastre of the town of Val d'Or

Nom du Propriétaire Name of Proprietor	N. de Cadastre Cadastre No.	Taxes totales, intérêts et frais Total taxes, interests and costs
Lew Iin.....	Subdivision 63, bloc 14, du Canton de Bourlamaque — Subdivision 63, block 14, Bourlamaque tonwship.....	$4,561.97

Donné en la ville de Val d'Or, P.Q., ce 9ième jour de décembre, 1957.

(Sceau) Le Greffier,

46654-50-2-o ALBERT PHILBERT.

Given at the town of Val d'Or, P.Q., this 9th day of December, 1957.

ALBERT PHILBERT,

46654-50-2-o Town Clerk.

Avis de vente d'immeubles

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le 13 novembre 1957 seront vendues par moi, à l'Hôtel de Ville de Senneterre Abitibi-Est, Province de Québec, MERCREDI, le QUINZE JANVIER (15) 1958 à DIX heures a.m., à raison d'une réclamation de la ville de Senneterre, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales ou pour arrérages de taxes quelconques.

Notice of sale of immoveables

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter mentioned, and more particularly described in a schedule filed in my office, on the 13th day of November, 1957, will be sold by me, at the Town Hall of Senneterre, Abitibi-East, P.Q. Quebec, on WEDNESDAY JANUARY, FIFTEENTH 1958, at TEN o'clock in the forenoon upon claim by the town of Senneterre for annual or special real estate taxes and assessments or for arrears of consolidated taxes.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Superficie Area	Lots Ltos	Blocs Blocks	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Boudreault, Mme-Mrs. Annette Lapierre.	7,000'.....	9.....	11.....	$451.00	$157.50	$608.50
Desputeau, Marcel.....	3,250'.....	½ E. 6.....	83.....	101.87	42.00	143.87
Giguère, Rosario.....	7,000'.....	6.....	93.....	493.50	240.90	734.40
Lamarche, Camille.....	7,000'.....	19.....	82.....	224.07	42.13	266.20
Lamarche, Marcel.....	6,500'.....	4.....	84.....	225.10	90.50	315.60
Légion Canadienne.....	7,000'.....	10.....	15.....	899.65	570.80	1,470.45
Mageau, Oscard.....	6,500'.....	2.....	77.....	142.54	nil	142.54
Ouellette, Josaphat.....	7,000'.....	2.....	76.....	161.85	26.45	188.30
Talbot, Bertrand.....	.....	Surf. 2.....	77.....	7.30	2.45	9.75
Succ.-est. Roberge.....	7,000'.....	11.....	4.....	62.50	82.80	145.30
Succ.-est. Roberge.....	7,000'.....	13.....	95.....	82.50	133.20	215.70
Savoie, Alfred.....	7,000'.....	18.....	10.....	149.90	119.30	269.20

Certifié correct.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,

Me NICOLAS LAROCHELLE.

46585-49-2-o

Certified correct.

(Seal) Me NICOLAS LAROCHELLE,

Secretary-Treasurer.

46585-49-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présett donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, Val d'Or, N° 12,619. { ABRAHAM BEAUCAGE, industriel et marchand de bois de Sullivan, district d'Abitibi, (demandeur) saisissant, vs HENRI PRESCOTTE, journalier, de Vassan, district d'Abitibi, (défendeur) saisi.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quinze (15) du

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, Val d'Or, No. 12,619. { ABRAHAM BEAUCAGE, industrialist and lumber, merchant of Sullivan, district of Abitibi, (plaintiff) seizing creditor, vs HENRI PRESCOTTE, laborer, of Vassan, district of Abitibi (defendant) seized.

NOTICE OF SALE

The rights acquired on the immoveable known and designated as being lot number fifteen (15)

rang cinq (5) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canon Vassan, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale St-Vincent de Paul de Vassan, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME (18) jour de DÉCEMBRE 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 12 novembre 1957. 46426-46-2-o

of range five (5) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Vassan, county of Abitibi-East, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church door of St-Vincent de Paul of Vassan, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH (18th) day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, November 12, 1957. 46426-46-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour de Magistrat,
District de Québec

St-Joseph de Beauce, N° 146-376. à savoir: LA COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUSES DE L'HÔTEL DIEU DE LÉVIS, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Lévis, contre LUC ST-HILAIRE, résidant à St-Luc, comté de Dorchester, à savoir: Le lot N° 17, rang treize, du cadastre pour la paroisse de St-Léon de Standon avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, comté de Dorchester, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
9 décembre 1957. 46648-50-2-o
]Première insertion: 14 décembre 1957.]
[Seconde insertion: 28 décembre 1957.[

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
In the Magistrate's Court,
District of Quebec

St-Joseph de Beauce, No. 146-376, to wit: LA COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUSES DE L'HÔTEL DIEU DE LÉVIS, a body politic and incorporated, having its head office in the city of Lévis, against LUC ST-HILAIRE, residing at St-Luc, county of Dorchester, to wit: Lot No. 17, range thirteen, of the cadaster for the parish of St-Léon de Standon, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door in the parish of St. Luc, county of Dorchester, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
Saint-Joseph de Beauce, Sheriff.
December 9, 1957. 46648-50-2
[First insertion: December 14, 1957.]
[Second insertion: December 28, 1957.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 3,234. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs RÉGIS ROBIDOUX, de St-Joseph d'Huntingdon, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Godmanchester sous le numéro deux cent cinquante et un (251), mesurant environ cent acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph d'Huntingdon, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, le VENDREDI, VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield,
ce 15 novembre 1957. 46488-47-2-o
[Première publication le 23 novembre 1957]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 3,234. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff, vs RÉGIS ROBIDOUX, of St-Joseph of Huntingdon, county of Huntingdon, district of Beauharnois, defendant.

As belonging to the defendant:

"That lot of land known and designated on the official plan and book of reference, of the township of Godmanchester, under the number two hundred and fifty-one (251), measuring about one hundred acres, in superficies, more or less, with all the buildings thereon erected."

To be sold in block, at the parochial church door of St-Joseph of Huntingdon, county of Huntingdon, district of Beauharnois, FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield,
November 15, 1957. 46488-47-2
[First publication November 23, 1957]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, N° 4308. JAMES S. WATT, marchand de gros, Petite-Rivière-Ouest, requérant; con-

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No. 4308. JAMES S. WATT, wholesale merchant, Petite-Rivière-West, petitioner, against

tre LAWRENCE WHITE, Prével, Gaspé, P. Q., intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

Un certain magasin érigé sur une partie du lot N° A-1, bloc A, rang du Bois Brûlé, canton de Douglas, comté de Gaspé.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Georges de Malbaie, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., 19 novembre 1957. 46505-47-2

LAWRENCE WHITE, Prével, Gaspé, P. Q., respondent.

The property for sale is the following:

A certain store erected on part of lot No. A-1, bloc A, range of Bois Brûlé, township of Douglas, county of Gaspé.

To be sold at the church door of St-Georges de Malbaie, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 19, 1957. 46505-47-2-o

Fieri Facias de Bonis
District de Gaspé

Cour de Magistrat, N° 11,781. { LOUIS DOIRON, avocat, Chandler, district de Gaspé, requérant: contre ROMÉO TREMBLAY, commis, Montréal, P.Q.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain morceau de terrain sis et situé dans la municipalité de Pabos, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel pour ladite municipalité comme étant une partie des lots Nos 63*a* et 63*b* du premier rang de la Seigneurie de Pabos, ayant les dimensions suivantes: à partir du trait carré du deuxième rang et descendant sur une distance de 20 arpents vers le sud par la largeur s'étendant de la propriété de Joachim Duguay à celle de Zénon Tremblay et étant borné comme suit: au nord par le Trait carré du deuxième rang, à l'est par Joachim Duguay, au sud par Daniel Tremblay, et à l'ouest par Zénon Tremblay".

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Adelaide de Pabos, SAMEDI, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 9e jour de décembre 1957.
46649-50-2-o

Fieri Facias de Bonis
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 11,781. { LOUIS DOIRON, advocate, Chandler, district of Gaspé, petitioner, versus ROMÉO TREMBLAY, clerk, Montreal, P.Q.

The property to be sold is the following:

"A certain piece of land situated and lying in the municipality of Pabos, known and designated on the official plan and book of reference for said municipality as being a part of lot Nos 63*a* and 63*b* of Range one of the Pabos Seigneurie, having the following dimensions: as from the "trait carré" of Range two and descending along a distance of 20 arpents towards the south by the width extending from the property of Joachim Duguay to that of Zénon Tremblay and being bounded as follows: northerly by the "trait carré" of Range two, easterly by Joachim Duguay, southerly by Daniel Tremblay and westerly by Zénon Tremblay".

To be sold at the door of the church of Ste. Adelaide de Pabos, SATURDAY the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1958, at TEN o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, the 9th day of December, 1957.
46649-50-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 4819. { JOSEPH SAMUEL ARMAND GAGNÉ, contracteur, domicilié à Perkins, district de Hull, demandeur, vs LOUIS MORRIS, autrefois marchand de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et maintenant de lieux inconnus, défendeur, & J. GINSBERG, domicilié au N° 41 rue Eardley, dans la ville d'Aylmer, district de Hull, en sa qualité de syndic aux biens de la succession dudit Louis Morris, et le registrateur du Bureau d'Enregistrement de Hull, dit district, mis-en-cause.

"Un certain camp (terrain non compris) érigé sur une partie du lot 13-A, rang 12, canton de Templeton, comté de Hull".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Antoine, à Perkins, district de Hull, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 18 novembre, 1957. 46489-47-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District de Hull

Superior Court, No. 4819. { JOSEPH SAMUEL ARMAND GAGNÉ, contractor, domiciled at Perkins, district of Hull, plaintiff, vs LOUIS MORRIS, heretofore merchant of the city of Ottawa, Province of Ontario, and presently of unknown parts, defendant. & J. GINSBERG, domiciled at No. 41 Eardley, in the town of Aylmer, district of Hull, in his quality of trustee in the estate of the said Louis Morris, and the Registrar of the registration Office of Hull, said district, mis-en-cause.

"A certain camp (lot of land not comprised) erected on a part of lot 13-A, range 12, township of Templeton, county of Hull".

To be sold at the parochial church door of St. Antoine, at Perkins, district of Hull, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
November 18, 1957. 46489-47-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12,009. { PAUL FRÉCHETTE, cultivateur de St-Norbert, district de Joliette, en sa qualité de tuteur à sa fille mineure, Diane Fréchette, demandeur vs DAME SARAH-BACON ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU et ÉMILIEN ROCHELEAU, tous trois de St-Norbert, district de Joliette, défendeurs.

1° Contre la défenderesse Sarah Bacon-Rocheleau et/ou Émilien Rocheleau, suivant leurs intérêts:

a) Une terre située en la paroisse de St-Norbert, au sud-ouest du Ruisseau Bonaventure, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent cinquante-trois et trois cent cinquante-cinq (353-355) de la contenance de deux arpents et un quart de largeur sur une profondeur d'environ trente-huit arpents, plus ou moins, bornée: d'un bout au ruisseau Bonaventure, à l'autre bout, aux terres de Ste-Elisabeth, d'un côté, aux Nos. 354, 352, et de l'autre côté, au N° 356, avec les constructions dessus érigées.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, et composée:

1° De la partie nord-ouest du lot numéro quatre cent trente-quatre (Ptie N.O. 434) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un demi arpent de largeur sur la profondeur dudit lot N° 434 soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, au lot N° 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest, au lot N° 421, d'un côté, vers le sud-est, au reste dudit lot 434 ci-après décrit, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au lot N° 435;

2° De la partie sud-est du lot numéro quatre cent trente-cinq (Ptie S.E. 435) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sans bâtisse, contenant un arpent de largeur sur la profondeur dudit lot N° 435, soit environ quatre arpents et huit perches, ainsi bornée: d'un bout, vers le nord-est, audit lot N° 288, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux Nos 421 et 422 dudit cadastre, d'un côté, vers le sud-est, à la partie ci-dessus décrite dudit lot N° 434, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, au résidu dudit lot N° 435.

2° Contre Sarah Bacon et/ou Georges Aimé Rocheleau.

a) Une terre située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Norbert, sous les lots numéros trois cent quarante-huit et trois cent quarante-neuf (348-349), avec les constructions dessus érigées, contenant environ soixante-treize arpents en superficie, de forme irrégulière; à distraire cependant dudit lot numéro trois cent quarante-neuf (349), la portion vendue à Louis Denis, par acte enregistré au bureau d'enregistrement de Berthier, sous le N° 28,959, actuellement la propriété de M. Émile Ducharme.

b) Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Norbert, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-quatre (434 Ptie) sans bâtisse, contenant un arpent et demi de largeur sur la profondeur dudit lot N° 434, soit environ treize arpents, ainsi bornée: d'un

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12,009. { PAUL FRÉCHETTE, farmer of St. Norbert, district of Joliette, in his quality of tutor to his daughter, Diane Fréchette, plaintiff vs DAME SARAH-BACON ROCHELEAU, GEORGES AIMÉ ROCHELEAU and ÉMILIEN ROCHELEAU, all three of St. Norbert, district of Joliette, defendants.

1. Against the defendant Sarah Bacon-Rocheleau and/or Émilien Rocheleau, according to their interests:

a) A farm situated in the parish of St. Norbert, to the southwest of Bonaventure Brook, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of St. Norbert, under lots number three hundred and fifty-three and three hundred and fifty-five (353-355) containing two arpents and a quarter in width by a depth of some thirty-eight arpents, more or less, bounded: at one extremity by Bonaventure Brook, at the other by the farms of Ste. Elisabeth, on one side by Nos. 354, 352, and on the other side by No. 356, with structures erected thereon.

b) A timber land situated in said parish of St. Norbert and composed of:

1. The northwesterly part of lot number four hundred and thirty-four (P. N.W. 434) of the above official plan and book of reference, minus buildings, containing one half in width by the depth of said lot No. 434, that is some thirteen arpents, bounded thus: at one end, northeasterly, by lot No. 288, at the other end, southwesterly, by lot No. 421, on one side, southeasterly, by the residue of said lot 434 hereinafter described, and on the other side, north-westerly, by lot No. 435:

2. The southeasterly part of lot number four hundred and thrity-five (P. S.E. 435) on the above official plan and book of reference, minus buildings, containing one arpent in width by a depth of said lot 435, that is some four arpents and eight rods, thus bounded: at one end northeasterly by said lot 288, at the other end southwesterly by Nos. 421 and 422 of said cadastre, on one side southeasterly by that part of said lot No. 434 described hereinabove, and on the other side northwesterly by the residue of said lot No. 435.

2. Against Sarah Bacon and/or Georges Aimé Rocheleau.

a) A farm situated in said parish of St. Norbert, known and designated on the above official plan and book of reference of the said parish of St. Norbert, under lot numbers three hundred and forty-eight and three hundred and forty-nine (348-349), with structures erected thereon, containing some seventy-three arpents in area, of irregular shape; save and except however, that portion of said lot number three hundred and forty-nine (349) sold to Louis Denis, by deed registered at the Registry Office of Berthier, under No. 28,959, presently the property of Mr. Émile Ducharme.

b) A timber land situated in said parish of St. Norbert, known and designated on the above-mentioned official plan and book of reference as forming of lot number four hundred and thirty-four (P. 434) minus buildings, containing one arpent and a half in width by the depth of said lot No. 434, that is some thirteen arpents, thus

bout, vers le nord-est, au N° 289, à l'autre bout, vers le sud-ouest, aux Nos 420-421, d'un côté, vers le sud-est, au lot 433, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, à la sortie dudit lot N° 434 ci-dessus décrit.

3° Contre Émilien Rocheleau.

Le lot N° 109*b* aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Norbert, mesurant 60 pieds à sa façade et ¾ d'arpent à la profondeur compris entre le ruisseau à l'arrière et le chemin à l'avant un chemin de ligne sur un côté l'emplacement de Georges Laporte et représentants.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Norbert, le VENDREDI, VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 19 novembre 1957. 46490-47-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 402,041. { LUCILLE CHAURETTE, demanderesse vs DAME VVE. MARCEL MOUSSIN, défenderesse.

"Six lots de terre situés à Plage Laval, dans le comté de Laval, et connus sous les numéros cent quarante-et-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six (141, 142, 143, 144, 145, 146) du lot originaire numéro cent soixante-et-treize (173) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, dans le comté Laval, avec trois maisons y érigées."

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laval-Ouest, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 20 novembre 1957. 46506-47-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 20,155. { RETONE INC., corps politique et incorporé ayant son siège social dans la ville de Matane, district de Rimouski, demanderesse vs JOLLY ROGER MOTEL LTD., corps politique et incorporé ayant son siège social à Métis-Beach, comté de Matane, district de Rimouski, défenderesse.

Description des immeubles de la compagnie "Jolly Roger Motel Limited".

a) Un terrain situé en le village de Métis Beach et partie dans la paroisse de St-Octave de Métis, connu et désigné comme étant partie des numéros trois cent trois et trois cent quatre (303 et 304) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Octave de Métis, contenant six arpents de profondeur dans la ligne des numéros 303 et 304, formant cinq arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a jusqu'au terrain de E. M. Wilson et au ruisseau Smith, ledit terrain étant borné au nord, sur le lot trois cent quatre, partie à la route nationale et partie à Donat Falardeau ou représentant, et au ruisseau Smith, pour le lot trois cent trois, à l'Est partie à Edmourd Falardeau

bounded: at one end northeasterly by No. 289, at the other end southwesterly by Nos. 420-421, on one side southeasterly by lot 433, and on the other side northwesterly, by the outlet of said lot No. 434 described hereinabove.

3. Against Émilien Rocheleau.

Lot No. 109*b* of the official plan and book of reference of the cadastre of St. Norbert, measuring 60 feet in front and ¾ of an arpent in depth as between the brook in the rear and the front road a line road on one side of the emplacement of Geoges Laporte and representatives.

To be sold at the door of the parochial church of St. Norbert, FRIDAY the TWENTY-SEVENTH day of the month of DECEMBER 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, November 19, 1957. 46490-47-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 402,041. { LUCILLE CHAURETTE, plaintiff vs DAME MARCEL MOUSSIN, widow, defendant.

"Six lots of land situated at Plage Laval, in the County of Laval, and known under numbers one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six (141, 142, 143, 144, 145, 146) of original lot number one hundred and seventy-three (173) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose, in the county of Laval, with three houses erected thereon."

To be sold at the door of the parochial Church of the parish of Laval-Ouest, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1957, at ELEVEN o'clock in the morning

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 20, 1957. 46506-47-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 20,155. { RETONE INC., a body politic and incorporated having its head office in the town of Matane, district of Rimouski, plaintiff, vs JOLLY ROGER MOTEL LTD., a body politic and incorporated, having its head office at Metis-Beach, county of Matane, district of Rimouski, defendant.

Description of the immoveables of the Company "Jolly Roger Motel Limited".

a) A lot of land situated in the village of Metis-Beach and partly in the parish of St-Octave de Métis, known and designated as being part of numbers three hundred and three and three hundred and four (303 and 304) of the official cadaster for the parish of St-Octave de Métis, containing six arpents in depth in the line of numbers 303 and 304, forming five arpents in width by the depth there is as far as the land of E.M. Wilson and to the Smith brook, the said land being bounded on the north, on lot three hundred and four, partly by the national route and partly by Donat Falardeau or representative, and by Smith Brook, for lot three hundred

ou représentant et partie à Dame Alfred Dubé, au sud à Georges Bélanger et à l'ouest à Sylvain Pelletier;

b) Un terrain de forme irrégulière, contenant environ cent cinquante pieds de front, sur la ligne du numéro trois cent quatre (304), situé au nord du ruisseau Smith, sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds jusqu'à l'écart, ensuite jusqu'à la terre de M. Pelletier, sur une largeur de vingt-cinq pieds, en longeant l'écart du ruisseau. Borné au nord au reste du terrain de M. Meikle, par une ligne partant du numéro 304 à cent quatre-vingt-dix pieds au sud de la ligne du lot numéro un (1) de la Seigneurie de Métis et gagnant le sud-ouest sur une distance de cent quarante-cinq pieds, en ligne droite de façon à atteindre un point ou borne situé à vingt-cinq pieds au nord de l'écart du ruisseau; de ce point, la ligne continue jusqu'au lot numéro 302, en conservant une direction qui suit l'écart du ruisseau, à vingt-cinq pieds au nord. Borné à l'est par le lot numéro 304, au sud par le ruisseau Smith, à l'ouest par le lot numéro 302, ledit terrain étant la partie sud du lot numéro 303-A du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, en la Seigneurie de Métis, circonstances et dépendances et droits riverains; sujet à la réserve pour les terrains de MM. Meikle, Wilson et Dunlop du droit de puiser de l'eau pour leur usage personnel et pour les animaux et le droit de passage sur ledit terrain pour aller puiser l'eau à n'importe quel endroit à 125′ à l'ouest du lot numéro 304.

c) Un chemin de vingt pieds à prendre sur le terrain que Donat Falardeau a acquis de E. M. Wilson, ledit terrain servant de chemin, étant partie du lot numéro 1 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, Seigneurie de Métis, ledit chemin devant servir de passage pour atteindre le chemin public à partir des lots susdésignés. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse Les Boules, comté de Matane, le VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1957 à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 19 novembre, 1957. 46491-47-2-o

and three, on the east, partly by Edmourd Falardeau or representative and partly by Dame Alfred Dubé, on the south, by Georges Bélanger and on the west, by Sylvain Pelletier;

b) A lot of land of irregular form, containing abour one hundred and fifty feet in front, on the line of number three hundred and four (304), situated on the north of Smith brook, by a depth of one hundred and forty-five feet as far as the ravine, then as far as the land of Mr. Pelletier, upon a width of twenty-five feet, by following the ravine of the brook, bounded on the north by the remainder of the land of Mr. Meikle, by a line starting from number 304 to one hundred and ninety feet south of the line of lot number one (1) of the Seigniory of Métis and going towards the southwest over a distance of one hundred and forty-five feet, in a straight line so as to reach a point or boundary situated at twenty-five feet north of the ravine of the brook; from this point, the line continues as far as lot number 302, by keeping to a direction which follows the ravine of the brook, to twenty-five feet on the north. Bounded on the east by lot number 304, on the south, by the Smith brook, on the west, by lot number 302, the said land being the southern part of lot number 303-A of the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, in the Seigniory de Métis, circumstances and dependencies and riparian rights; subject to the reservation, for the lands of Messrs. Meikle, Wilson and Dunlop, of the right to draw water for their personal use and for the animals and the right of way on the said land to go and draw water at any place at 125′ west of lot number 304.

c) A road of twenty feet to be taken on the land that Donat Falardeau purchased from E. M. Wilson, the said land to be used as a road, being part of lot number 1 of the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, Seigniory de Métis, the said road to be used as a passage to reach the public road starting from the above designated lots. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Catholic church door of the parish of Les Boules, county of Matane, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, November 19, 1957. 46491-47-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 4546. { JAMES BRENNAN, vs DIADEM MINES LIMITED, à savoir:

Les claims miniers suivants: D.L. 3 (R-16251 & R-16252; D.L. 1091 (R-28913 & R-28914) (Cert. 2560 cls. 1 & 2); D.L. 4603 (R-45948 & R-45959); D.L. 13900 (R-60345 & R-60346) (Cert. 19883 cls. 1 & 2); D.L. 15495 (R-62492 & R-62493) (Cert. 25875 cls. 1 & 2); D.L. 15496 (R-62494 & R-62495) (Cert. 25874 cls. 1 & 2); D.L. 15497 (R-62489 & R-62499) (Cert. 25873 cl. 2) (Cert. 25876 cl. 2), et la bâtisse du moulin, chevalement du shaft, et la bâtisse pour le convoyeur, dessus érigés.

Un montant de $200. devra être déposé avec chaque enchère.

Pour être vendus par le shérif du district de Rouyn-Noranda, au bureau du shérif, à

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 4546. { JAMES BRENNAN, vs DIADEM MINES LIMITED, to wit:

Mining claims D.L. 3 (R-16251 & R-16252); D.L. 1091 (R-28913 & R-28914) (Cert. 2560 cls. 1 & 2); D.L. 4603 (R-45948 & R-45959); D.L. 13900 (R-60345 & R-60346) (Cert. 19883 cls. 1 & 2); D.L. 15495 (R-62492 & R-62493) (Cert. 25875 cls. 1 & 2); D.L. 15496 (R-62494 & R-62495) (Cert. 25874 cls. 1 & 2); D.L. 15497 (R-62489 & R-62499) (Cert. 25873 cl. 2) (Cert. 25876 cl. 2) and the mill building, the shaft headframe and the conveyor building thereon erected.

An amount of $200. must be deposited with each bid.

To be sold as a whole at the Sheriff's Office Rouyn, P.Q. on the TWENTY-EIGHTH day

Rouyn, P.Q. le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, 1957 à DEUX heure et TRENTE de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, Québec, le 16 novembre, 1957.
46492-47-2-o

of DECEMBER, 1957 at TWO o'clock and THIRTY in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sueriff's Office, Sheriff.
Rouyn, Quebec, November 16th, 1957.
46492-47-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 10,194. GEORGES ÉMILE LANGEVIN, bourgeois, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs ALCIDE BELLAVANCE, journalier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé en la cité de Saint-Hyacinthe, rue de Vaudreuil (autrefois rue St-Casimir), mesurant trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent vingt-huit (N° 428) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité; avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, sis à 1600, rue Girouard, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1957, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe,
le 13 novembre 1957. 46443-46-2-o

ST. HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 10,194. GEORGES ÉMILE LANGEVIN, gentleman, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs ALCIDE BELLAVANCE, laborer, of the city and district of Montreal, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

An emplacement situated in the city of Saint-Hyacinthe, Vaudreuil Street, (heretofore St-Casimir Street), mesuring thirty feet in width by one hundred feet in depth, the whole by English measure, more or less, known and designated as being lot number four hundred and twenty-eight (No. 428) on the official plan and in the book of reference of the said city; with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, at the Court House, situated at 1600 Girouard Street, in the city and district of Saint-Hyacinthe, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1957, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe,.
November 13th, 1957. 46443-46-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18881. JEAN LUC TROTTIER, gérant, de Ste-Anne de la Pérade, district de Trois-Rivières, demandeur vs ANTONIO GIROUARD, du même lieu, défendeur.

"Un emplacement à distraire du lot numéro trois cent quarante-cinq (p. 345) du cadastre de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, contenant cinquante pieds de large par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front à une rue publique, laquelle devra être laissée de trente pieds français, en profondeur et des autres côtés à dame Anna-Marie Larue ou représentants, ledit emplacement devant se trouver à une distance de cent trente pieds anglais de l'emplacement vendu à monsieur Léo-Édouard Abel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de la Pérade, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 19 novembre 1957.
46493-47-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18881. JEAN LUC TROTTIER, manager, of Ste. Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, plaintiff vs ANTONIO GIROUARD, of same locality, defendant.

"An emplacement to be deducted from lot number three hundred and forty-five (P. 345) of the cadastre of the parish of Ste. Anne de la Pérade, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front by a public street, which street should be left at thirty feet in French measure, in depth and on the other sides by Dame Anna Marie Larue or representatives, the said emplacement being at a distance of one hundred and thirty feet, English measure, from the emplacement sold to Mr. Léo Édouard Abel, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Ste. Anne de la Pérade, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, November 19, 1957.
46493-47-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 50

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1153 — Concernant l'accessibilité des tribunaux et l'expédition des affaires judiciaires dans la province..... 4547

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4507

AVIS DIVERS:

Danford Lake District Property Owners Association (Règlement)..... 4548
Déménagement Moderne Moving Ltd (Directeurs)..... 4549
Gibson Chibougamau Mines Ltd (Dist. de l'actif)..... 4549
Hôpital des Laurentides (Règlement).. 4549
H. Reich & Sons Inc. (Directeurs)..... 4550
La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé (Dist. de l'actif)..... 4550
L'Association des Internes de Montréal (Règlement)..... 4548
L'Église Baptiste de la Bonne Nouvelle de La Sarre (Pétition)..... 4548
Swanson Mines Ltd (Dist. de l'actif)... 4550
Viroc Concrete Products Ltd — Viroc Concrete Products Ltée (Directeurs). 4551

CHARTES — ABANDON DE:

A.Z. Construction Company Limited.. 4551
Cado, Inc..... 4552
Guil Limitée..... 4552
J. A. Pelletier Limitée..... 4552
La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé..... 4552
Sixteenth Island Lake Ski Club Inc.... 4551
Valleyfield Tourist Club Inc..... 4552

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

Ellenberg & Poensgen, Gesellschaft mit beschrankter Haftung 4553
Sheraton Securities Corporation..... 4553
The Denver Chemical Manufacturing Company..... 4552

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Abramovich, Manuel *et al*..... 4541
Alliance des Coopératives de Consommation..... 4542
Beauharnois, comm. scolaire de la cité. 4546
Congregation Shomrim Laboker — Beth Yehuda..... 4544
Collège Sophie-Barat..... 4540
Dorval, comm. scolaire, cité..... 4547
Hauterive, comm. d'écoles de la ville.. 4545
Lachine, cité 4541
La Persévérance Compagnie d'Assurance..... 4543
La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society..... 4540
Larissa Development Corporation.... 4544
L'Assomption (Beauce), comm. scolaire. 4540
Low Sud, Comm. Scol. Cath..... 4541
Montmorency, Comm. Scol. ville 4540
Montréal-Nord, ville..... 4544
Pointe-Claire, ville..... 4543
Pointe du Moulin, ville..... 4545
Renaud, Gabriel..... 4541
Ste-Dorothée, ville..... 4547

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ORDER IN COUNCIL:

1153 — Concerning the accessibility of the Courts and the dispatch of judicial business in the Province..... 4547

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4507

MISCELLANEOUS NOTICES:

Danford Lake District Property Owners Association (By-law)..... 4548
Déménagement Moderne Moving Ltd (Directors)..... 4549
Gibson Chibougamau Mines Ltd (Dist. of assets)..... 4549
Hôpital des Laurentides (By-law)..... 4549
H. Reich & Sons Inc. (Directors)..... 4550
La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé (Dist. of the assets)..... 4550
L'Association des Internes de Montréal (By-law)..... 4548
L'Église Baptiste de la Bonne Nouvelle de La Sarre (Petition)..... 4548
Swanson Mines Ltd (Dist. of assets)... 4550
Viroc Concrete Products Ltd — Viroc Concrete Products Ltée (Directors). 4551

CHARTERS — SURRENDER OF:

A.Z. Construction Company Limited.. 4551
Cado, Inc..... 4552
Guil Limitée..... 4552
J. A. Pelletier Limited..... 4552
La Compagnie d'Aqueduc de Ste-Rose-du-Dégelé..... 4552
Sixteenth Island Lake Ski Club Inc..... 4551
Valleyfield Tourist Club Inc..... 4552

COMPAGNIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Ellenberg & Poensgen, Gesellschaft mit beachrankter Haftung..... 4553
Sheraton Securities Corporation..... 4553
The Denver Chemical Manufacturing Company..... 4552

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Abramovich, Manuel *et al*..... 4541
Alliance des Coopératives de Consommation..... 4542
Beauharnois, school comm. of the city. 4546
Congregation Shomrim Laboker — Beth Yehuda..... 4544
Collège Sophie-Barat..... 4540
Dorval, school comm., city..... 4547
Hauterive, school comm. of the town.. 4545
Lachine, city..... 4541
La Persévérance Compagnie d'Assurance..... 4543
La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — The Provincial Mutual Insurance Society..... 4540
Larissa Development Corporation..... 4544
L'Assomption (Beauce), comm. scolaire. 4540
Low Sud, Cath. School Comm..... 4541
Montmorency school munic. town..... 4540
Montreal North, town..... 4544
Pointe-Claire, town..... 4543
Windmill Point, town..... 4545
Renaud, Gabriel..... 4541
Ste-Dorothée, town..... 4547

St-Émilien, munic. 4546
Saint-Laurent, cité 4542
Saint-Martin, ville 4543
Salaberry-de-Valleyfield, cité 4542

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Ste-Hélène (village) 4553
St-Philippe-de-Philipsburg (Cath.) 4553
Ste-Rose (Ville) 4554
Sanmaur 4554

TERRES ET FORÊTS:

Hull, canton 4554
Laprairie de la Magdeleine, paroisse 4554
Laure, canton 4554
Robertson, canton 4555
St-Bruno, paroisse 4555
St-Joachim de Châteauguay, paroisse 4555
St-Roch Nord, paroisse 4555

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Trois-Rivières (Modification) 4557
Coiffeurs pour dames, Ile de Montréal (Avis) 4556
Construction, région de Québec (Modification) 4557
Construction, région de Trois-Rivières (Modification) 4558
Métallurgie, région de Québec (Modification) 4555

EXAMEN DU BARREAU:

Richelieu: pratique 4559

LETTRES PATENTES:

Armand Lemay et Fils Ltée 4508
Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc 4509
Auberge de L'Étoile Incorporé 4509
Autobus Inter-Cité Ltée — Inter-City Bus Ltd. 4509
Aved-Gero Realties Inc. 4510
Ayer's Cliff Industries Limited 4510
Bacto-Chem Research Co. Ltd. 4510
Beaver Quarries Ltd. 4511
Bel-Air Floor Coverings Inc. 4511
Belmont Investment Corp. 4511
Breuvages Radisson Ltée 4512
Brothers Grocery Inc. 4512
Canadian Asbestos Holdings Ltd. 4512
Car-Park Inc. 4513
Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc. 4513
Chandor Investment Corporation 4513
Cie de Construction Lamont Inc. 4514
City & Suburban Realties Ltd. 4514
C & L Garage Limited 4514
Colibri Ltd. 4515
Compagnie générale de Placement, Limitée — General Investment Company, Limited 4515
Craft Printers Ltd. 4515
Dale Acceptance Corp. 4516
Dalou Inc. 4516
Darlington Service Garage Inc. 4516
Décarie Blvd. Investment Corporation. 4517
Déragon Car Rentals Ltd. 4517

St-Emilien, munic. 4546
St. Laurent, city 4542
Saint-Martin, town 4543
Salaberry-de-Valleyfield, city 4542

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Ste-Hélène (village) 4553
St-Philippe-de-Philipsburg (Cath.) 4553
Ste-Rose (Town) 4554
Sanmaur 4554

LANDS AND FOREST:

Hull, township 4554
Laprairie de la Magdeleine, parish 4554
Laure, township 4554
Robertson, township 4555
St-Bruno, parish 4555
St-Joachim de Châteauguay, parish 4555
St-Roch Nord, parish 4555

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers, region of Trois-Rivières (Amendment) 4557
Ladies' hardressers, Island of Montreal (Notice) 4556
Construction, region of Quebec, (Amendment) 4557
Construction, region of Trois-Rivières (Amendment) 4558
Metal, region of Quebec, (Amendment) 4555

BAR EXAMINATION:

Richelieu: practice 4559

LETTERS PATENT:

Armand Lemay et Fils Ltée 4508
Association Récréative de la Paroisse St-René Goupil de Gatineau Inc. 4509
Auberge de L'Étoile Incorporé 4509
Autobus Inter-Cité Ltée — Inter-City Bus Ltd. 4509
Aved-Gero Realties Inc. 4510
Ayer's Cliff Industries Limited 4510
Bacto-Chem Research Co. Ltd. 4510
Beaver Quarries Ltd. 4511
Bel-Air Floor Coverings Inc. 4511
Belmont Investment Corp. 4511
Breuvages Radisson Ltée 4512
Brothers Grocery Inc. 4512
Canadian Asbestos Holdings Ltd. 4512
Car-Park Inc. 4513
Centre Récréatif P.A.P. de Chibougamau Inc. 4513
Chandor Investment Corporation 4513
Cie de Construction Lamont Inc. 4514
City & Suburban Realties Ltd. 4514
C & L Garage Limited 4514
Colibri Ltd. 4515
Compagnie générale de Placement, Limitée — General Investment Company, Limited 4515
Craft Printers Ltd. 4515
Dale Acceptance Corp. 4516
Dalou Inc. 4516
Darlington Service Garage Inc. 4516
Décarie Blvd. Investment Corporation. 4517
Déragon Car Rentals Ltd. 4517

Domaine D'Esteral Proprietors Association Inc. 4517
Du Lac Development Inc. 4518
E.F.M. Holding Company 4518
Enbar Enterprises Inc. 4518
Esty Limited 4519
Excel Electric Co. Limited 4519
Garson Holdings Inc. 4519
Gibson Mines Ltd 4520
Grecel Inc. 4520
Gross Interests Corp. 4520
Harvey Lumber Inc. 4521
Harwil Realty Corp. 4521
Hi-Way Service Stations Inc. 4521
Holiday Travel Service Inc. 4522
International Talent Associates Inc. 4522
Jos. Blackburn Inc. 4522
Jos. Zimmer Inc. 4523
Katie's Cleaners Inc. 4523
La Cie de Construction Satellite Limitée — Satellite Construction Co. Limited 4523
La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée — The Trans-Quebec Publications Company Limited 4524
La Maison Georges Gélineau Inc. 4524
Landriault Furniture (Hull) Limitée 4524
LaRose & Fils Ltée — LaRose & Sons Ltd 4525
La Société des Concerts de Sept-Iles Inc.— The Sept-Iles Concerts Society Inc. 4525
L'Association Dentaire de la Province de Québec 4526
Lavergne Combustible Incorporée 4526
Le Foyer du Meuble Fleury Inc. 4526
Leorg Investment Inc. 4527
Les Immeubles Delraro Inc. 4527
Les Immeubles De Montigny Ltée 4527
Les Placements Gamma Inc.— Gamma Investments Inc. 4528
Levesque & Frère Construction Ltée 4528
Lort Realty Corp. 4528
Magro Machinery Co. Ltd. 4529
Mardel Investment Corporation 4529
Melbor Corporation 4529
Melbourne Investments Ltd. 4530
Melet Construction Ltée 4530
Miguel Furniture Inc. 4530
Milt Realty Corp. 4531
Montreal Display Co. Ltd. 4531
Montreal Video Company 4531
National Heel Limited 4532
National Soccer League of the Province of Quebec Inc. 4532
Olympus Realty Inc. 4532
Pete Constable Sporting Goods Ltd. 4533
Photo-Marker Inc. 4533
Première Acceptance Corporation 4533
R.M. Nickel Mines Limited 4534
Sauvé Boulevard Realty Company 4534
Service Valeurs et Publicité Ltée 4535
Shearling Processors Ltd. 4535
Southport Investments Ltd. 4535
Sport Yatch Club Inc. 4536
Ste. Thérèse Farms Inc. 4536
Traders Automotive Verdun Inc. 4536
Tremblay Entreprises Ltée 4537
Two Roses Investment Corporation 4537
United Business Security Incorporated. 4537
Urique Development Inc. 4538
Valmont Mining Exploration Ltd. 4538
Vector Labs. Inc. 4538
Vista Sales Promotions Co. Ltd. 4539
Westchester Estates Ltd. 4539
Williams Plastering Limited. 4539

Domaine D'Esteral Proprietors Association Inc. 4517
Du Lac Development Inc. 4518
E.F.M. Holding Company 4518
Enbar Enterprises Inc. 4518
Esty Limited 4519
Excel Electric Co. Limited 4519
Garson Holdings Inc. 4519
Gibson Mines Ltd 4520
Grecel Inc. 4520
Gross Interests Corp. 4520
Harvey Lumber Inc. 4521
Harwil Realty Corp. 4521
Hi-Way Service Stations Inc. 4521
Holiday Travel Service Inc. 4522
International Talent Associates Inc. 4522
Jos. Blackburn Inc. 4522
Jos. Zimmer Inc. 4523
Katie's Cleaners Inc. 4523
La Cie de Construction Satellite Limitée — Satellite Construction Co. Limited 4523
La Compagnie de Publications Trans-Québec Limitée — The Trans-Quebec Publications Company Limited 4524
La Maison Georges Gélineau Inc. 4524
Landriault Furniture (Hull) Limitée 4524
LaRose & Fils Ltée — LaRose & Sons Ltd 4525
La Société des Concerts de Sept-Iles Inc.— The Sept-Iles Concerts Society Inc. 4525
L'Association Dentaire de la Province de Québec 4526
Lavergne Combustible Incorporée 4526
Le Foyer du Meuble Fleury Inc. 4526
Leorg Investment Inc. 4527
Les Immeubles Delraro Inc. 4527
Les Immeubles De Montigny Ltée 4527
Les Placements Gamma Inc.— Gamma Investments Inc. 4528
Levesque & Frère Construction Ltée 4528
Lort Realty Corp. 4528
Magro Machinery Co. Ltd. 4529
Mardel Investment Corporation 4529
Melbor Corporation 4529
Melbourne Investments Ltd. 4530
Melet Construction Ltée 4530
Miguel Furniture Inc. 4530
Milt Realty Corp. 4531
Montreal Display Co. Ltd. 4531
Montreal Video Company 4531
National Heel Limited 4532
National Soccer League of the Province of Quebec Inc. 4532
Olympus Realty Inc. 4532
Pete Constable Sporting Goods Ltd. 4533
Photo-Marker Inc. 4533
Première Acceptance Corporation 4533
R.M. Nickel Mines Limited 4534
Sauvé Boulevard Realty Company 4534
Service Valeurs et Publicité Ltée 4535
Shearling Processors Ltd. 4535
Southport Investments Ltd. 4535
Sport Yatch Club Inc. 4536
Ste. Thérèse Farms Inc. 4536
Traders Automotive Verdun Inc. 4536
Tremblay Entreprises Ltée 4537
Two Roses Investment Corporation 4537
United Business Security Incorporated. 4537
Urique Development Inc. 4538
Valmont Mining Exploration Ltd. 4538
Vector Labs. Inc. 4538
Vista Sales Promotions Co. Ltd. 4539
Westchester Estates Ltd. 4539
Williams Plastering Limited. 4539

NOMINATION:

Bernier, Paul-Émile 4559

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:
Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:

Plan Conjoint des Producteurs de lait fournisseurs au poste de réception et de transformation d'Henryville de la Cie Elmhurst Dairy Ltée (Rectification) 4560

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire du canton de Hatley à celui du village de North Hatley 4562
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de La Nativité-de Notre-Dame-de-Bécancour à celui du village de Bécancourt 4560
Concernant l'annexion d'un certain territoire de la paroisse de Sainte-Irène à celui de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac 4561
Concernant l'érection de la municipalité du village de Lafontaine 4564
Concernant l'érection de la municipalité de Saint-Guy 4567
Concernant l'érection de la municipalité de Wenworth-Nord 4565

SIÈGES SOCIAUX:

Bond Chalkboard Company 4568
Campbell Chibougamau Mines Ltd.... 4569
Chevaliers de Colomb:
Résurrection of Our Lord, Conseil N° 4368 4570
Chibougamau Mining & Smelting Do. Inc. 4570
Chs E. Berthiaume Ltée 4568
Desourdy Construction Ltée 4569
Ernest Quintal Limitée 4568
Morgan & Co. Ltd. 4569

SOUMISSIONS:

Thetford Mines, comm. scolaire, cité.. 4571
Waterloo, ville 4570

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bouchard, Fernand 4573
Genest, Isidore *et al* 4574
Girard, Arthur 4573
Guigne, André 4575

VENTE PAR LICITATION:

Lauzon vs Themens *et al* 4575

VENTES POUR TAXES:

Beaconsfield, ville 4577
Senneterre, ville 4578
Val d'Or, ville 4577

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Beaucage vs Prescotte 4578

APPOINTMENT:

Bernier, Paul-Émile 4559

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:
Notice of sanction of joint marketing plan:

The Elmhurst Dairy (Henryville) Milk Producers' Plan (Rectification) 4560

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory of the township of Hartley to the village of North Hatley 4562
Concerning the annexation of a certain territory of the parish of La Nativité-de-Notre-Dame-de-Bécancourt to the village of Bécancourt 4560
Concerning the annexation of a certain territory of the parish of Sainte-Irène to the parish of Saint-Pierre-du-Lac. 4561
Concerning the erection of the municipality of the village of Lafontaine ... 4564
Concerning the erection of the municipality of Saint-Guy 4567
Concerning the erection of the municipality of Wentworth-Nord 4565

HEAD OFFICES:

Bond Chalkboard Company 4568
Campbell Chibougamau Mines Ltd.... 4569
Knights of Columbus:
Resurrection of Our Lord, Council No. 4368 4570
Chibougamau Mining & Smelting Co. Inc. 4570
Chs E. Berthiaume Ltée 4568
Desourdy Construction Ltd 4569
Ernest Quintal Limitée 4568
Morgan & Co. Ltd. 4569

TENDERS:

Thetford Mines, city school comm..... 4571
Waterloo, town 4570

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bouchard, Fernand 4573
Genest, Isidore *et al* 4574
Girard, Arthur 4573
Guigue, André 4575

SALE BY LICITATION:

Lauzon vs Themens *et al* 4575

SALES FOR TAXES:

Beaconsfield, town 4577
Senneterre, town 4578
Val d'Or, town 4577

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Beaucage vs Prescotte 4578

BEAUCE:

La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis vs St-Hilaire.. 4579

BEAUHARNOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Robidoux..... 4579

GASPÉ:

Doiron vs Tremblay..... 4580
Watt vs White..... 4579

HULL:

Gagné vs Morris..... 4580

JOLIETTE:

Fréchette vs Rocheleau..... 4581

MONTRÉAL:

Chaurette vs Moussin..... 4582

RIMOUSKI:

Retone Inc. vs Jolly Roger Motel Limited..... 4582

ROUYN-NORANDA:

Brennan vs Diadem Mines Limited.... 4583

SAINT-HYACINTHE:

Langevin vs Bellavance..... 4584

TROIS-RIVIÈRES:

Trottier vs Girouard..... 4584

46619-o

BEAUCE:

La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis vs St-Hilaire.. 4579

BEAUHARNOIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Robidoux..... 4579

GASPÉ:

Doiron vs Tremblay..... 4580
Watt vs White..... 4579

HULL:

Gagné vs Morris..... 4580

JOLIETTE:

Fréchette vs Rocheleau..... 4581

MONTREAL:

Chaurette vs Moussin..... 4582

RIMOUSKI:

Retone Inc. vs Jolly Roger Motel Limited..... 4582

ROUYN-NORANDA:

Brennan vs Diadem Mines Limited.... 4583

ST. HYACINTHE:

Langevin vs Bellavance..... 4584

TROIS-RIVIÈRES:

Trottier vs Girouard..... 4584

46619-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.